David HUME (1752, 1758)

“8 essais économiques traduits par Melle de la Chaux ”

Numérisé par Philippe Folliot,
Professeur de philosophie au Lycée Ango, Dieppe, Normandie.
10 janvier 2010.

Un document produit en version numérique par Philippe Folliot, bénévole,
Professeur de philosophie au Lycée Ango à Dieppe en Normandie
Courriel : philippefolliot@yahoo.fr
Site web : <http://perso.wanadoo.fr/philotra/>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle :

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par M. Philippe Folliot, bénévole,
Professeur de philosophie au Lycée Ango à Dieppe en Normandie
Courriel : philippefolliot@yahoo.fr
Site web : <http://perso.wanadoo.fr/philotra/>

David HUME

“Huit essais de Hume traduits par Melle de la Chaux”. Essai sur le commerce, Essai sur le luxe, Essai sur l’argent, Essai sur l’intérêt de l’argent, Essai sur les impôts, Essai sur le crédit public, Essai sur la balance du commerce, Essai sur la jalousie commerciale.

Numérisé par Philippe Folliot, à partir de

Mélanges d’économie politique (extraits), Volume I, Par Eugène Daire et G. de Molinari, Paris Chez Guillaumin et Cie libraires, Rue Richelieu, n°14. 1847

[Autorisation formelle accordée par mon ami Philippe Folliot, professeur de philosophie et traducteur, de diffuser cette traduction, le 10 janvier 2010.]

Courriel : philippefolliot@yahoo.fr
Site : http://pagesperso-orange.fr/philotra/som_essaishume.htm

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique complétée le 11 janvier 2010 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

“[Essai sur le commerce](#)” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur le luxe](#) ” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur l’argent](#) ” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur l’intérêt de l’argent](#) ” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur les impôts](#) ” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur le crédit public](#) ” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur la balance du commerce](#) ” (1752) Voir [Philotra](#).

“ [Essai sur la jalousie commerciale](#) ” (1758) Voir [Philotra](#).

David Hume, “Essai sur le commerce”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

(9) Les hommes me paraissent partagés en deux classes différentes. Les uns, faute de réflexions, ne parviennent jamais jusqu'à la vérité ; et les autres, en réfléchissant trop, la laissent derrière eux, et vont beaucoup au-delà. La dernière classe, sans comparaison moins nombreuse que la première, est également utile, et précieuse à la société, qui est redevable à ceux qui la composent, des nouvelles idées qu'ils font naître. Quoique souvent hors d'état de résoudre les difficultés qu'ils élèvent, ils fournissent aux personnes d'un esprit juste de nouvelles idées, et donnent lieu à des découvertes utiles. S'il en coûte quelque peine pour entendre et concevoir leurs pensées, et si leurs discours et leurs écrits présentent des objets et des vues extraordinaires et hors de la route commune, on en est dédommagé par le plaisir de la nouveauté. On fait, en effet, peu de cas d'un auteur dont les écrits sont la répétition de ce qu'on entend dans les cafés et les conversations ordinaires.

La plupart des hommes incapables de réflexions profondes, sont portés naturellement à décrier ces hommes rares, qui joignent la solidité du jugement à l'étendue de l'esprit ; ils les regardent comme des métaphysiciens inintelligibles, toujours occupés de systèmes et d'idées abstraites ; et ils croient de bonne foi que la vérité est renfermée dans le cercle étroit de leurs faibles conceptions. Je conviens qu'il est certains cas où le raisonnement ne doit être appuyé que sur ce qui est simple et à la portée de tout le monde, et qu'une trop grande subtilité peut faire douter de sa justesse. Tout homme qui délibère sur la conduite qu'il doit tenir

dans une affaire, ou qui se trace à lui-même un plan de politique, de commerce ou d'économie, doit mettre des bornes à ses spéculations, et s'abstenir de lier ensemble une trop longue chaîne de conséquences ; une circonstance imprévue dérangera certainement une partie de ses projets, et produira un événement auquel il ne s'attendait pas ; mais quand nous discutons un objet en général, nos spéculations ne peuvent être (10) trop étendues. L'homme de génie et l'homme médiocre ne sont réellement distingués l'un de l'autre que par la profondeur plus ou moins grande des principes qui servent de base à leurs raisonnements ; ils ne paraissent obscurs dans l'homme de génie, que parce qu'ils embrassent une vaste série de rapports et s'étendent à la généralité de la matière en question. Il n'est pas facile, en effet, au commun des hommes d'apercevoir, dans les matières de dispute et de controverse, le point fixe dont tout le monde doit être d'accord, de le séparer de ce qui l'environne, et de le présenter pur et sans mélange. Chaque principe et chaque conséquence se particularisent pour eux ; ils ne peuvent étendre leur vue jusqu'à ces propositions universelles, qui comprennent un nombre infini de propositions particulières, et renferment la science entière dans un simple théorème. Leurs yeux sont éblouis de l'espace immense qui leur est présenté ; ils perdent le principe de vue, et quelque claires qu'en soient les conséquences, elles leurs paraissent obscures et embarrassées ; mais il n'en est pas moins certain que la meilleure manière de raisonner est d'établir des principes généraux, quoiqu'ils puissent être sans application dans quelques cas particuliers. C'est la méthode qu'emploient les philosophes dans les traités de morale ; les politiques doivent en faire également usage, et plus particulièrement encore lorsqu'ils sont occupés du gouvernement intérieur de l'Etat, dont le bonheur, qui est ou qui doit être leur principal objet, consiste dans la réunion d'une multitude de circonstances, toutes dépendantes du législateur, au lieu que les affaires extérieures de ce même État sont subordonnées au hasard, aux accidents et même au caprice de quelques personnes.

Ces réflexions préliminaires m'ont paru nécessaires, avant de mettre sous les yeux du lecteur les *Essais* que je lui présente, concernant le *commerce*, le *lux*e, l'*argent*, l'*intérêt de l'argent*, etc., parce qu'il y trouvera peut-être quelques principes singuliers, et qui pourront lui paraître trop recherchés et trop subtils. Si ces principes sont faux, on doit les rejeter ; mais il serait imprudent de se prévenir contre eux, par la seule raison qu'ils sont hors de la route commune.

Quoique la puissance d'un État et le bonheur des sujets puissent être, à quelques égards, regardés comme indépendants l'un de l'autre, on convient cependant communément qu'ils sont inséparables, par rapport au commerce ; et comme la puissance de l'État assure aux particuliers la jouissance paisible de leur commerce et de leurs richesses, de même l'État devient puissant dans la proportion des richesses et de l'étendue du commerce des sujets. Cette maxime, vraie en elle-même, me paraît cependant susceptible de quelques exceptions, et ne devoir être établie qu'avec quelque réserve. Il peut arriver en effet des circonstances où le commerce, les richesses et le luxe des sujets, bien loin d'augmenter la puissance d'un Etat, ne servent au contraire qu'à affaiblir ses armées, et à diminuer son influence et sa considération chez les nations voisines. (11) L'homme est un être changeant par sa nature, et susceptible de la plus grande diversité d'opinions, de principes et de règles de conduite. Ce qui peut être vrai dans un temps et dans certaines circonstances, cessera de l'être lorsqu'il sera survenu du changement dans les mœurs et dans les façons de penser.

Ce qui constitue le peuple de chaque nation, se partage en laboureurs et en manufacturiers : les premiers sont employés à la culture de la terre ; les derniers donnent à ses productions la forme nécessaire pour la subsistance, les vêtements et les commodités des hommes. Les sauvages ne vivent que de chasse ou de pêche, mais, aussitôt qu'ils se civilisent, ils deviennent laboureurs et manufacturiers. Et, quoique dans les premiers siècles où les nations se civilisent, la partie la plus nombreuse de la société soit employée à la culture de la terre ¹, le temps et l'expérience perfectionnent l'agriculture, au point que les productions de la terre peuvent être assez abondantes pour nourrir un plus grand nombre d'hommes qu'il n'y en a d'employés à sa culture, ainsi qu'aux manufactures d'absolue nécessité.

Si les bras inutiles à la culture des terres et aux manufactures d'absolue nécessité sont employés aux arts qu'on appelle de luxe, leur travail augmente le bon-

¹ M. Melon, dans son Essai politique sur le Commerce, assure que, des 20 millions d'habitants dont la France est peuplée, il y en a 16 de laboureurs et de paysans. 2 d'artisans, 1 d'ecclésiastiques, de militaires et de gens de loi, et 1 de marchands, de financiers et de bourgeois. Ce calcul est évidemment faux ; en France, en Angleterre et dans la plus grande partie des États de l'Europe, la moitié du peuple vit dans les villes ! et il s'en faut beaucoup que tous les habitants de la campagne soient cultivateurs. Les artisans en forment peut-être plus du tiers. (Note de l'Auteur.)

heur de l'État, parce qu'on est redevable à leur industrie des nouvelles commodités, et des recherches également utiles et agréables, dont on aurait été entièrement privé s'ils n'avaient eu d'autre occupation que la culture de la terre. Mais n'y a-t-il pas d'autre moyen d'employer ces bras superflus ? Le souverain n'est-il pas le maître de les prendre à son service, et de les enrôler dans ses flottes et dans ses armées, pour faire des conquêtes et se rendre redoutable aux nations les plus éloignées ? Il est certain que les manufacturiers de marchandises de luxe sont dans la dépendance des propriétaires des terres et des cultivateurs, dont les besoins et les désirs décident de leur occupation. Ils sont absolument inutiles dans les pays où le luxe est inconnu ; les productions de la terre qui pouvaient être employées à leur subsistance y servent à entretenir des flottes et des armées, qui peuvent être maintenues sur un pied bien plus considérable, que dans les pays où le luxe des particuliers exige un grand nombre d'arts. Il semble donc qu'il existe une espèce d'opposition entre la puissance des États et le bonheur des sujets. La puissance d'un État n'est jamais plus grande que lorsque tous les bras inutiles sont employés au service (12) public. Les sujets, au contraire, ne peuvent se procurer des commodités et des plaisirs que lorsque ces mêmes bras inutiles sont employés à leur service particulier ; ils ne peuvent être contents qu'aux dépens de l'État, et par la même raison que l'ambition du souverain diminue le luxe des sujets, le luxe des sujets doit diminuer la force et arrêter l'ambition du souverain.

Il s'en faut beaucoup que ce raisonnement puisse être mis au rang des idées chimériques et hors de toute vraisemblance ; il est au contraire fondé sur l'histoire et sur l'expérience. La république de Sparte a été l'État du monde connu le plus puissant, par proportion au petit nombre de ses sujets, et elle n'était puissante que parce que le commerce et le luxe en étaient entièrement bannis. Les ilotes cultivaient la terre, et eux seuls exerçaient les arts mécaniques, tandis que les Spartiates étaient tous soldats. Il est évident que les ilotes n'auraient pu fournir la subsistance et les manufactures de nécessité absolue à un si grand nombre de Spartiates, dans des temps de luxe et de délicatesse qui exigent le travail de beaucoup de négociants et de manufacturiers. La république romaine présente la même observation. Nous savons par les historiens que les plus petites républiques de l'antiquité levaient et entretenaient sur pied des armées plus nombreuses que ne le pourraient faire présentement des États trois fois plus peuplés. Les soldats ne sont pas actuellement la centième partie des habitants de l'Europe, tandis que, dans les premiers

temps de la république romaine, la seule ville de Rome et son petit territoire étaient en état de lever et d'entretenir dix légions dans la guerre contre les Latins. La république d'Athènes, dont tout le territoire n'était pas plus étendu que le Yorkshire, envoya dans l'expédition de Sicile près de quarante mille hommes.² On assure que Denis l'Ancien, dont les États ne comprenaient que la ville de Syracuse, environ le tiers de l'île de Sicile, et quelques ports de mer sur les côtes de l'Italie et de l'Illyrie, eut toujours sur pied une armée de cent mille hommes d'infanterie et de dix mille de cavalerie, indépendamment de quatre cents vaisseaux toujours équipés³. Le pillage était à la vérité la principale ressource pour la subsistance des armées de l'antiquité en temps de guerre ; mais l'ennemi pillait à son tour, et il ne pouvait y avoir de façon plus ruineuse de lever des impôts sur les peuples. Le commerce et le luxe répandus dans toutes les nations de l'Europe sont donc la cause la plus apparente de leur faiblesse, lorsqu'on les compare avec les peuples de l'antiquité. Les mœurs et la manière de vivre des peuples anciens exigeant un petit nombre d'ouvriers, plus de soldats pouvaient vivre des productions de la terre. Tite-Live rapporte que de son temps la république romaine pouvait avec peine lever autant de soldats qu'elle en avait employés contre les Gaulois et les Latins⁴. Les tailleurs, les cuisiniers, les peintres, les musiciens et les comédiens remplaçaient, sous Auguste, ces soldats qui combattaient pour la liberté et pour l'empire du temps de Camille ; et il est évident que, si l'Italie était également cultivée dans ces deux époques, le nombre des habitants n'en était pas augmenté, parce que les ouvriers de luxe existant du temps d'Auguste ne contribuaient en rien à la production des nécessités de la vie.

Ces observations conduisent naturellement à demander s'il est possible que les souverains, consultant plutôt leur intérêt personnel que celui de leurs sujets, reprennent les anciennes maximes de gouvernement. J'avoue qu'une pareille révolution me paraît à tous égards impossible, et j'en donne pour raison que le gouvernement était, chez les nations de l'antiquité, violent et contraire au cours naturel

² Thucydide, liv. VII.

³ Diod. de Sic. Liv. II. — J'avoue que ce calcul est assez suspect, pour ne rien dire de plus, surtout si l'on songe que cette armée n'était pas composée de citoyens, mais de troupes mercenaires. V. *Disc. sur la population des nations anciennes*.

⁴ Titi-Livii, lib. VII, cap. 25. — Adeo in quae laboramus sola crevimus, divitias luxuriamque.

des choses. Personne n'ignore l'austérité des lois de Lacédémone ; et quiconque a réfléchi sur la nature humaine et sur ce qui s'est passé chez tous les peuples et dans tous les siècles, regarde cette république comme un prodige, et son gouvernement serait regardé comme une rêverie et une fiction impraticable dans l'exécution, s'il n'était attesté par l'accord unanime de tous les historiens et par les détails qu'ils nous en ont transmis. Quoique les Romains et les autres anciennes républiques fussent gouvernés par des lois moins contraires à la nature, leurs sujets ne se seraient pas soumis à la rigueur des lois qui leur étaient imposées sans un concours très singulier de circonstances. Les hommes vivaient pour lors dans des États libres d'un territoire peu étendu ; et comme le génie du siècle était entièrement militaire, les peuples étaient dans une guerre continuelle les uns contre les autres. La liberté engendre naturellement l'amour de la patrie, principalement dans les petits États ; et cet amour de la patrie devient encore plus vif lorsque le public est dans de continuelles alarmes, et que tous les sujets sont obligés à chaque instant de s'exposer aux plus grands dangers pour la défense commune : la continuité de la guerre fait de tous les citoyens autant de soldats ; personne ne s'exempte du service militaire, chacun le remplit à ses dépens ; et quoique ce service personnel soit plus à charge que l'impôt le plus onéreux, il devient supportable à un peuple qui n'a d'occupation que la guerre, qui ne prend les armes que par des motifs d'honneur et de vengeance, que le plaisir n'a pas amolli, et qui n'exerce aucune profession dont l'exercice journalier lui procure un gain certain.⁵ Je pourrais

⁵ Les premiers Romains vivaient dans des guerres continuelles avec leurs voisins ; et, (14) dans l'ancien latin , le mot *hostis* signifie tout à la fois un étranger et un ennemi. Cicéron, qui a fait cette remarque, prétend que cela vient de l'humanité de ses ancêtres, qui adoucissaient autant qu'il était possible la dénomination d'ennemi, en appliquant le même terme que la langue employait pour désigner un étranger. *Offices, liv.II* . Il est cependant bien plus probable, par les mœurs de ces temps-là, que la férocité de ces peuples était si grande qu'elle leur faisait regarder tous les étrangers comme des ennemis ; et que c'est par cette raison qu'ils donnaient aux uns et aux autres le même nom. D'ailleurs il est contre les maximes les plus communes de la politique ou de la nature, qu'un Etat regarde de bon œil ses ennemis publics, ou conserve pour eux des sentiments tels que ceux que l'orateur romain veut attribuer à ses ancêtres. Je pourrais ajouter ici que les premiers Romains exerçaient réellement la piraterie, comme nous l'apprenons par leurs premiers traités avec Carthage, que Polybe, *liv.III*, nous a conservés, et étaient, par conséquent, de même que les corsaires de Salé et d'Alger, toujours en guerre avec la plupart des nations. C'est pourquoi étranger et ennemi étaient chez eux des termes presque synonymes. (Note de l'Auteur)

ajouter encore en faveur de mon sentiment la grande égalité de fortune des habitants des anciennes républiques, où chaque citoyen possédait sa pièce de terre et en tirait la quantité de productions suffisante pour sa subsistance et celle de sa famille, ce qui rendait la population de l'État extrêmement nombreuse, quoiqu'il n'y eût ni commerce ni manufactures.

Mais, quoique le défaut de commerce et de manufactures puisse dans quelques cas particuliers augmenter la puissance d'un peuple libre et guerrier, il est cependant certain que, dans le cours ordinaire des choses, il en doit être autrement. Les souverains sont contraints de gouverner les peuples dans l'état où ils les trouvent, et leur autorité, quelque grande qu'on la suppose, ne peut jamais l'être assez pour en changer entièrement les principes, les mœurs et la façon de penser, et leur en substituer d'autres. Les grandes révolutions qui changent les mœurs des nations, et leur donnent ces caractères marqués qui les distinguent les unes des autres, sont l'ouvrage d'une longue suite d'années et de la réunion d'un grand nombre d'événements et de circonstances ; et les difficultés même s'augmentent à mesure que le législateur cherche à établir des principes contraires à ceux de la nature et au vœu commun de la société. La prudence du souverain exige de lui qu'il se plie au génie du peuple dont il a le gouvernement : il ne peut que chercher à le rectifier, en lui proposant des objets de réforme convenables aux temps et aux circonstances. Dans l'état présent des choses, l'industrie, les arts et le commerce augmentent le pouvoir du souverain en même temps que le bonheur des sujets ; et ce serait une violence tyrannique de la part du gouvernement que de chercher à accroître la puissance publique en diminuant l'aisance et les richesses des sujets. Quelques réflexions sur la barbarie et l'oisiveté, et sur les conséquences nécessaires qui en sont la suite, prouveront la vérité de cette proposition.

Dans tous les pays où les manufactures et les arts mécaniques ne sont pas dans un état florissant, le plus grand nombre des sujets doit être employé aux travaux de l'agriculture ; mais, si les cultivateurs (15) deviennent plus adroits et plus industrieux, ils sont dès lors en état de tirer de la terre bien plus de productions que n'en exige leur subsistance. Ce superflu est cependant perdu pour eux, puisqu'ils n'ont pas la facilité de l'échanger contre ce qui pourrait servir à leur procurer les agréments de la vie, satisfaire leurs plaisirs et contenter leur vanité. Ce superflu ne pouvant que leur être à charge, ils doivent cesser de demander à la terre des productions inutiles. L'indolence devient alors générale dans la nation, beaucoup de

terres restent incultes, celles qui sont en culture deviennent moins fécondes par la négligence des cultivateurs ; et si des circonstances malheureuses exigent qu'une grande partie du peuple soit employée au service public, le travail de la nation ne fournit aucun superflu qu'on puisse destiner à leur subsistance, parce que l'habileté et l'industrie des laboureurs ne peuvent augmenter subitement. Il est nécessaire que quelques années s'écoulent avant que les terres soient remises en valeur. Les armées cependant ne peuvent rester dans l'inaction ; ou elles feront des conquêtes, ou elles se débanderont faute de subsistances, et les soldats mal disciplinés et aussi mal instruits dans l'art militaire que les laboureurs et les manufacturiers dans les arts mécaniques, seront dans l'impuissance d'attaquer et de se défendre avec succès.

Les hommes ne peuvent acquérir que par le travail, et s'ils étaient sans passions, ils resteraient dans l'oisiveté. Lorsque les manufactures et les arts mécaniques sont florissants dans une nation, les propriétaires des terres et les fermiers étudient l'art de la culture, cherchent à y faire des progrès, et redoublent d'industrie et d'attention. Ce que la terre produit au delà de ce qui est nécessaire à la subsistance des cultivateurs, n'est pas perdu pour eux ; ils s'en servent, au contraire, pour se procurer chez les manufacturiers les marchandises que le luxe leur fait désirer. La terre fournit par ce moyen beaucoup plus de denrées que n'en exige la subsistance de ceux qui la cultivent. Dans les temps de paix et de tranquillité, ce superflu de denrées sert à payer les manufacturiers et ceux qui exercent les arts libéraux ; mais, dans les temps de guerre et de troubles, lorsque le bien public exige que les ouvriers des manufactures prennent les armes pour la défense commune, ce même superflu est employé à leur subsistance, et c'est ce qu'on peut observer dans tous les gouvernements policés. Qu'arrive-t-il, en effet, lorsque le souverain entreprend une guerre et lève des troupes ? Il impose une taxe sur ses sujets. Cette taxe les oblige de diminuer leur dépense, et de se refuser quelques-unes des superfluités dont chacun, selon son état, pouvait jouir auparavant. Les ouvriers occupés jusqu'alors à la fabrique de ces superfluités, se trouvant sans occupation, sont contraints de prendre parti dans les troupes, ou de se livrer à la culture de la terre ; ces derniers augmentant le nombre des cultivateurs en forcent quelques-uns à s'enrôler, parce que leur nombre est supérieur au besoin qu'on en a. Le (16) commerce considéré en lui-même, et abstraction faite de toutes ses dépendances, ne peut donc augmenter la puissance d'un État, qu'en ce que les manu-

factures, qui sont le fondement de tout le commerce, amassent perpétuellement un fonds de travail d'une espèce particulière que le public peut revendiquer toutes les fois qu'il en a besoin, sans priver aucun de ses sujets des nécessités de la vie. Toute nation, dont le travail s'exerce sur un grand nombre d'objets superflus et inutiles pour la simple subsistance, est donc très puissante par elle-même, puisque les sujets employés à ces sortes de manufactures peuvent en être distraits sans inconvénient, et être enrôlés pour le service public : il peut exister le même nombre de bras dans un État sans manufactures, mais il n'y aura jamais la même quantité de travail ; toute l'industrie y sera exercée sur les objets de pure nécessité, dont le nombre est toujours le même, ou qui n'admettent du moins qu'une très légère différence.

Ces différentes observations prouvent que la puissance du souverain et le bonheur de l'État dépendent, à beaucoup d'égards, et sont inséparables du commerce et des manufactures. On ne peut sans tyrannie contraindre le laboureur à tirer de la terre plus que n'en exige sa subsistance et celle de sa famille, et cette tyrannie est impraticable en bien des cas. Il s'y soumettra cependant de lui-même, et il n'y aura plus de tyrannie, lorsque les manufactures et le commerce demanderont au laboureur ce superflu, dont le souverain pourra facilement prendre une partie et l'employer même gratuitement, et dans le cas de nécessité, au service public. Le cultivateur accoutumé au travail, et dont la terre produit au-delà de ce qui est nécessaire à sa subsistance, peut supporter plus facilement la charge qu'exige de lui le souverain, que s'il avait été obligé d'augmenter subitement son travail, sans espoir d'en être payé. Il en est de même de tous les autres membres de l'État. Plus le fonds de toute espèce de travail est grand, plus il est facile d'en tirer une partie, sans que la masse paraisse en diminuer. Les richesses réelles et la force véritable des États consistent dans les amas de grains, les magasins de draps, et les approvisionnements d'armes et de munitions. Le commerce et l'industrie des nations sont un fonds de travail, où les sujets vont chercher, dans les temps de paix et de tranquillité, ce qui peut satisfaire leurs désirs et leur procurer des commodités, et où l'État puise à son tour ce qui est nécessaire à sa défense dans les nécessités publiques. Si nous pouvions changer les villes en camps militaires, et inspirer dans tous les cœurs ce génie martial et cette passion pour le bien public, qui portent tous les citoyens à s'exposer aux plus grandes fatigues, par le seul amour de la patrie, les mœurs anciennes pourraient alors revivre sur la terre : on

ne connaîtrait plus que la seule industrie nécessaire à la subsistance des hommes, et elle serait suffisante pour maintenir la société. Il faudrait alors bannir absolument des villes toute espèce d'arts et de luxe, les rendre entièrement semblables aux camps militaires, et (17) en diminuant la dépense de la table et des équipages, épargner sur les vivres et sur les fourrages la consommation des bouches inutiles que le luxe et le goût des plaisirs y auraient attirées. Ces principes sont trop désintéressés pour que les hommes s'y soumettent longtemps, et les prennent pour règle de leur conduite. Des passions moins nobles doivent les gouverner ; et il est nécessaire de les exciter par l'avarice, l'industrie, les arts et le luxe. Les villes sont, à la vérité, surchargées d'une suite embarrassante et superflue ; mais les provisions de toute espèce y sont portées de toutes parts et avec la plus grande abondance. L'harmonie qui doit régner entre toutes les parties de l'État n'en est pas dérangée ; l'avantage des sujets, du public, et du souverain se trouve réuni et confondu, et le gouvernement ne pourrait que perdre par le changement des mœurs présentes.

Le même raisonnement peut faire connaître tous les avantages résultants du commerce étranger, en ce qu'il augmente la puissance des États en même temps que le bonheur des sujets. L'effet du commerce étranger est d'augmenter le travail de la nation, et, par conséquent, de remplir encore davantage ce fonds de travail et d'industrie où nous avons vu que le souverain peut prendre ce qu'il estime nécessaire au service public. Le commerce étranger introduit dans l'État des matières premières qui servent d'aliment à de nouvelles manufactures ; ce même commerce introduit chez les nations les plus éloignées les marchandises provenant des anciennes fabriques, et leur procure de nouveaux consommateurs. Un royaume dont les importations et les exportations sont multipliées, a plus d'industrie et fabrique plus de marchandises de luxe, que celui dont les peuples, contents de ce qu'ils possèdent, ne commercent qu'avec eux-mêmes ; il est par conséquent plus riche, plus puissant et plus heureux. Les sujets jouissent de l'avantage du commerce étranger, par les plaisirs et les commodités qu'ils se procurent, et le public y gagne de son côté, ayant un grand fonds de travail que ce même commerce lui met, pour ainsi dire, en magasin, et dont il peut se servir dans les circonstances critiques ; c'est-à-dire, que l'État, dont le commerce étranger est florissant, renferme un grand nombre de sujets laborieux, qui peuvent être détournés de leur travail ordinaire, et être employés au service public, sans que le surplus de la nation soit pri-

vé, non seulement des nécessités de la vie, mais même des principales commodités.

L'histoire nous apprend que les manufactures ne se sont perfectionnées chez la plupart des peuples, qu'après l'établissement du commerce étranger, dont le luxe a toujours été la suite. Les hommes sont naturellement portés à rechercher les marchandises nouvelles et étrangères ; ils leur donnent la préférence, et en font usage plutôt que de perfectionner leurs anciennes manufactures, dont les progrès sont toujours lents, et qui ne peuvent avoir à leur égard l'attrait de la nouveauté ; (18) mais ils requièrent des richesses par l'exportation de leur superflu, et faisait consommer aux nations étrangères des denrées et des marchandises trop abondantes dans certains pays, tandis que le sol et le climat les refusent à d'autres, ils acquièrent en même temps des richesses et de nouveaux plaisirs. Leur industrie étant une fois réveillée, ils perfectionnent tous les objets de commerce tant intérieur qu'étranger, et c'est peut-être le principal avantage que retirent les nations de leurs liaisons réciproques. Le commerce étranger rendant les peuples laborieux, d'indolents qu'ils étaient auparavant, offre à ceux qui possèdent des richesses et qui cherchent à satisfaire leur vanité, des objets de luxe, dont ils n'avaient pas précédemment l'idée, et il fait naître en eux le désir de vivre avec plus de faste que leurs ancêtres. Dans ce premier mouvement de la nation, le petit nombre des négociants qui commercent avec les étrangers font des profits immenses, et deviennent bientôt aussi riches que l'ancienne noblesse. Leur exemple excite dans tous les cœurs le désir des richesses, et la facilité d'en acquérir par le commerce engage un grand nombre de citoyens à embrasser la même profession, leur donne des rivaux et augmente le nombre des concurrents ; toutes les parties de l'État sont dans une espèce d'agitation ; les fabricants profitent des découvertes des étrangers, et donnent à leurs marchandises le degré de perfection dont elles sont susceptibles ; le fer et l'acier deviennent dans leurs mains industrieuses aussi brillants que les métaux les plus précieux.

Lorsqu'une nation est dans cette heureuse position, son commerce étranger peut diminuer sans qu'elle perde de sa force et de sa puissance. Elle cessera de fabriquer les espèces de marchandises dont les étrangers ne feront plus de demande ; mais les mêmes bras s'occuperont à de nouvelles manufactures, et le peuple ne sera jamais sans travail, parce que les personnes riches auront toujours des désirs et de nouveaux besoins ; la Chine en est un exemple ; cet empire est un des

plus puissants du monde, quoique les Chinois fassent peu de commerce avec les étrangers.

Je puis observer, sans encourir le reproche d'une digression inutile, que, plus il y a d'arts mécaniques dans un État, plus il y a de sujets auxquels les mêmes arts procurent la subsistance. La grande disproportion des richesses affaiblit une nation ; il ne suffit pas, pour quelle soit puissante, que chaque citoyen ait par son travail les nécessités de la vie, il faut encore qu'il puisse y joindre les commodités qui peuvent s'allier avec son état. Cette espèce d'égalité est consolante pour la nature humaine, et diminue beaucoup moins du bonheur du riche, qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi la puissance de l'État en rendant les taxes et les impositions d'une perception plus facile. En effet, lorsqu'un petit nombre de personnes possèdent toutes les richesses d'une nation, il est nécessaire que, dans le cas des nécessités publiques, elles soient assujetties à de très fortes contributions ; mais, lorsque (19) les richesses sont partagées entre un grand nombre de mains, chaque contribuable supporte plus facilement le fardeau des charges publiques, et les impositions peuvent être payées, sans apporter de changement remarquable dans la façon de vivre ordinaire : d'ailleurs, lorsque les richesses sont trop inégalement partagées, l'autorité des riches en est d'autant plus grande dans la nation, et ils en peuvent facilement abuser pour opprimer les pauvres, et les contraindre à porter toutes les charges publiques, au grand préjudice de l'industrie, qui en est nécessairement découragée.

L'Angleterre a, par la constitution de son gouvernement, un grand avantage à cet égard sur toutes les nations du monde connu et même sur celles dont l'histoire fait mention. Il est vrai que le haut prix de la main-d'œuvre, suite nécessaire des richesses des ouvriers et de l'abondance de l'argent, donne quelques désavantages aux Anglais dans le commerce étranger ; mais, comme le commerce étranger ne constitue pas à lui seul le bonheur d'une nation, on aurait tort de se plaindre des inconvénients qui résultent de la richesse générale du peuple ; le haut prix de la main-d'œuvre serait même un bonheur réel pour la nation, s'il contribuait à lui rendre plus cher le gouvernement libre sous lequel elle a le bonheur de vivre.

Quoique la richesse du peuple ne soit pas une conséquence nécessaire de la liberté, il est certain cependant que, si son indigence n'est pas l'effet immanquable du despotisme, elle en est du moins la suite naturelle. La liberté ne produit des richesses dans une nation que lorsqu'elle est accompagnée de circonstances parti-

culières, et lorsque le génie du peuple se tourne entièrement au commerce. Le lord Bacon attribue la supériorité de l'Angleterre sur la France, dans les longues guerres que ces deux nations se sont faites autrefois, à la différence que les richesses mettaient entre elles, c'est-à-dire à la pauvreté du peuple de France et à l'aisance du peuple anglais. Les lois et le gouvernement de ces deux royaumes étaient cependant pour lors à peu près semblables.

Lorsque les laboureurs et les artisans sont accoutumés à ne recevoir que peu d'argent pour la récompense de leur travail et de leur industrie, il leur est difficile, même dans un gouvernement libre, de rendre leur condition meilleure et de s'accorder entre eux pour augmenter le prix de leur travail ; mais dans un gouvernement despotique, lors même que par des circonstances particulières le prix du travail est augmenté, les riches sont toujours assez puissants pour conspirer contre les pauvres, et pour rejeter entièrement sur eux, et en tout temps, le fardeau des charges publiques ; et c'est ce qui explique pourquoi le peuple est toujours pauvre sous un gouvernement despotique, et pourquoi il le peut être également dans un État libre.

On ne pourrait, sans une espèce de singularité, attribuer la pauvreté du peuple, en France, en Italie et en Espagne, à la fécondité du sol et à (20) l'heureuse température du climat ; plusieurs raisons se réunissent cependant pour rendre ce paradoxe très vraisemblable. En effet, la terre, naturellement féconde dans les pays méridionaux de l'Europe, cède facilement aux travaux du laboureur, et deux chevaux de peu de valeur suffisent à un seul homme pour cultiver une assez grande quantité de terrain, y recueillir assez de denrées pour subvenir à sa subsistance, à celle de sa famille et donner encore un revenu au propriétaire. Toute la science du fermier consiste, dans ces pays, à réparer l'épuisement de la terre par une année de repos. La chaleur du soleil et la température du climat suffisent seules pour lui rendre sa fertilité, et les paysans n'y ont d'autre ambition que de retirer la simple subsistance pour prix de leur travail. Leur pauvreté les empêche d'étendre leurs désirs et les tient dans la dépendance perpétuelle du propriétaire, qui n'est pas dans l'usage de passer bail avec eux, mais partage la récolte par moitié ; et comme il est assuré de trouver toujours des cultivateurs, il ne craint pas que sa terre reste jamais en friche. En Angleterre, au contraire, la terre, stérile par elle-même et moins exposée aux influences favorables du soleil, demande beaucoup de culture pour y devenir féconde, et la culture y exige des dépenses considérables. Un

champ qui n'est pas préparé avec soin n'y produit que des récoltes très médiocres, et le fermier a besoin de plusieurs années de jouissance pour retirer quelque profit des grandes avances qu'il est obligé de faire. Il faut donc que les fermiers aient en Angleterre de gros fonds à eux, et que les propriétaires leur passent de longs baux, sans quoi leurs profits ne seraient jamais proportionnés à leurs dépenses. Les vignobles fameux de Champagne et de Bourgogne, qui rendent souvent aux propriétaires 5 livres sterl. par acre, sont cultivés par de misérables paysans qui ont à peine du pain. Il est impossible que les vigneronns puissent jamais être riches, parce qu'ils n'ont besoin que de leurs bras et de quelques outils qu'ils peuvent acheter avec 20 schellings. Les laboureurs sont à la vérité, dans ces mêmes pays, moins pauvres que les vigneronns ; et par la même raison les herbagers et ceux qui engraisent le bétail y sont plus à l'aise que les autres cultivateurs. Les hommes doivent avoir des profits proportionnés à la dépense qu'exigent leurs entreprises et aux hasards auxquels ils s'exposent. Lorsque les cultivateurs, de quelque pays que ce puisse être, sont pauvres, tout le reste de la nation doit s'en ressentir, et être également dans la pauvreté, soit dans les monarchies, soit dans les républiques.

On peut faire une observation semblable par rapport à l'histoire générale du genre humain. Quelle raison peut empêcher toutes les nations situées entre les tropiques de devenir habiles dans la science militaire, dans la législation et dans les arts de luxe, tandis que dans les climats tempérés, on trouve très peu de nations entièrement dépourvues de ces avantages ? Il est vraisemblable que la chaleur toujours la même dans la zone torride en est la cause ; les habitants de ces pays brûlants (21) peuvent se passer plus aisément que les autres de maisons et d'habillements ; ils ne sont pas excités, par conséquent, par la nécessité, mère de l'industrie et de l'invention : *Curis acuens mortalia corda*. D'ailleurs, les richesses et les possessions étant l'origine de toutes les disputes qui s'élèvent parmi les hommes, les peuples, pauvres et sans besoins, ne sentent pas la nécessité d'une police toujours permanente, et d'une autorité régulière qui puisse les protéger et les défendre contre l'invasion des ennemis étrangers et les injustices de leurs concitoyens.

David Hume, “Essai sur le luxe”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

Le luxe est un mot qu'on peut employer également en bonne et en mauvaise part, et il est difficile de définir exactement ce qu'on entend par cette expression. On donne en général le nom de luxe à toutes les recherches qui peuvent flatter agréablement les sens, et ces recherches ont des degrés qui les rendent innocentes ou condamnables, selon le siècle, le pays ou la condition des personnes : les limites entre le vice et la vertu sont aussi difficiles à assigner en matière de luxe qu'en tout autre sujet de morale. Il faut être échauffé par l'enthousiasme pour donner la qualification de vice à un léger raffinement dans les plaisirs des sens, ou à la délicatesse dans le boire, le manger et les vêtements. J'ai entendu parler d'un religieux qui, pouvant jouir d'une très belle vue sans sortir de sa cellule, se fit une loi de n'y jamais tourner les yeux pour se priver d'un plaisir qu'il estimait trop sensuel. Le plaisir de boire du vin de Champagne et de Bourgogne, préférablement à de la bière, est aussi innocent que celui d'une belle vue. Il est vice lorsqu'il ne peut être satisfait qu'aux dépens de la bienfaisance et de la charité, et il devient folie et déraison lorsqu'il entraîne la ruine de la fortune et réduit à la mendicité ; mais les recherches et les délicatesses dans les besoins et les plaisirs de la vie sont innocentes en elles-mêmes, et ont été regardées comme telles par la plupart des moralistes de tous les siècles, lorsqu'on peut les avoir en se conservant les moyens d'élever et d'établir sa famille, de servir ses amis, et de faire dans les occasions des actes de charité et de générosité. Un homme entièrement occupé du luxe de la

table, sans aucun goût pour les plaisirs inséparables de l'ambition, de l'étude ou de la conversation, et qui y borne toute sa dépense, sans égard pour sa famille et ses amis, n'a qu'une grossière stupidité, incompatible avec la vigueur de l'âme et de l'esprit, et il découvre un cœur incapable d'humanité et de bienfaisance ; mais celui dont la fortune est suffisante pour allier ses devoirs à la délicatesse de la table, et (23) qui ne s'y livre que lorsque les affaires, l'étude et la société lui en donnent le loisir, ne peut mériter aucune espèce de blâme ou de reproche.

Puisque le luxe peut être considéré sous deux faces différentes, il n'est pas étonnant qu'il ait donné lieu à des opinions outrées et déraisonnables. Les uns, conduits par des principes dissolus, louent le luxe le plus déréglé, et le soutiennent avantageux à la société ; tandis que d'autres, d'une morale sévère, blâment le luxe le plus innocent, et le représentent, comme la source de toute espèce de corruption, et l'origine des désordres et des factions propres à troubler le gouvernement. Nous tâcherons de rapprocher ces deux extrémités en prouvant, 1° que les siècles de luxe et de délicatesse sont les plus heureux et les plus vertueux ; 2° que le luxe cesse d'être utile à la société lorsqu'il n'est pas modéré, et que, lorsqu'il est porté trop loin, il devient pernicieux à la société politique, quoique, peut-être, il y ait des vices qui lui soient encore nuisibles.

Pour prouver la première proposition, il suffit de considérer les effets du luxe, tant dans la vie privée que dans la vie publique. On convient communément que le bonheur de la vie consiste dans l'action, le plaisir et le repos ; leur union est nécessaire en différentes proportions, suivant la diversité des caractères, et tout homme qui en est entièrement privé ne peut être estimé heureux. Le repos ne paraît pas par lui-même pouvoir contribuer beaucoup à notre satisfaction ; mais, semblable au sommeil, il est nécessaire à la faiblesse humaine incapable de soutenir une continuité non interrompue de plaisirs et d'affaires. Cette ardeur, qui tire l'homme de lui-même, et qui constitue principalement la jouissance, épuise son esprit et exige des intervalles de repos ; et ce même repos, agréable pour un moment, engendre, s'il est prolongé, une langueur et un engourdissement incompatibles avec le bonheur. Il faut avouer que l'éducation, la coutume et l'exemple ont une grande influence pour déterminer les désirs des hommes, et qu'ils contribuent beaucoup à leur bonheur, lorsque, dès les premières années de la vie, ils leur inspirent du goût pour les plaisirs et pour les affaires. Dans les siècles où l'on voit fleurir les arts et l'industrie, les hommes sont continuellement occupés, et l'occu-

pation elle-même n'est pas moins leur récompense que les plaisirs que leur procure le produit de leur travail. L'esprit acquiert par l'occupation une nouvelle vigueur ; il augmente son pouvoir et ses facultés, et l'homme se trouve en état, par son assiduité au travail, de satisfaire à la fois ses vrais besoins, et de prévenir les désirs déshonnêtes que le loisir et l'oisiveté n'engendrent que trop souvent ; on ne peut bannir les arts de la société, sans priver les hommes de l'occupation et du plaisir. Le repos prend alors leur place, mais il cesse d'être agréable, parce qu'il ne le peut être que lorsqu'il succède au travail, et qu'il rétablit l'esprit épuisé par trop de fatigue et d'application. L'industrie et le raffinement dans les arts mécaniques produisent un autre avantage, (24) en ce que les arts libéraux font les mêmes progrès ; et il est impossible que les uns puissent être portés à quelque degré de perfection, sans que les autres ne s'en ressentent. Les siècles renommés par les grands philosophes, les habiles politiques, les guerriers fameux, et les poètes célèbres, abondent ordinairement en habiles fabricants et en constructeurs de vaisseaux. Il n'est pas vraisemblable que, chez une nation où l'astronomie est inconnue et la morale entièrement négligée, les manufactures y soient portées à leur point de perfection, et qu'il s'y fabrique des étoffes agréablement dessinées. Le génie du siècle se répand sur tous les arts, et l'esprit des hommes une fois sorti de sa léthargie, et mis, pour ainsi dire, en fermentation, embrasse tous les objets et perfectionne toute espèce d'arts et de sciences. Les hommes sortent alors de cette ignorance profonde où la nature les a fait naître, et sont des êtres vraiment raisonnables, c'est-à-dire qu'ils ont la capacité d'agir, de penser et de jouir des plaisirs des sens, en même temps que de ceux de l'esprit.

Les hommes deviennent plus sociables entre eux, à mesure que les arts se perfectionnent ; ils ne peuvent plus supporter la solitude et la vie retirée, réservée aux nations barbares et ignorantes, lorsque leur esprit est enrichi de connaissances, et qu'ils sont en état de se les communiquer réciproquement ; ils s'empressent alors d'aller habiter les villes, soit pour acquérir de nouvelles connaissances, soit pour faire part aux autres de celles qu'ils ont déjà acquises. Ils se plaisent à se faire remarquer par leur esprit et leurs connaissances, à briller dans la conversation par leurs talents, ou à être distingués dans la société par leurs habillements et leurs équipages. Les sages sont attirés dans les villes par la curiosité ; la vanité y entraîne les sots ; mais le plaisir y conduit les uns et les autres. Il se forme partout des sociétés particulières, où les deux sexes vivent ensemble avec bienséance et poli-

tesse ; les hommes, si différents entre eux par leurs humeurs et leurs caractères, sont bientôt forcés de les contraindre pour se plaire réciproquement, et il est impossible que, devenus déjà meilleurs par le progrès des connaissances et des arts libéraux, ils ne sentent croître en eux-mêmes, par l'habitude de converser ensemble et de contribuer à leurs plaisirs réciproques, ce fonds d'humanité et de bienfaisance que la nature a gravé dans leur cœur. Les connaissances, l'industrie et l'humanité sont donc liées ensemble par une chaîne indissoluble, et la raison s'unit avec l'expérience pour nous démontrer qu'elles sont l'apanage des siècles renommés par le luxe et la délicatesse. Tous ces avantages sont tellement supérieurs aux inconvénients qui en peuvent résulter, qu'il serait superflu d'en faire la comparaison. Plus les hommes recherchent la délicatesse dans leurs plaisirs, moins ils se laissent aller aux excès répréhensibles ; parce que ces excès sont le tombeau des vrais plaisirs. On peut assurer avec vérité qu'il y a bien plus de grossière glotonnerie (25) dans les repas des Tartares, dont les festins consistent en viande de cheval, que dans les repas délicats des courtisans de l'Europe. Si l'amour illégitime et l'infidélité dans le mariage sont plus fréquents dans les siècles de luxe, l'ivrognerie, vice plus honteux et plus nuisible au corps et à l'esprit, s'y montre bien plus rarement. Je ne prendrai pas seulement Ovide et Pétrone pour juges de cette proposition, mais je m'en rapporterai à Sénèque ou à Caton. Nous savons que César ayant été obligé, dans le temps de la conspiration de Catilina, de remettre entre les mains de Caton un écrit qui ne laissait aucun doute de son intrigue galante avec Servilie, propre sœur de Caton, ce philosophe austère le lui jeta avec indignation, et l'appela dans l'aigreur de sa colère, *ivrogne*, expression qui lui paraissait plus injurieuse que celle dont il aurait eu plus de raison de se servir.

Les avantages résultants de l'industrie et du progrès des connaissances, ne sont pas seulement réservés pour la vie particulière et privée. Ils répandent leur favorable influence sur le public, parce que la grandeur et la puissance des États sont toujours dans la proportion du bonheur et de l'occupation des sujets. La société profite de l'accroissement des consommations de toutes les espèces de denrées et de marchandises qui contribuent aux plaisirs et aux commodités de la vie ; et, en même temps que cet accroissement des consommations multiplie les plaisirs innocents des citoyens, il est réellement un fonds de travail toujours subsistant parmi le peuple, et propre à être employé au service public dans les temps de nécessité. Chez toutes les nations, au contraire, où l'étroit nécessaire suffit, et dont les

sujets sont sans désir pour les superfluités, les hommes vivent dans l'oisiveté, ne prennent aucune part aux plaisirs de la vie, et sont inutiles au public, qui ne peut tirer aucun secours, pour l'entretien de ses flottes et de ses armées, de sujets paresseux et indolents.

Toutes les puissances de l'Europe possèdent aujourd'hui le même territoire qu'elles possédaient il y a deux cents ans, ou du moins la différence dans l'étendue de leurs possessions est très peu considérable, de ce qu'elle était au commencement du seizième siècle. Tous ces États ont cependant acquis une force et une puissance dont ils paraissaient pour lors fort éloignés. Ce changement singulier ne peut être attribué qu'au grand progrès des arts et de l'industrie.

L'armée conduite en Italie par Charles VIII n'était que de 20,000 hommes ; la France en fut cependant si épuisée, qu'au rapport de Guichardin elle fut pendant quelques années incapable de renouveler un semblable effort. Louis XIV a entre-tenu sur pied, pendant tout le temps qu'a duré la guerre pour la succession d'Espagne, plus de 400,000 hommes ⁶, quoique, depuis la mort du cardinal Mazarin jusqu'à la sienne, (26) il eût soutenu la guerre à différentes reprises durant près de trente ans. Les connaissances en tout genre, inséparables des siècles fameux par les arts et le luxe, n'excitent pas seulement l'industrie, mais elles fournissent aux gouvernements les moyens de la rendre encore plus utile aux sujets. Les lois politiques, qui maintiennent l'ordre, la police et la subordination dans la société, ne peuvent être portées à leur degré de perfection que lorsque la raison humaine a fait des progrès marqués par son application aux arts les plus ordinaires, tels que ceux du commerce et des manufactures. Peut-on espérer trouver de bonnes lois chez les peuples qui ignorent l'usage des instruments que nos ouvriers les plus grossiers savent employer, pour la fabrique des étoffes les plus communes ? Les siècles d'ignorance ont d'ailleurs toujours été ceux de la superstition, dont l'effet est de détourner le gouvernement de son véritable objet, et de faire perdre de vue aux hommes leur bonheur et leurs intérêts.

Lorsque le goût des connaissances est répandu dans une nation, ceux qui sont à la tête du gouvernement sont doux et modérés, parce que les leçons d'humanité ont été les premières qu'ils aient reçues, et qu'ils ont appris de bonne heure combien elle était préférable à la sévérité et à la rigueur, dont l'effet naturel est de por-

⁶ L'inscription de la place Vendôme dit 440,000.

ter les sujets à la révolte, et de les détourner pour toujours de la soumission, en leur faisant perdre toute espérance de pardon. Ces sentiments d'humanité paraissent avec plus d'éclat, à mesure que les mœurs des hommes s'adoucissent et que leurs connaissances s'étendent ; et c'est le principal caractère qui distingue les siècles policés des temps d'ignorance et de barbarie. Les factions et les haines de parti y sont toujours moins durables, les révolutions moins sanglantes, l'autorité moins sévère, et les séditions moins fréquentes. Les guerres étrangères deviennent même moins cruelles, et les guerriers, dont le cœur s'endurcit sur le champ de bataille contre la compassion et la crainte, autant par honneur que par intérêt, cessent d'être ennemis après le combat, et deviennent des hommes après avoir été des bêtes féroces.

Il n'est pas à craindre que les hommes, en perdant de leur férocité, perdent également de leur courage, ou deviennent moins intrépides et moins valeureux dans la défense de leur patrie et de leur liberté ; les arts n'affaiblissent ni le corps ni l'esprit ; l'industrie, au contraire, leur compagne inséparable, ajoute de nouvelles forces au corps ; et, si l'aménité et la douceur des mœurs ôtent à l'ardeur guerrière son extérieur de rudesse et de férocité, l'honneur, principe plus fort, plus durable et plus docile, acquiert une nouvelle vigueur par cette élévation de génie que donnent les connaissances et les talents : on doit convenir aussi que la valeur n'est durable et utile, que lorsqu'elle est accompagnée de la science et de la discipline militaires, qu'on trouve rarement chez les peuples barbares. Les anciens historiens ont observé que *Datames* fut (27) le seul barbare renommé pour son habileté dans l'art militaire, et *Pyrrhus*, étonné des évolutions et de la discipline des armées romaines, ne put s'empêcher de dire à ses courtisans que les Romains, qu'il désignait par l'expression de *Barbares*, *ne l'étaient plus lorsqu'ils faisaient la guerre*. De toutes les nations de l'antiquité, le peuple romain a été le seul où la discipline militaire ait été en vigueur avant qu'il fût policé ; et il est singulier que les Italiens soient, de tous les peuples modernes de l'Europe, celui qu'on regarde communément comme le moins propre aux entreprises guerrières, et le moins ambitieux de la réputation militaire. Ceux qui attribuent ce caractère efféminé des Italiens à leur luxe, à leur délicatesse et à leur goût pour les arts, n'ont pas réfléchi sans doute que la bravoure des Français et des Anglais était aussi incontestable que leur activité dans le commerce et leur passion pour le luxe. Les historiens d'Italie nous donnent une raison plus satisfaisante du changement arrivé dans le

caractère des habitants de cette partie de l'Europe ; ils observent que tous les souverains de l'Italie étaient en guerre les uns contre les autres, dans le même temps où l'aristocratie vénitienne était toujours en garde contre ses propres sujets, où la démocratie florentine s'appliquait uniquement au commerce, où Rome était gouvernée par des prêtres, et Naples par des femmes. Les généraux n'avaient alors sous leurs drapeaux que des soldats de fortune qui, n'étant excités par aucun intérêt particulier, ne faisaient les uns contre les autres que des simulacres de guerre, semblaient s'attaquer et se défendre mutuellement pendant des journées entières, et retournaient, après cette apparence de combats, passer la nuit dans leur camp, laissant à peine quelques morts et quelques blessés sur le champ de bataille.

Les moralistes sévères se sont servis des événements de l'ancienne Rome, pour justifier leurs déclamations contre le luxe et la délicatesse dans les plaisirs. Tant que cette république joignit à la pauvreté et à la rusticité des mœurs la vertu et l'Amour de la patrie, elle parvint au plus grand degré de puissance et de liberté ; mais ses conquêtes dans l'Asie ayant introduit le luxe chez les Romains, les mœurs se corrompirent aussitôt, et on vit naître les séditions et les guerres civiles, qui furent suivies de la perte entière de la liberté. Tous les auteurs classiques que nous étudions dans notre enfance nous parlent de cet événement, et attribuent la ruine de l'État aux arts et aux richesses apportées de l'Orient. Salluste était tellement persuadé de cette opinion, que le goût de la peinture paraissait à ses yeux un aussi grand vice que la débauche et l'ivrognerie. Cette façon de penser était si générale dans les derniers temps de la république, que cet auteur ne tarit pas sur les louanges qu'il donne à l'ancienne Rome et à l'austère vertu de ses premiers citoyens, quoiqu'il fût lui-même un exemple éclatant du luxe et de la corruption moderne. L'Écrivain le plus élégant parle avec mépris de l'éloquence des Grecs, et se permet sur cette matière des (28) digressions et des déclamations déplacées, qui sont en même temps des modèles de goût et de correction. Il serait aisé de prouver que ces auteurs se sont trompés sur les causes des désordres arrivés dans la république romaine, et qu'ils ont attribué au luxe et aux arts ce qui ne procédait que de la mauvaise constitution du gouvernement et de la trop grande étendue des conquêtes. Le luxe et la délicatesse dans les plaisirs n'entraînent pas nécessairement après eux la corruption et la vénalité ; ce qu'on appelle plaisir, délicatesse et raffinement est relatif à l'état des personnes, et les hommes ne les recherchent et ne les désirent que par comparaison ou relativement à leur propre expérience.

L'artisan est aussi avide d'argent pour le dépenser en eau-de-vie et en nourriture grossière, que le courtisan pour se procurer du vin de Champagne et les mets les plus délicats. Les hommes de tous les siècles et de tous les temps n'estiment les richesses que parce qu'elles peuvent multiplier les plaisirs auxquels ils sont accoutumés. L'honneur et la vertu peuvent seuls restreindre et régler l'amour de l'argent ; et si ces qualités précieuses et estimables n'existent pas également dans tous les siècles, elles doivent être plus communes dans ceux qui sont renommés par le luxe et les connaissances.

La Pologne est l'État de l'Europe où il y a le plus de corruption et de vénalité ; les arts mécaniques et libéraux, ainsi que ceux de la guerre et de la paix, paraissent cependant y avoir fait moins de progrès que partout ailleurs. Les nobles de cette partie de l'Europe ne semblent avoir conservé leur couronne élective, que pour la vendre sous l'apparence de formalités régulières, à celui qui la met à plus haut prix ; et cette nation ne paraît pas connaître d'autre espèce de commerce.

Il s'en faut beaucoup que l'Angleterre ait perdu de sa liberté depuis l'introduction du luxe et des arts ; elle en a au contraire étendu les droits. Si la corruption paraît prévaloir depuis quelques années, on doit l'attribuer principalement à l'établissement solide de la liberté, dont l'heureux effet est d'empêcher nos princes de gouverner sans parlement, et de les mettre hors d'état d'intimider ces mêmes parlements par le fantôme de leur prérogative. D'ailleurs, la corruption ou la vénalité reprochée au peuple anglais existe bien plus parmi les électeurs que parmi les représentants, et ne peut par conséquent être raisonnablement attribuée aux délicatesses et aux raffinements du luxe.

Les arts et le luxe, considérés dans leur véritable point de vue, doivent paraître favorables à la liberté ; et s'ils ne suffisent pas seuls pour affranchir les peuples de la servitude, ils contribuent du moins à la conservation de la liberté, et les mettent à l'abri du malheur de la perdre. En effet, lorsqu'on observe avec attention les nations grossières et sans police, où les arts sont inconnus, on y voit la culture de la terre être l'unique travail et la seule industrie du peuple. Les (29) habitants n'y sont partagés qu'en deux classes, l'une composée des propriétaires des terres, et l'autre de leurs vassaux ou fermiers. Ces derniers, ne possédant aucunes richesses, naissent nécessairement dans la dépendance, et sont élevés dans l'esclavage et dans la soumission ; l'ignorance entière et absolue de toute espèce d'arts, dans laquelle est plongée la nation, les empêche même d'en être considérés par leur

habileté dans l'agriculture. Les premiers, c'est-à-dire les propriétaires des terres, s'érigent naturellement, dans ces pays barbares, en petits tyrans, et sont forcés, pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, de se choisir parmi eux un souverain absolu et indépendant. Peut-être que, semblables aux anciens barons goths, ils voudront conserver leur indépendance mutuelle ; mais il s'élèvera bientôt entre eux des disputes et des animosités, qui répandront dans la nation un trouble et une confusion plus insupportables, peut-être, que le gouvernement le plus despotique. Dans les pays, au contraire, où le luxe anime le commerce et l'industrie, les paysans s'enrichissent par la culture de la terre, et cessent d'être esclaves. On voit paraître en même temps des marchands et des négociants, qui forment une classe mitoyenne et nouvelle dans la société, et qui devenus, par les profits de leur commerce, propriétaires de quelques portions de terre, acquièrent de la considération et de l'autorité parmi leurs concitoyens, et deviennent, par la succession des temps, la base la plus solide et la plus durable de la liberté publique. Cette classe de citoyens, mitoyenne entre les grands propriétaires et les cultivateurs, ne se soumet pas à l'esclavage, comme le pauvre paysan, que l'indigence et le peu d'élévation d'esprit y entraînent ; et, se sentant d'ailleurs trop faible pour pouvoir exercer sur les cultivateurs la même autorité que les barons, elle n'a aucun intérêt à se soumettre à la tyrannie de leur souverain ; cette classe ne désire que le maintien et la conservation des lois qui assurent la propriété, et la mettent à l'abri de la tyrannie, soit monarchique, soit aristocratique. La Chambre des communes est le plus solide appui de notre gouvernement populaire ; et tout le monde convient qu'elle n'a acquis son crédit et son pouvoir, que par l'accroissement du commerce qui a fait passer une grande partie de la propriété des terres entre les mains des communes. Il y a donc une contradiction manifeste dans les déclamations contre le luxe et la perfection des arts, et c'est une erreur évidente que de les représenter comme le poison destructeur de la liberté et de l'amour de la patrie.

Les hommes sont portés naturellement à critiquer leurs contemporains, à blâmer les mœurs et les usages du temps présent, et à exalter les vertus réelles ou prétendues de leurs ancêtres. Les écrits des siècles éclairés et policés étant les seuls qui passent à la postérité, il n'est pas étonnant que nous trouvions dans les auteurs les plus (30) estimés un grand nombre d'arrêts sévères prononcés, non seulement contre le luxe, mais même contre les sciences : le respect qu'on nous inspire pour ces auteurs éclairés, joint à l'inclination naturelle à tous les hommes

de censurer leurs concitoyens, nous fait adopter leurs sentiments ; il serait cependant facile de détruire cette erreur, et de rendre un jugement impartial, en faisant la comparaison de quelques peuples contemporains, dont on mettrait les mœurs en opposition. On ne peut, en effet, s'empêcher de reconnaître que la trahison et la cruauté, les plus détestables de tous les vices, semblent être particulièrement affectés aux nations sans police et sans luxe. Les Grecs et les Romains, les plus civilisés de tous les peuples de l'antiquité, en faisaient le reproche à toutes les nations barbares dont ils étaient environnés ; ils ne pouvaient ignorer cependant que leurs ancêtres, dont ils se plaisaient à vanter les vertus, étaient barbares avant d'avoir été civilisés ; qu'ils avaient par conséquent été assujettis aux mêmes vices, et aussi inférieurs à leurs descendants par les sentiments d'honneur et d'humanité, que par leurs connaissances dans les sciences et dans les arts. On fera tels éloges qu'on voudra des anciens Francs et des anciens Saxons, je croirai toujours ma fortune et ma vie moins en sûreté entre les mains d'un Maure et d'un Tartare, qu'entre celles d'un Anglais ou d'un Français, élevés l'un et l'autre dans leur patrie, c'est-à-dire, chez les peuples les plus policés du monde connu.

Il me reste maintenant à expliquer la seconde proposition que j'ai avancée au commencement de cet Essai, c'est-à-dire que le luxe cesse d'être avantageux au public, lorsqu'il n'est plus modéré, et que dans ce cas, quoiqu'il ne soit pas la qualité la plus nuisible à la société, il y apporte cependant un mal réel.

Ce qu'on ajoute aux simples nécessités de la vie, les recherches et les délicatesses qu'on apporte dans les plaisirs permis, sont un luxe ; mais ce luxe, innocent en lui-même, est cependant dangereux, et peut même être regardé comme un vice, lorsqu'il absorbe toute la dépense d'un citoyen et le met hors d'état de remplir les devoirs que sa fortune et son état exigent de lui. Supposons qu'un père de famille, vivant dans les bornes de sa condition, au lieu d'employer tout son revenu à des dépenses de faste et de plaisir, le partage avec ses enfants, auxquels il donne une excellente éducation, avec ses amis qu'il aide dans leurs besoins, et avec les pauvres qu'il secourt dans leurs nécessités, il n'en résultera certainement aucun préjudice pour la société, il s'y fera au contraire la même consommation. La portion de travail qui n'aurait été utile qu'aux plaisirs d'un seul homme, sera employée au soulagement de cent malheureux. La même somme d'argent, dépensée pour forcer la nature et faire manger à un homme sensuel des fruits parvenus à leur maturité avant la saison qui leur est propre, peut faire (31) subsister une famille entière

durant six mois de l'année, Ceux qui soutiennent que le peuple serait oisif et sans travail, si un luxe vicieux et outré ne lui fournissait de l'occupation, peuvent avancer également que le luxe est un remède contre la paresse, l'amour-propre, le peu d'humanité, la dureté de cœur, et autres semblables défauts qui paraissent malheureusement attachés et inséparables de la nature humaine. On peut en ce cas comparer le luxe à ces poisons dont la médecine fait usage, et qui deviennent remèdes entre ses mains. Mais, pour me servir de la même comparaison, la vertu est dans tous les cas préférable à ce qui n'a même que l'apparence du vice, par la même raison que les aliments sains auront toujours la préférence sur les poisons, quelque corrigés et adoucis qu'on puisse les supposer.

Personne ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il est dans la puissance de Dieu de rendre le peuple de la Grande-Bretagne plus heureux, soit par une réforme entière des mœurs et du caractère des hommes, soit en leur prescrivant des lois, dont il ne leur serait pas possible de s'écarter. Comme la terre peut toujours nourrir plus d'habitants qu'elle n'en contient, ceux que nous imaginons dans cette république utopienne, ne seraient assujettis qu'aux infirmités du corps, qui ne font pas la moitié des misères humaines. Pour les autres maux dont les hommes sont affligés, ils ont leur source dans nos vices, ou dans ceux des autres, et même plusieurs de nos maladies n'ont pas d'autre origine. Les hommes seraient heureux, et à l'abri de tous les maux, si les vices pouvaient être bannis de dessus la terre et en disparaître pour toujours. Je dis tous les vices, car on ne pourrait en garder quelques-uns, sans rendre la condition humaine plus malheureuse qu'elle ne l'était auparavant ; en bannissant le luxe vicieux, et en laissant parmi les hommes la paresse et une indifférence générale pour le bien de la société, l'industrie diminuera dans l'État, et on ne doit pas s'attendre que la charité et la générosité le dédommagent de cette perte. Contentons-nous d'assurer que deux vices opposés peuvent être moins nuisibles dans un État, lorsqu'ils y sont réunis, que ne le serait l'un des deux s'il y était seul ; mais ne soutenons jamais qu'un vice peut être avantageux par lui-même. Un auteur qui avance, dans un endroit de son ouvrage ⁷, que les politiques

⁷ Fable des Abeilles. — *The fable of the bees ; or Private vices public benefits*, du docteur Bernard de Mandeville. Cet ouvrage qui parut en 1723, est la reproduction, avec des notes et des commentaires fort étendus, d'un petit poème anglais intitulé : *Grumbling Hive, or Knaves turned Honest*, et publié en 1714. En 1732, Mandeville donna une nouvelle édition de son ouvrage, laquelle

ont inventé les distinctions morales pour l'intérêt public, et qui soutient, dans un autre, que le vice est avantageux au public, se contredit évidemment ; en effet, dans quelque (32) système de morale que ce puisse être, il y a au moins une contradiction dans les termes, lorsqu'on soutient qu'un vice peut en général être avantageux à la société. Ce raisonnement m'a paru nécessaire pour éclaircir une question philosophique sur laquelle on a beaucoup disputé en Angleterre. Je l'appelle question philosophique, et non pas politique ; car, quelle que puisse être la conséquence du changement que le souverain législateur est le maître d'opérer dans le genre humain, en gratifiant les hommes de toutes les vertus, et les délivrant de toute espèce de vices, le magistrat, qui ne s'occupe que des choses possibles, ne peut prendre aucun parti dans cette question. Il ne dépend pas de lui de mettre la vertu à la place du vice, mais il ne lui est pas impossible de guérir un vice par un autre ; et dans ce cas il doit préférer celui qui est le moins nuisible à la société. Le luxe excessif est la source de beaucoup de maux, mais il est en général préférable à la paresse et à l'oisiveté qui vraisemblablement prendraient sa place, et dont les conséquences sont plus préjudiciables aux particuliers et au public. Chez les nations où la paresse et l'oisiveté sont les vices dominants, les mœurs sont basses et grossières dans toutes les classes du peuple ; les hommes n'ont ni plaisirs ni société entre eux ; et, si le souverain a besoin du service de ses sujets, le travail de l'État ne pouvant fournir de subsistance qu'à la classe des laboureurs, il se trouve hors d'état de récompenser ceux qui sont employés pour le public.

comprend un Essai sur la charité et les écoles de charité, et des Recherches sur l'économie sociale, Londres, 2 v. in-8. E. D.

David Hume, “Essai sur l’argent”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

(33) L'argent n'est pas, à proprement parler, un objet de commerce ; il n'est que la mesure dont les hommes sont convenus pour faciliter l'échange réciproque de leurs marchandises, et il peut être, à beaucoup d'égards, comparé aux voiles du vaisseau, sans le secours desquelles un bâtiment ne pourrait traverser l'espace immense des mers, et naviguer dans les pays les plus éloignés. La valeur de toutes les espèces de denrées et de marchandises est toujours proportionnée à la quantité de l'argent existant dans un État, ce qui en rend le plus ou le moins d'abondance absolument indifférent chez tous les peuples dont on cherche à estimer la force et la puissance, indépendamment et sans relation avec ceux dont ils sont environnés. En effet, on achetait avec un écu, du temps de Henri VII, autant de marchandises qu'on pourrait en acheter aujourd'hui avec une guinée. Le public seul peut retirer quelque avantage d'une plus grande abondance d'argent, et cet avantage est borné dans le cas des guerres et des négociations avec les États voisins ; c'est pour cette raison qu'en remontant jusqu'à la république de Carthage, on a vu dans tous les temps les pays riches et commerçants soudoyer des troupes mercenaires qu'ils employaient à leur service, et qu'ils levaient chez les nations voisines, moins riches et moins commerçantes. S'ils n'avaient fait la guerre qu'avec leurs sujets naturels, leurs richesses et leur grande abondance de matières d'or et d'argent leur auraient été moins utiles, parce que la paie des troupes nationales doit toujours augmenter à proportion de l'opulence générale. La France ne dépense, pour l'en-

tretien et la subsistance d'une armée de soixante mille hommes, que les mêmes sommes d'argent qu'il en coûte à l'Angleterre pour une armée deux fois moins nombreuse, ce qu'on ne peut attribuer qu'à la grande différence des richesses de l'un et l'autre royaume. Les empereurs romains, maîtres du monde entier, ne dépensaient pas pour l'entretien de leurs légions, ce qu'il en a coûté (34) annuellement à l'Angleterre pour l'équipement et la subsistance de ses flottes durant la dernière guerre ⁸.

Un royaume ne peut jamais avoir une population trop nombreuse, et une industrie trop étendue ; l'une et l'autre sont dans tous les temps avantageuses à un Etat, soit pour les affaires du dedans, soit pour celles du dehors. Le public et le particulier en profitent également, et la nation est puissante dans l'intérieur et chez les étrangers. Mais la grande abondance d'argent n'a qu'un usage borné, et peut même souvent causer du préjudice à une nation dans son commerce étranger.

Un peuple en possession d'un grand commerce paraît, à la première inspection, pouvoir acquérir et s'attirer à lui seul les richesses du monde entier ; mais tout, dans les affaires humaines, dépend heureusement d'une concurrence de causes propres à arrêter l'accroissement du commerce et des richesses d'une nation, et à les partager successivement entre tous les peuples.

⁸ Un simple soldat dans l'infanterie Romaine avait un denier par jour, quelque chose moins de huit sols. Les empereurs romains avaient communément vingt-cinq légions à leur solde ; ce qui, en comptant cinq mille hommes par légion, fait cent vingt-cinq mille. *Tacit. Ann. liv. iv.* Il est vrai qu'il y avait aussi des troupes auxiliaires jointes aux légions, mais on est dans l'incertitude sur leur nombre et sur leur paie. A ne parler que des troupes légionnaires, la paie des simples soldats ne pouvait excéder la somme de seize cent mille livres sterling : le parlement dans la dernière guerre en accordait communément deux millions cinq cent mille. Nous avons donc neuf cent mille livres sterling de plus pour les officiers et les autres dépenses que les légions romaines. Il paraît qu'il n'y a eu que peu d'officiers dans les armées romaines, en comparaison de ce que nous en employons dans nos troupes modernes, excepté dans quelques corps suisses, et ces officiers avaient une très petite paie. Un centurion, par exemple, avait seulement le double d'un soldat ordinaire ; et comme les soldats avec leur paie (*Tacit. Ann. liv. I*) étaient obligés de se fournir d'habits, d'armes, de tentes et de bagage, cela devait considérablement diminuer les autres charges de l'armée, tant ce puissant Gouvernement dépensait peu et tant son joug sur le monde entier était facile ! Et en vérité, c'est la conclusion la plus naturelle des calculs précédents ; car l'argent, après la conquête de l'Egypte, paraît avoir été à Rome dans une aussi grande abondance qu'il l'est à présent dans les royaumes les plus riches de l'Europe. (Note de l'Auteur.)

Il est très difficile à une nation, supplantée par une autre dans le commerce, de regagner le terrain qu'elle a perdu ; l'industrie de ses rivaux, leur habileté dans le commerce, et les gros fonds de leurs négociants, les mettant en état de se contenter de plus petits profits, leur donnent une supériorité presque impossible à vaincre ; mais tous ces avantages sont heureusement compensés par le bas prix de la main-d'œuvre dont jouit tout État qui n'a pas un commerce étendu, et qui n'abonde pas en espèces d'or et d'argent. Les manufactures ne restent pas toujours dans les mêmes lieux ; elles abandonnent les provinces et les pays qu'elles ont enrichis, pour se réfugier dans des terres nouvelles, où elles sont attirées par le bon marché des denrées et de la main-d'œuvre ; elles y restent jusqu'à ce que ces nouveaux pays étant enrichis à leur tour, elles en soient bannies par les mêmes causes qui les y ont attirées. On peut observer, en effet, que la grande abondance d'argent qu'un commerce florissant et étendu a introduite dans un État, y augmente la valeur de toutes les denrées et de toutes les marchandises ; et cette augmentation diminue nécessairement l'étendue du commerce, en donnant aux nations pauvres la facilité de vendre les ouvrages et les marchandises de leurs fabriques à meilleur marché, que ne le peuvent faire celles qui possèdent beaucoup d'espèces d'or et d'argent.

Cette observation, que je crois juste et fondée sur l'expérience, peut faire douter avec raison de l'avantage prétendu des banques publiques et des papiers de crédit en usage chez quelques peuples, et dont l'établissement ne remonte pas à beaucoup plus d'un siècle. L'augmentation de la valeur des denrées et du prix de la main-d'œuvre est un inconvénient inséparable de l'accroissement du commerce, et d'une plus grande quantité d'espèces d'or et d'argent ; il est l'effet de la richesse publique et de la prospérité générale, objets perpétuels des désirs des hommes. On en est dédommagé par les avantages que procure la possession de ces précieux métaux, et par le crédit qu'ils donnent à une nation dans les négociations et dans les guerres étrangères ; mais il ne peut y avoir aucun motif raisonnable d'augmenter encore cet inconvénient par une monnaie fictive, qui ne peut être d'aucun usage pour s'acquitter avec les étrangers, et qu'un grand désordre dans l'État peut réduire à rien. Il est vrai que dans toute nation riche il se trouve nécessairement un petit nombre de citoyens qui possèdent de grandes sommes d'argent, et qui préféreraient de les convertir en une espèce de monnaie, dont le transport est plus facile et la conservation exposée à moins de dangers. Mais les banquiers particuliers peuvent remplacer à cet égard les banques publiques, ainsi que le faisaient autrefois

les orfèvres à Londres, et que les banquiers le font encore à Dublin. La nécessité d'une banque dans tout État opulent peut déterminer les ministres à en établir une, dont la régie soit confiée à des administrateurs entièrement dépendants du gouvernement avec lequel ils en partagent le bénéfice ; mais il ne peut jamais être de l'intérêt d'aucune nation commerçante d'augmenter son crédit factice, dont l'effet nécessaire est de porter l'argent au-dessus de sa proportion naturelle, et d'obliger le négociant et le manufacturier à acheter plus cher des propriétaires et des ouvriers les denrées et la main-d'œuvre, sans lesquelles ils ne peuvent continuer leur commerce. On doit donc convenir, dans ce point de vue, que la banque publique la plus avantageuse à une nation serait celle qui (*contre l'usage ordinaire de ces sortes d'établissements*), simple dépositaire des sommes qui y seraient portées, ne les reverserait pas dans le public. Une banque telle que je la propose détruirait l'agiotage et les gains excessifs des banquiers ; et, quoique les appointements des directeurs et des commis de cette banque fussent une charge pour l'État (35) (car il est nécessaire dans ce projet qu'elle ne fasse aucun profit), le gouvernement en serait avantageusement dédommagé par le bas prix de la main-d'œuvre et la destruction du papier de crédit. D'ailleurs, les grandes sommes d'argent déposées dans les caisses de la banque seraient une ressource toujours prompte et assurée dans les temps malheureux, et lorsque l'État serait menacé d'un grand danger ; et ce qu'on en tirerait dans ces circonstances critiques pourrait y être remplacé à loisir dans les temps heureux de paix et de tranquillité.

Le papier de crédit sera la matière d'une autre dissertation ; je vais proposer et développer dans celle-ci deux observations qui peuvent occuper nos politiques spéculatifs ; c'est à eux seuls que je m'adresse ; je veux bien m'exposer au ridicule attaché dans ce siècle au rôle de philosophe, sans y ajouter encore celui d'*homme à systèmes et à projets*. Anacharsis le Scythe, qui vivait dans un pays où les espèces d'or et d'argent n'étaient d'aucun usage dans le commerce, soutenait avec raison que ces deux métaux ne pouvaient être utiles aux Grecs que pour les opérations de compte et d'arithmétique. Il est évident, en effet, que l'or et l'argent, en ne les considérant que comme monnaie, ne sont autre chose que la représentation du travail et des marchandises, et ne servent que de mesure pour les apprécier et les estimer ; et que, dans les pays où les espèces sont en plus grande abondance, il en faut davantage pour représenter la même quantité de denrées et de travail. Je crois qu'on peut comparer l'argent aux chiffres romains ou arabes, que les marchands

peuvent employer indifféremment dans leurs comptes ; mais les chiffres romains exigent plus de caractères, et leur usage demande plus de peines et de soins ; il en est de même de la plus grande quantité d'espèces dont l'abondance exige des soins et des peines pour les garder et les transporter. Il faut convenir cependant que, depuis la découverte des trésors de l'Amérique, l'industrie a augmenté chez tous les peuples de l'Europe, à l'exception de ceux qui possèdent des mines dans le nouveau monde ; et, quoique la nouvelle quantité d'or et d'argent répandue dans l'Europe ne soit pas la cause unique de cette augmentation de l'industrie, il y a tout lieu de croire qu'elle y a beaucoup contribué. On peut s'apercevoir, en effet, d'un changement marqué dans tous les États où les espèces commencent à devenir plus communes ; le travail et l'industrie y acquièrent de l'activité, le négociant y devient plus entreprenant, le fabricant plus laborieux et plus adroit, le laboureur lui-même y conduit sa charrue avec plus d'attention et moins de tristesse. Il est difficile d'expliquer tous ces effets lorsqu'on ne fait attention qu'à la plus grande abondance des espèces qui ne peuvent se répandre dans un État qu'en y augmentant le prix de toutes les denrées et de toutes les marchandises, et en obligeant les consommateurs à donner un plus grand nombre de pièces blanches ou jaunes pour se les procurer ; mais l'augmentation du prix de la main-d'œuvre (37), suite nécessaire de la grande quantité des espèces, est certainement contraire au progrès du commerce étranger, et lui porte le plus grand préjudice.

Ce phénomène singulier ne peut s'expliquer qu'en observant que, quoique l'augmentation de valeur de toutes les marchandises soit la suite nécessaire de celle de la quantité d'or et d'argent, cependant l'accroissement dans la valeur des denrées et des marchandises ne se fait pas subitement ; il n'arrive au contraire que successivement et lorsqu'il s'est écoulé un espace de temps assez considérable pour donner aux nouvelles espèces celui de circuler dans toutes les parties de l'État, et de se répandre dans toutes les classes du peuple. On ne peut apercevoir aucun changement dans les premiers moments où une nouvelle quantité d'espèces s'introduit dans une nation, il n'arrive qu'insensiblement et par degrés ; une marchandise enchérit, et ensuite une autre, jusqu'à ce qu'enfin il s'établisse généralement, et dans toutes les espèces de denrées et de marchandises, une juste proportion entre leur valeur et la quantité des nouvelles espèces répandues parmi le peuple. L'augmentation de la quantité des espèces d'or et d'argent n'est favorable à l'industrie, que dans l'intervalle qui doit nécessairement exister entre leur acquisi-

tion et une augmentation générale dans la valeur de toutes les marchandises. Les métaux nouvellement acquis par une nation ne sont alors que dans peu de mains, et n'appartiennent qu'à un petit nombre de personnes qui cherchent sur-le-champ à les employer de la manière la plus avantageuse pour eux. Lorsqu'une société de manufacturiers et de négociants a reçu de l'or et de l'argent, en retour des marchandises envoyées à Cadix, ces manufacturiers et ces négociants se trouvent en état d'employer plus d'ouvriers qu'auparavant ; les ouvriers de leur côté se contentent de travailler pour des maîtres qui les paient exactement, et ne pensent pas à exiger une plus forte rétribution pour le prix de leur travail ; lorsqu'un prompt débit de marchandises met le manufacturier dans le cas d'en faire fabriquer une plus grande quantité, il est alors obligé, pour attirer les ouvriers, d'augmenter le prix de leurs journées et de la façon des étoffes ; mais il ne les paie davantage que sous la condition d'en fabriquer plus de pièces, et de faire plus d'ouvrage dans le même espace de temps. L'ouvrier se trouvant, par ce nouvel arrangement, mieux payé, et ayant plus de moyens de se procurer les nécessités de la vie, se soumet sans peine à l'augmentation de travail et de fatigue qu'exige de lui le manufacturier ; les denrées dont il a besoin et qu'il va chercher dans le marché de la ville voisine, ne lui coûtent que le même prix qu'auparavant, et l'augmentation du prix de son travail lui donne de quoi s'en procurer une plus grande quantité, et de meilleure qualité pour son usage et celui de sa famille. Le laboureur et le maraîcher ne tardent pas à s'apercevoir que leurs denrées et toutes les productions de la terre s'enlèvent avec plus de (38) facilité, et qu'ils en ont un débit plus prompt ; la certitude de la vente les anime au travail, ils s'y livrent avec ardeur et même avec une espèce de plaisir ; et ils font de nouveaux efforts pour tirer de la terre plus de productions, dont la vente les puisse mettre en état de se mieux vêtir, et d'acheter pour eux et pour leur famille une plus grande quantité d'étoffes, et de meilleure qualité que celles dont ils faisaient usage précédemment. De son côté, le fabricant, dont l'industrie est animée par un gain multiplié et continuellement répété, ne change pas le prix de ses marchandises, et n'en augmente pas la valeur, quoiqu'il soit obligé de payer les ouvriers plus cher qu'ils ne l'étaient auparavant. Le tableau que je viens de mettre sous les yeux du lecteur lui représente la marche des nouvelles espèces dans toute leur circulation ; il lui est aisé de les suivre et de se convaincre qu'elles excitent le travail dans toutes les classes du peuple, avant d'augmenter le prix de la main-d'œuvre, ainsi que la valeur des denrées et des marchandises.

Lorsqu'on fait attention aux différents changements arrivés en France dans la valeur des monnaies, on doit être convaincu que la quantité des espèces peut être considérablement accrue dans un État, avant que le prix de la main-d'œuvre y soit réellement augmenté. En effet, la valeur des denrées et des marchandises n'a pas augmenté dans ce royaume, aussitôt après l'augmentation de la valeur numéraire ; ou du moins il s'est écoulé quelque temps avant que l'ancienne proportion se rétablît. Louis XIV a augmenté de trois septièmes, dans les dernières années de sa vie, la valeur de toutes les espèces, et, à sa mort, les marchandises n'étaient augmentées que d'un septième. Le blé ne se vend présentement, année commune, en France, que le même nombre de livres numéraires qu'il s'y vendait il y a plus de 80 ans. L'argent n'était cependant pour lors qu'à 30 liv. le marc, il en vaut 50 aujourd'hui ⁹, et on ne peut révoquer en doute que le commerce n'ait fait entrer dans ce royaume, depuis cette époque, une quantité considérable d'or et d'argent.

(39) On peut conclure, de ces différentes réflexions, qu'il est indifférent pour le bonheur intérieur d'un État que les espèces y soient en plus grande ou en moindre quantité ; le gouvernement doit borner ses soins, dans cette matière, à empêcher la diminution de la masse des métaux possédés par l'État, et à favoriser l'introduction des nouvelles espèces, quelque petite qu'en soit la quantité, parce que, quelque imperceptible que soit l'accroissement des métaux dans une nation, il est le seul moyen qui puisse y entretenir l'esprit industrieux du peuple, et y augmenter

⁹ Je donne ces faits sur l'autorité de M. Dutot, dans ses *Réflexions politiques*, quoique je sois obligé d'avouer que les faits qu'il avance en d'autres occasions sont si souvent suspects qu'ils diminuent son autorité dans cette matière. Cependant l'observation générale que l'augmentation des monnaies, en France, n'augmente pas d'abord à proportion le prix des denrées, est certainement juste.

C'est, ce me semble, une des meilleures raisons que l'on puisse donner de l'augmentation graduelle et universelle de l'argent, quoiqu'on n'en ait fait aucune mention dans tous ces volumes, qui ont été écrits par MM. Melon, Dutot et Paris Duverney. Si, par exemple, on refondait toute notre monnaie, et qu'on retranchât un sou de chaque schelling, probablement on aurait pour le nouveau schelling les mêmes choses que l'on avait auparavant pour l'ancien : par là le prix de chaque chose serait insensiblement diminué, le commerce étranger serait animé, et l'industrie domestique recevrait quelque encouragement par la circulation d'un plus grand nombre de livres et de schellings. En exécutant un pareil projet, il serait mieux de faire passer le nouveau schelling pour vingt-quatre sols, afin de conserver l'illusion, et que l'on crût recevoir le même que l'ancien. (Note de l'auteur)

le fonds du travail, source unique de la puissance et des véritables richesses. Toute nation, dont la masse des métaux diminue, est, dans le temps de cette diminution, beaucoup plus faible et plus malheureuse que toute autre nation moins riche en métaux, mais dont la quantité s'accroît tous les ans. J'ai fait observer précédemment que l'accroissement de la quantité des espèces n'était pas immédiatement suivi d'une augmentation proportionnée dans la valeur des marchandises et des denrées, et qu'il s'écoulait toujours un intervalle de temps avant que tout eût pris son niveau. Cet intervalle, qui existe également lorsque la quantité des métaux diminue, est aussi nuisible à l'industrie, qu'il lui est avantageux lorsqu'elle augmente. Dans le cas de la diminution de la quantité des métaux, l'ouvrier n'en éprouve aucune dans la valeur des denrées et des marchandises dont il a besoin ; il les achète le même prix, quoiqu'il soit moins employé par le manufacturier et le négociant ; le laboureur de son côté ne trouve plus à vendre la même quantité de grains et de bestiaux, quoiqu'il soit obligé de payer le même prix de son bail au propriétaire ; une langueur et une espèce d'engourdissement se répandent dans toutes les parties de l'État, et annoncent une pauvreté générale, toujours suivie de l'oisiveté et de la mendicité.

La rareté des espèces est si grande dans quelques cantons de l'Europe (c'était dans les siècles précédents la situation générale de tous les États de cette partie du monde), que les seigneurs ne trouvent pas de fermiers qui s'obligent de payer le prix de leurs baux en argent, et ils sont forcés de recevoir des denrées en paiement de leurs rentes foncières et de leurs baux. Cette forme de paiement contraint les propriétaires à consommer eux-mêmes les denrées qui constituent leur revenu, et à vendre dans les marchés des villes voisines le superflu de leur consommation. Les souverains de ces pays ne peuvent être également payés des impôts nécessaires au maintien du gouvernement qu'en denrées dont la reproduction est annuelle et successive. Comme des impositions levées d'une manière si incommode ne peuvent être fort avantageuses au prince, il ne peut dans cette position être puissant, parce qu'il lui est impossible de soudoyer autant de troupes de terre et de mer que si son pays abondait en or et en argent. Il y a certainement plus de différence présentement entre la puissance de l'Allemagne, comparée à ce qu'elle était il y a trois cents (40) ans ¹⁰, qu'il n'y en a dans son industrie, sa population et ses manu-

¹⁰ Les Italiens donnèrent à l'empereur Maximilien le sobriquet de *Pocchi Danari*. Aucune des entreprises de ce prince ne réussit faute d'argent.

factures. Les pays qui font partie de l'empire, et qui sont sous la domination de la maison d'Autriche, ne font pas, dans la balance de l'Europe, un poids proportionné à leur étendue, leur population et leur culture, ce qu'on doit attribuer à la petite quantité d'espèces qui y circulent. Cette observation paraît être contradictoire avec le principe, précédemment établi, que la quantité plus ou moins grande d'or et d'argent est en soi-même indifférente. Suivant ce principe, tout souverain d'un État peuplé et fertile devrait être puissant et gouverner des sujets riches et heureux, indépendamment de l'abondance ou de la rareté de l'or et de l'argent ; on a d'autant plus lieu de le penser, que ces métaux sont par leur nature susceptibles d'un grand nombre de divisions et de sous divisions nécessaires à la facilité du commerce, et que, lorsque la division est au point de les rendre d'un poids trop léger et expose le propriétaire au danger de les égarer, rien n'empêche de les allier à un métal moins précieux, comme on le pratique en quelques endroits de l'Europe, et de leur donner par ce moyen un poids plus commode pour le commerce ; en sorte que les métaux puissent servir également pour toutes sortes d'échanges, quelles qu'en soient la valeur et la quantité.

Je réponds à ces difficultés que ce qu'on attribue à la rareté des espèces est l'effet des mœurs et des coutumes des habitants, et que nous confondons à cet égard, ainsi que cela nous arrive souvent, l'effet nécessaire avec la cause. La contradiction n'est qu'apparente, et il faut faire usage de la réflexion pour découvrir les principes qui peuvent concilier la raison et l'expérience.

Personne ne peut contester que la valeur des denrées et des marchandises ne soit toujours dans la proportion de leur quantité avec celle des espèces d'or et d'argent, et que tout changement considérable dans l'une ou l'autre de ces quantités ne produise le même effet. La grande quantité des marchandises les fait baisser de valeur, leur rareté en augmente le prix ; de même la grande quantité d'espèces augmente le prix des marchandises, et leur rareté en fait baisser la valeur. Il est évident aussi que la quantité des marchandises et des denrées à vendre et à acheter, et celle des espèces en circulation, contribuent bien plus à leur valeur que la quantité absolue des unes et des autres. Toutes les espèces d'or et d'argent conservées dans les coffres forts et retirées de la circulation, ne contribuent en rien à la valeur des denrées et des marchandises, et n'y influent pas davantage que si elles n'existaient pas réellement. Il en serait de même si toutes les marchandises et toutes les denrées étaient amassées dans des magasins, et y étaient (41) conservées

pour n'être jamais vendues. Dans ces deux cas, l'argent et les marchandises, qui par leur nature doivent réciproquement se rapprocher, s'éloignent au contraire, et s'évitant, pour ainsi dire, ne peuvent jamais avoir d'effets relatifs. Lorsqu'il est question de former quelques conjectures sur le prix des grains, la quantité que le fermier est obligé de se réserver pour sa subsistance et celle de sa famille ne doit pas entrer dans la spéculation ; son superflu est ce qui doit seul en déterminer la valeur.

Pour appliquer ces principes à la question présente, il est nécessaire de se représenter ces siècles grossiers qui ont vu naître les nations, et de les distinguer du temps présent, où l'imagination confond ses besoins avec ceux de la nature. Dans les premiers temps de la réunion des peuples en société, les hommes, contents des productions de la terre ou de ces premières et grossières préparations qu'ils peuvent eux-mêmes leur donner sans le secours des connaissances et de l'industrie, ont peu d'occasions de faire des échanges, et encore moins besoin de l'argent, qui n'en est devenu la représentation que par la convention des nations. Le laboureur occupe sa famille à filer la laine de son troupeau, et la donne à un tisserand dont il reçoit une étoffe grossière qu'il paie en grains ou en laine. Le charpentier, le serrurier, le maçon et le tailleur sont également payés en denrées, et le seigneur lui-même, demeurant dans le voisinage de sa terre, reçoit de son fermier, pour prix de son bail, une partie des denrées qu'il recueille. La famille du seigneur, ses domestiques et les étrangers qu'il admet dans sa maison à titre d'hospitalité, en consomment la plus grande partie ; il vend le reste dans la ville voisine, et en retire le peu d'argent qui lui est nécessaire pour payer ce que la terre ne lui fournit pas.

Mais, lorsque les hommes commencent à avoir des goûts plus délicats et plus recherchés, ils quittent leurs anciennes habitations, et ne se contentent plus des denrées et des marchandises simples que le voisinage leur fournit ; les échanges se multiplient, un plus grand nombre d'espèces de marchandises entre dans le commerce pour satisfaire aux besoins réciproques, et ce commerce ne peut exister sans argent. Les ouvriers ne peuvent plus être payés en grains, parce qu'ils ont d'autres besoins que celui de la simple nourriture. Le laboureur est obligé d'aller au loin chercher les marchandises qui lui sont nécessaires, et ne peut pas toujours porter avec lui les denrées dont la vente le met en état de payer le manufacturier et le négociant. Le propriétaire vit dans la capitale ou dans un pays éloigné de sa terre, et demande à être payé en or ou en argent, dont le transport est facile. Il

s'établit des entrepreneurs, des manufacturiers et des négociants de toute sorte de marchandises, et ils ne peuvent commercer les uns avec les autres qu'avec des espèces. Dans cet état de la société, les marchés ne se peuvent plus terminer qu'en soldant en pièces de métal, dont l'usage est devenu bien plus commun qu'il ne l'était quelques siècles auparavant. Il résulte de (42) cette observation que, lorsque la quantité des espèces reste la même dans une nation et n'y prend pas d'accroissement, les hommes se procurent à plus bas prix les besoins et les commodités de la vie, dans les siècles d'industrie et de raffinement, que dans ceux où le luxe, la délicatesse et la police sont inconnues. La valeur des marchandises est toujours dans la proportion de la quantité qu'on met en vente et de celle des espèces qui sont dans la circulation ; les marchandises et les denrées consommées par le propriétaire et le cultivateur, ou données en échange les unes contre les autres, ne se portant jamais au marché et ne donnant pas lieu à une vente réelle, sont absolument étrangères aux espèces, et comme n'existant pas à leur égard. Cette manière d'en faire usage fait par conséquent baisser la proportion de leur côté et en augmente la valeur ; mais, lorsque les espèces sont employées dans toutes les ventes, et qu'elles sont devenues la mesure de tous les échanges, le même fonds de richesses nationales a plus d'espace à parcourir ; toutes les denrées et toutes les marchandises sont portées dans les marchés ; la sphère de la circulation est agrandie, et la proportion étant baissée du côté des espèces, tout doit être à meilleur marché, et la valeur de chaque effet commercable doit diminuer progressivement.

Les denrées et les marchandises n'ont que triplé, ou tout au plus quadruplé de valeur depuis la découverte du nouveau monde. La quantité des espèces d'or et d'argent possédées présentement par toutes les nations de l'Europe est cependant bien plus que quadruplée depuis le XI^{ème} siècle ; les mines de l'Amérique, dont les Espagnols et les Portugais sont les seuls possesseurs, et le commerce des Français, des Anglais et des Hollandais en Afrique, font entrer annuellement en Europe plus de 6 millions sterling d'espèces d'or et d'argent, dont le commerce des Indes Orientales ne consomme pas le tiers. L'Europe entière ne possédait peut-être pas dans le XV^{ème} siècle la valeur de 60 millions sterling en espèces d'or et d'argent. Le changement des mœurs et des usages peut seul expliquer d'une manière satisfaisante pourquoi la valeur de toutes les marchandises et de toutes les denrées n'est pas augmentée dans la même proportion que la quantité d'or et d'argent. Non seulement l'industrie de tous les peuples de l'Europe a accru le nombre des pro-

ductions de tout genre ; mais ces mêmes productions, augmentées en quantité, sont devenues de nouveaux objets de commerce, à mesure que les hommes se sont éloignés de leur ancienne simplicité de mœurs ; et, quoique cet accroissement de commerce n'ait pas été égal à celui des espèces, il a cependant été assez grand pour que les marchandises ne se soient pas fort éloignées de leur ancienne valeur.

On demandera peut-être si l'ancienne simplicité de mœurs était plus avantageuse à l'État et au public que ce luxe et ce raffinement introduits chez toutes les nations policées ; quant à moi, je n'hésiterais pas à donner la préférence à la façon de vivre des peuples modernes ; et en ne la (43) considérant même que du côté de la politique, elle peut servir de nouveau motif pour l'encouragement du commerce et des manufactures. En supposant, en effet, qu'on voie renaître tout à coup sur la terre l'ancienne simplicité des mœurs, et que les hommes, semblables à leurs ancêtres les plus reculés, puissent satisfaire à tous leurs besoins par leur propre industrie et celle de leur famille et de leur voisinage, la plus grande partie des sujets sera hors d'état de payer au souverain des impôts en espèces d'or et d'argent, et le prince ne pourra en exiger que des contributions en denrées et en marchandises, seules richesses dont ils sont propriétaires ; les inconvénients attachés à cette forme d'impositions sont si évidents par eux-mêmes, qu'il est inutile d'y insister. Le souverain sera réduit dans ce cas à ne demander d'argent qu'aux villes principales de son royaume, comme les seuls endroits où il puisse être en circulation ; mais ces villes principales seraient hors d'état de lui fournir des sommes aussi considérables qu'il lui serait possible d'en lever sur toute la nation, si les espèces y étaient répandues dans toutes les classes du peuple ; la diminution dans le revenu public ne serait pas seulement une preuve incontestable du peu de richesses de la nation, mais la même quantité d'espèces serait insuffisante pour fournir au gouvernement autant de marchandises et de denrées que dans les temps d'industrie et de commerce général, parce que, ainsi que nous l'avons observé, toutes les denrées et marchandises sont plus chères dans les pays où la vente n'en est pas multipliée.

La plupart des hommes et même quelques historiens ont adopté pour maxime qu'un État peu riche en espèces d'or et d'argent ne peut jamais être puissant, quoique sa population soit nombreuse et que son sol soit fertile et bien cultivé. Les différentes observations que j'ai mises sous les yeux du lecteur doivent le détromper de ce préjugé, et le convaincre qu'il est absolument indifférent à un État, considéré en lui-même, de posséder plus ou moins d'espèces. L'abondance des

hommes et des denrées constitue seule la force réelle d'une société ; elle ne peut être affaiblie que par les mœurs et la façon de vivre du peuple, qui, en resserrant l'or et l'argent dans un petit nombre de mains, en empêche la circulation ; l'industrie et le luxe les incorporent au contraire, quelque médiocre qu'en soit la quantité, dans toutes les classes de l'État, parce qu'alors tous les particuliers en possèdent une petite portion, et que par une suite nécessaire les marchandises et les denrées diminuent de valeur, ce qui donne au souverain le double avantage de faire contribuer ses sujets en or et en argent, et de se procurer plus de denrées et de marchandises avec la même quantité de métaux.

On peut conjecturer, par la comparaison du prix des marchandises, que les espèces sont aussi rares présentement en Chine, qu'elles l'étaient en Europe, il y a trois cents ans. Le grand nombre d'officiers civils et militaires existants dans cet empire, est cependant une preuve (44) incontestable de sa puissance. Polybe ¹¹ nous apprend que les vivres étaient de son temps à si bon marché en Italie, qu'on pouvait être nourri dans les hôtelleries pour un *demi sol* par tête, ce qui revenait à un peu plus de trois deniers de notre monnaie. Rome était cependant pour lors souveraine de tout l'univers connu. Un siècle auparavant les ambassadeurs de Carthage disaient, en plaisantant, que les Romains étaient de tous les peuples de la terre *les plus aisés à vivre*, et que leur manière de se nourrir en était la preuve, puisque, dans chaque repas qui leur avait été donné en qualité de ministres étrangers, ils n'y avaient observé aucune différence dans le service. ¹² La quantité plus ou moins grande des métaux précieux, est donc absolument indifférente ; leur accroissement successif, et leur circulation dans l'État méritent seuls l'attention des législateurs, et cette dissertation peut servir à donner une idée de l'influence que l'accroissement et la circulation des espèces peuvent avoir dans l'ordre politique. Nous observerons, dans l'Essai sur l'intérêt de l'argent, que dans cette matière, ainsi que dans celle que nous venons de traiter, un effet *nécessaire* a été pris pour la cause, et qu'on a attribué, à l'abondance de l'argent, ce qui n'était que la conséquence du changement des mœurs et des usages des peuples. ¹³

¹¹ Lib.II, ch. 15.

¹² Pline, lib. Xxxiii, cap. 2.

¹³ Réflexions du Traducteur. — Il serait à désirer que M. Hume eût apporté plus d'ordre et de méthode dans son *Essai sur l'Argent* ; il aurait évité des apparences de contradiction, qui jettent de l'obscurité dans une matière déjà difficile à entendre par sa nature, et qui embarrassent le lecteur. Je crois cependant, après

une lecture attentive et réfléchie de cet Essai, pouvoir réduire le sentiment de M. Hume à ces trois propositions ; 1° que l'argent n'est utile aux États, que lorsqu'il y circule ; 2° que sa circulation est la suite et la conséquence nécessaire du commerce et du luxe ; 3° que les États les plus riches et les plus commerçants doivent perdre successivement tous leurs avantages, par l'effet même de leur commerce, dont l'accroissement augmente la valeur de toute espèce de denrées, de marchandises et de main-d'œuvre.

Le commerce est l'échange réciproque des denrées et des marchandises nécessaires aux hommes ; et pour faciliter ces échanges ils ont imaginé un signe et une mesure commune, que la solidité et la divisibilité des métaux leur ont offerte. Mais, comme les métaux sont renfermés dans les entrailles de la terre ; que les mines d'où on les tire ne sont pas également répandues dans toutes les parties du globe, et que les unes sont plus communes que les autres, il est très vraisemblable que le fer et le cuivre ont été les premiers métaux employés à l'usage de la monnaie, et que les premières espèces d'or et d'argent ont été fabriquées chez les peuples qui possédaient ces mines précieuses. La découverte des mines d'or et d'argent a dû faire baisser la valeur du fer et du cuivre, et ces précieux métaux n'ont pu se répandre parmi les peuples qui n'en étaient pas possesseurs, que par le commerce et par l'échange qu'en faisaient les propriétaires avec les denrées et les marchandises dont ils avaient besoin. Les peuples riches en denrées et en marchandises ont attiré parmi eux les métaux que la nature leur refusait, par la même voie que les propriétaires des mines se procuraient les denrées et les marchandises dont ils étaient privés par la nature du sol, ou la température du climat ; leurs besoins réciproques les encourageaient à tirer des entrailles de la terre les trésors qu'elles renfermaient et à cultiver sa superficie. Les possesseurs des mines ne perdaient rien en se privant de métaux dont la propriété ne pouvait satisfaire aux besoins de la nature, et les cultivateurs acquéraient une richesse factice dont ils faisaient usage, pour se procurer chez leurs voisins, également cultivateurs, les denrées et les marchandises qu'ils ne pouvaient trouver dans leur pays. C'est ainsi que les métaux précieux, divisés en petites (48) parties, se sont répandus parmi toutes les nations, et que les peuples cultivateurs, assurés que la terre serait toujours féconde, possèdent des richesses réelles et permanentes, bien préférables à celles des propriétaires des mines dont la fécondité n'est pas inépuisable.

Ce n'est donc que par le commerce que les peuples cultivateurs et industriels peuvent acquérir des espèces d'or et d'argent, parce qu'aucun peuple de la terre ne possède toutes les espèces de denrées et de marchandises connues ; les nations, quelque éloignées qu'elles puissent être les unes des autres, ont des besoins réciproques que le commerce étranger peut seul satisfaire, et tout peuple dont l'industrie et la culture diminuent, et qui conserve cependant la même étendue de commerce étranger pour se fournir chez ses voisins des productions que la nature lui refuse, non seulement n'accroît plus la quantité de ses métaux, mais la voit au contraire diminuer annuellement. Toute nation commerçant avec les étrangers ne peut être dans une situation toujours égale, par rapport à la quantité des espèces d'or et d'argent ; il est nécessaire qu'elle l'augmente par son commerce, soit avec les peuples possesseurs des mines, soit avec les nations industrieuses et cultivatrices, mais commerçant avec les

pays où les mines sont situées, on qu'elle éprouve une diminution dans la quantité de ses espèces ; et je crois démontré que tout peuple, qui cesse d'en acquérir, doit nécessairement tomber dans la pauvreté.

L'accroissement de la quantité des espèces d'or et d'argent dans un État, est la preuve la plus certaine de l'étendue de son commerce, et je suis très éloigné de penser que cet accroissement, quelque grand qu'on le puisse supposer, soit capable de détruire ce même commerce. En effet, quoique l'Europe ait peut-être reçu de l'Amérique, dans l'espace de moins de trois siècles, dix fois plus d'espèces d'or et d'argent qu'elle n'en possédait avant la découverte de cette partie du monde, le commerce de l'Europe est cependant d'une tout autre étendue qu'il ne l'était dans le quinzième siècle. L'esprit d'industrie s'est répandu de toute part, et comme le luxe n'est et ne peut être que relatif aux mœurs et aux coutumes des siècles précédents, on peut dire qu'il n'est inconnu chez aucun peuple de l'Europe. En effet, tous ses habitants, de quelque pays, de quelque État et de quelque condition qu'ils puissent être, jouissent de commodités et d'agréments dont on n'avait pas même l'idée il y a trois cents ans, et apportent, dans leur façon de vivre, des délicatesses et des raffinements qui semblent s'accroître avec le progrès du temps. La grande étendue de commerce, qui fait entrer chez tous les peuples de nouvelles quantités d'or et d'argent, ne se détruit donc pas par elle-même ; mais d'ailleurs il faut observer, 1° qu'une grande partie de la quantité d'espèces d'or et d'argent qu'attire le commerce dans un État, y change, pour ainsi dire, de nature, et ne fait plus partie de la monnaie, au moyen des divers usages auxquels on l'emploie, tels que l'argenterie et les ornements des églises, la vaisselle, les bijoux, les meubles et les vêtements. L'usage de la vaisselle n'est plus un luxe chez tous les peuples et la masse des métaux convertis en vaisselle et en bijoux chez les nations commerçantes, est à peu près égale à la quantité des espèces. 2° Les États considérés dans leur généralité, et respectivement les uns aux autres, peuvent être comparés à des familles particulières, et se gouvernent dans l'ordre économique sur les mêmes principes. Les hommes ne cherchent à acquérir de l'argent que pour se procurer ce que leur ancien patrimoine ne pourrait leur fournir. Les États riches en métaux nouvellement acquis par le commerce les emploient également à acheter dans les pays étrangers ce qui leur manque, soit en productions de la terre, soit en manufactures ; et ce désir insatiable de jouir et de se procurer ce qu'on ne trouve pas dans son propre pays, fait sortir des États les plus commerçants une grande partie des espèces que le commerce leur avait apportées. 3° La comparaison de la valeur des denrées et des marchandises, tant en France qu'en Angleterre, prouve d'une manière incontestable qu'elles ont diminué de prix dans ces deux royaumes, bien loin d'y être augmentées par l'accroissement successif de la quantité des espèces d'or et d'argent, dont le commerce a enrichi ces deux États ; ce qui peut faire présumer, avec grande vraisemblance, qu'il en est de même dans tous les pays de l'Europe. M. Hume rapporte dans son *Histoire d'Angleterre*, à la suite du règne de Jacques Ier mort en 1625, le prix des grains, de la volaille, du gibier, de la laine, de la toile, etc. [On trouvera à la suite de ces *Réflexions* la traduction de l'histoire des Stuarts, par M. Hume, qui a rapport à cet objet.] Sous le règne de ce prince, la valeur, à laquelle ces différents objets étaient portés pour lors,

n'est plus (46) la même présentement, et le peuple peut se les procurer aujourd'hui avec moins d'argent. Les auteurs français qui ont écrit depuis quelques années sur le commerce des grains, observent tous que le prix en est fort diminué depuis quatre-vingts ans, ce qu'ils attribuent aux entraves que ce commerce a éprouvées depuis cette époque. Il y a cependant tout lieu de croire que la différence de législation sur le commerce des grains, n'a pas été la cause de cette diminution, et que les circonstances qui en ont fait baisser la valeur en Angleterre, ont dû opérer le même effet en France, ce qu'on ne peut attribuer qu'à l'accroissement des richesses de ces deux nations, dont la culture s'est également perfectionnée.

Par des recherches qui ont été faites sur d'anciens registres de dépense de quelques abbayes du Royaume, depuis 1670 jusqu'en 1685, on a acquis la preuve que la viande de boucherie, le beurre, les œufs, la volaille, le gibier, etc., n'ont pas à beaucoup près, augmenté de valeur dans la proportion de celle des monnaies, que personne n'ignore être presque doublée depuis cet espace de temps. La viande de boucherie, qui se vendait, dans les provinces où ces abbayes sont situées, 3 sous 6 deniers, depuis 1670 jusqu'en 1685, ne vaut aujourd'hui que 5 sous ; le cent d'œufs, de 1 livre 7 sous n'a monté qu'à deux livres ; la livre de beurre vaut 9 sous, au lieu de 5 sous 9 deniers qu'elle valait pour lors. La valeur de la volaille, du gibier, du vin, du cidre, etc., est dans la même proportion. Il est donc démontré par l'expérience uniforme des deux nations, gouvernées par des lois très différentes, et dont le commerce n'a cessé de faire des progrès, que l'accroissement de la quantité des espèces chez un peuple n'y augmente pas le prix des denrées de première nécessité, et que, par une conséquence nécessaire, le prix de la main-d'œuvre ne doit pas y augmenter. L'augmentation de la quantité des espèces d'or et d'argent accroît dans le premier moment la valeur des marchandises de luxe, et c'est, à ce que je crois, le premier effet qui résulte de l'accroissement sensible de la masse des métaux dans un État. En effet, les propriétaires de la nouvelle quantité d'argent l'emploient à acheter les choses rares, qui contribuent aux plaisirs et aux commodités de la vie, ou à satisfaire le faste et la vanité. La demande des denrées et des marchandises rares et précieuses devient plus grande qu'elle ne l'était précédemment ; les cultivateurs et les ouvriers, occupés de leurs productions et de l'industrie nécessaire pour les mettre en œuvre, ne sont plus assez nombreux pour en fournir la quantité demandée ; il en résulte nécessairement une augmentation de valeur, tant sur les productions que sur la main-d'œuvre. Les marchandises et les denrées se vendent toujours un prix proportionné à leur quantité et à la demande qui en est faite ; mais cet accroissement de valeur des denrées et des marchandises excite un grand nombre de cultivateurs et d'ouvriers à s'adonner à leur culture et à leur fabrique. L'espoir du gain et le débit avantageux de ces objets de commerce, augmentent successivement le nombre des cultivateurs et des ouvriers. Les premiers perfectionnent la culture, et acquièrent une expérience qui semble rendre la terre plus féconde ; les seconds, devenant plus adroits et plus intelligents, inventent des machines qui diminuent le travail des ouvriers. Par le progrès du temps, ces marchandises et ces denrées cessent d'être rares, elles deviennent même communes. Leur prix et leur valeur diminuent dans la même proportion, et l'usage qu'en font toutes les

classes du peuple, leur ôte la dénomination de luxe, et les rend même d'une espèce de nécessité. Les étoffes de soie, dont on ne peut jouir que par la culture des mûriers, l'adresse des fleurs qui tirent des cocons la matière précieuse qui les couvre, et l'industrie des ouvriers qui l'emploient, nous offrent ce progrès de la culture et de l'art. Les premières étoffes unies fabriquées en Europe, étaient sans comparaison plus chères que ne le sont présentement les chefs-d'œuvre de la fabrique de Lyon. Personne n'ignore que Henri II est le premier de nos rois qui ait porté des bas de soie ; ce qui caractérisait le plus grand luxe de son temps, est devenu le vêtement commun des plus petits bourgeois, parce que la culture des mûriers, réservée, il y a deux siècles, à l'Italie et à l'Espagne, est devenue la culture ordinaire de quelques-unes de nos provinces, et que l'industrie a inventé une machine dont la propriété est de donner à l'ouvrier la facilité de fabriquer dans un jour ce qui exigeait précédemment le travail d'une semaine. Nos potagers sont couverts de fruits et de légumes étrangers, originaires des pays les plus éloignés, que la culture a naturalisés parmi nous. On en peut dire autant des fleurs les plus communes dont nos jardins sont parés. Le pêcher, cet arbre si commun dans tous les potagers, et que les paysans plantent aujourd'hui dans leurs cours et dans leurs jardins, est originaire de Perse. Les premières pêches crues en Europe ont sans doute été réservées pour les souverains ; mais, par la succession du temps et les soins des cultivateurs, toutes les classes du peuple (47) peuvent faire présentement usage de ce fruit. Il en est de même des artichauts et de la plupart des légumes dont le peuple fait sa nourriture, et qui étaient vraisemblablement aussi rares en Europe, il y a 3,000 ans, que les ananas le peuvent être aujourd'hui.

Le luxe que produit la quantité des espèces d'or et d'argent se détruit par lui-même, et se porte sur d'autres objets ; mais ces changements dans les mœurs et les habitudes des hommes, qui sont l'ouvrage d'un grand nombre de siècles, n'arrivent que successivement, et dans une progression lente et insensible. L'abondance des espèces d'or et d'argent, dont l'accroissement est plus rapide, fait hausser presque subitement le prix des marchandises de luxe ; mais l'abondance de ces mêmes marchandises ne pouvant arriver qu'après un grand nombre d'années, la diminution de leur valeur en est beaucoup plus lente, et ne peut être observée que par des yeux très attentifs. La grande quantité d'or et d'argent que le commerce fait entrer dans un État, n'est donc pas contraire à ce même commerce. Loin d'augmenter le prix des denrées, des marchandises et de la main-d'œuvre, elle les fait diminuer de valeur ; son principal effet est donc de répandre les métaux précieux chez tous les peuples de la terre, et, en les rendant riches en espèces, de les engager à prendre part eux-mêmes à un commerce qui augmente les plaisirs et les commodités des hommes, et qui peut diminuer les maux dont la plupart d'entre eux sont affligés.

(47) *Extrait de l'Histoire de la maison de Stuart,*
par M. Hume, tome I, pag.117. ¹⁴

Le blé, et conséquemment toutes les nécessités de la vie, étaient plus chères sous le règne de Jacques Ier, mort en 1625, qu'elles ne le sont présentement. Les entrepreneurs des magasins publics étaient autorisés, par une ordonnance de ce prince, à acheter des grains lorsque le froment était au-dessous de 32 schellings le quarter, le seigle au-dessous de 18, et l'orge au-dessous de 16. Les grains qui seraient aujourd'hui très chers à ce prix, étaient pour lors à bon marché, lorsqu'ils ne passaient pas cette valeur. Pendant la plus grande partie du règne de Jacques Ier, le *lod*, ou les vingt-huit livres de la plus belle laine, ont valu 33 schellings ; à présent la même quantité de laine ne vaut que 22 schellings, quoique nous exportions une bien plus grande quantité d'étoffes de laine. Malgré la grande augmentation de la quantité des espèces d'or et d'argent dans le royaume, les manufactures précieuses ont plutôt diminué qu'augmenté en valeur, au moyen des progrès de l'art et de l'industrie.

Dans une comédie de Shakespeare, l'hôtesse dit à Falstaff, que les chemises qu'elle lui a achetées sont de toile de Hollande, et qu'elles lui ont coûté huit schellings *l'yard* ; ce qui serait très cher à présent, en supposant même, contre toute vraisemblance, que la meilleure toile de Hollande, de ce temps-là, fût égale en beauté et en bonté à celle d'aujourd'hui. Un yard de velours était estimé 22 schellings, vers le milieu du règne d'Elisabeth ; je n'ai pu découvrir, quelques recherches que j'aie (48) faites, le prix de la viande de boucherie pendant le règne de Jacques Ier ; mais comme le pain est la principale subsistance, et que son prix règle celui de toute autre espèce de nourriture, nous pouvons présumer que les bestiaux étaient d'une valeur proportionnée à celle du blé. Nous devons d'ailleurs observer que le goût du siècle était de convertir les terres labourables en pâture, ce que les lois ne pouvaient empêcher ; preuve certaine que cette nature de biens procurait plus de revenu ; et conséquemment que la viande de boucherie était, ainsi que le pain, beaucoup plus chère qu'à présent. Nous avons une ordonnance, du commencement du règne de Charles Ier, qui fixe le prix de la volaille et du

¹⁴ Voyez plus haut, Note de la p. 45.

gibier, et nous trouvons que les prix en sont très hauts. Un coq d'Inde est fixé à 4 schellings et 6 sols, une poule d'Inde 3 schellings, un coq faisan 6 schellings, une poule faisande 5 schellings, une perdrix 1 schelling, une oie 2 schellings, un chapon 2 schellings et 6 sols, une poule 1 schelling et 6 sols, un lapin 8 sols, et une douzaine de pigeons 6 schellings. Observons cependant que la ville de Londres est maintenant trois fois plus peuplée qu'elle ne l'était pour lors, ce qui doit augmenter le prix de la volaille et du gibier, les campagnes des environs de Londres ne pouvant plus suffire à la consommation, ce qui oblige à faire venir la volaille et le gibier de plus loin qu'autrefois. La principale différence de la dépense du temps présent, comparé avec celui de Jacques Ier, consiste dans les besoins imaginaires des hommes, qui se sont depuis ce temps extrêmement multipliés ; et c'est pour cette raison que Jacques Ier pouvait, en 1625, faire plus de dépense qu'il n'en ferait présentement avec le même revenu, quoique la différence ne soit pas aussi grande qu'on le pense communément.

David Hume, “Essai sur l’intérêt de l’argent”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

(49) On regarde avec raison le bas intérêt de l'argent comme le signe le plus certain de l'état florissant d'une nation, et la plupart des auteurs qui ont écrit sur cette matière pensent qu'il doit être toujours proportionné à la quantité, plus ou moins grande, des espèces existantes dans une nation. Il est certain cependant que, lorsque la valeur des espèces est fixée par la loi, leur abondance, quelque grande qu'on la suppose, ne peut avoir d'autre effet que d'augmenter le prix de la main-d'œuvre. En effet, quoique l'argent soit plus commun que l'or, et qu'on en reçoive une plus grande quantité pour la valeur des mêmes marchandises, l'intérêt d'une somme prêtée en or est cependant égal à celui qu'on retire d'une somme prêtée en argent. Les habitants de Batavia et de la Jamaïque retirent de leur argent un intérêt de dix pour cent. L'intérêt légal est à six pour cent en Portugal ; la valeur des nécessités de la vie dans ces pays prouve, cependant, qu'ils sont plus riches en espèces que Londres et Amsterdam.

Si tout l'or de l'Angleterre disparaissait dans le même instant, et que chaque guinée fut aussitôt remplacée par vingt-un schellings, il n'y aurait aucun changement réel dans les richesses du royaume, et l'intérêt resterait le même ; il n'y aurait de différence que dans la matière des paiements, aucun ne se ferait en or, et tous se feraient en argent. Si l'or devenait aussi commun que l'argent, et l'argent aussi commun que le cuivre, l'Etat n'en serait pas plus riche ; dans ce cas la matière des

écus et des schellings serait jaune, celle des sols et des demi-sols serait blanche ; l'espèce de monnaie appelée guinée n'existerait plus ; le commerce, les manufactures, la navigation, l'intérêt de l'argent n'éprouveraient aucun changement. Toutes les classes du peuple contracteraient ensemble sur le même pied qu'auparavant. La couleur des métaux, dont la circulation entretient le commerce, serait donc la seule différence (50) sensible, et elle n'en peut être une dans ce qui constitue les richesses d'une nation.

Puisqu'une augmentation de quinze pour un dans la masse des espèces d'or et d'argent n'apporterait aucun changement dans le commerce, les manufactures et l'intérêt, il est évident qu'il peut encore moins en résulter, lorsque la nouvelle quantité de métaux ne fait que doubler, ou tripler la masse précédemment existante. La valeur des denrées et des marchandises, ainsi que le prix de la main-d'œuvre, en augmenteront ; mais cette augmentation est plutôt imaginaire que réelle ; elle est la suite de la nouvelle introduction des métaux, dont l'accroissement successif excite l'industrie, et influe sur la valeur des denrées, des marchandises et du travail, jusqu'à ce qu'elle se soit établie dans la proportion de l'abondance de l'or et de l'argent.

La valeur de tous les objets de commerce est quadruplée en Europe depuis la découverte du nouveau monde ; et il est vraisemblable que l'or et l'argent sont augmentés dans une bien plus grande proportion ; l'intérêt n'est cependant baissé que d'un peu plus de moitié. S'il dépendait, comme le prétendent quelques auteurs, de la quantité des métaux, il aurait baissé dans la proportion de l'acquisition qu'en a faite l'Europe, parce que l'effet est toujours en proportion avec la cause.

Les espèces n'ont réellement qu'une valeur fictive, fondée sur le consentement et la convention des hommes ; leur abondance plus ou moins grande n'est d'aucune conséquence, dans une nation considérée en elle-même, et sans relation avec ses voisins. L'abondance des espèces, telle qu'elle puisse être, lorsque la valeur en est fixée, n'a d'autre effet que d'obliger chaque citoyen à donner une plus grande quantité de pièces de métal pour se procurer son habillement, ses ameublements, ses équipages, et n'augmente en rien les agréments et les commodités de la vie. Chez toute nation qui possède beaucoup d'espèces, celui qui emprunte pour bâtir une maison, en reçoit une grande quantité, parce que la pierre, le bois, le plomb, les vitres, ainsi que le travail des maçons et des charpentiers, est dans la même proportion, et ne peut être payé que par une grande quantité d'or et d'argent ; mais,

comme ces métaux ne sont qu'une représentation de la valeur de tous les objets de commerce, leur quantité et leur abondance, leur poids et leur couleur, ne peuvent apporter aucun changement dans leur valeur réelle, non plus que dans l'intérêt qu'on tire du prêt qu'on en fait. Dans tous les cas, l'intérêt est en proportion avec la somme de marchandises, de denrées et de travail que les espèces représentent ; et cette proportion est toujours la même, soit que des pièces blanches ou jaunes, du poids d'une livre ou d'une once servent à l'apprécier ; c'est donc en vain qu'on attribue le taux de l'intérêt à la quantité des espèces d'or et d'argent, dont la valeur est fixée par la loi.

L'intérêt de l'argent ne peut augmenter que lorsqu'il y a beaucoup (51) d'emprunts, peu de richesses pour les remplir, et de grands profits dans le commerce. Ces trois circonstances réunies sont la preuve la plus évidente du peu de progrès du commerce et de l'industrie, mais ne prouvent pas que l'or et l'argent ne soient pas abondants dans un État. Le bas intérêt résulte au contraire des trois circonstances opposées, c'est-à-dire, du peu d'emprunts, des grandes richesses pour les remplir, et des profits médiocres du commerce ; ces circonstances, qui se réunissent toujours, et qui sont la suite infaillible de l'accroissement du commerce et de l'industrie, ne proviennent pas de l'augmentation des métaux ; je prouverai cette proposition le plus clairement qu'il me sera possible, et je commencerai par distinguer les causes qui rendent les emprunts plus ou moins nombreux dans un État, et les effets qui en doivent résulter.

La police et la population d'une nation engendrent nécessairement l'inégalité des propriétés, parce que, chez tout peuple policé et nombreux, une partie des sujets possède une grande étendue de terrain, tandis que d'autres ne sont propriétaires que de portions fort restreintes, et que quelques-uns sont dénués de toute propriété ; ceux qui possèdent plus de terres qu'ils n'en peuvent cultiver, les partagent avec ceux qui n'en ont pas, sous la condition que les cultivateurs leur donneront une partie de la récolte. C'est ainsi que s'est établi ce qu'on peut appeler l'intérêt de la terre, pour le mettre en opposition avec *l'intérêt de l'argent*, et il existe chez les peuples les moins policés. Tous les hommes ont des caractères différents et opposés ; les uns ne dépensent qu'une partie de leurs revenus, et épargnent pour n'être jamais dans l'indigence, tandis que les autres consomment tout à la fois ce qui pourrait leur suffire pendant un long espace de temps ; mais tous ont besoin d'une occupation forcée pour les fixer ; et, comme un revenu cer-

tain et assuré n'en donne aucune, les propriétaires se livrent à la recherche des plaisirs, et les prodigues sont toujours dans cette classe de citoyens plus nombreux que les avares. L'économie et la frugalité se trouvent rarement dans un État où les richesses ne consistent que dans la propriété des terres. Les emprunteurs y sont nécessairement en grand nombre, et l'intérêt de l'argent y est très haut ; les habitudes, les mœurs du peuple, et les emprunts plus ou moins fréquents en règlent le taux, bien plus que la quantité des espèces existantes, dans la nation ; quand même leur abondance serait assez grande pour qu'un œuf y fût vendu six sols, les emprunteurs ne seraient pas moins nombreux, et l'intérêt de l'argent moins fort, si l'État n'a point de commerce et d'industrie, et si tout le peuple n'est partagé qu'en propriétaires et en cultivateurs. Le loyer des fermes y sera à la vérité très considérable et d'un grand revenu pour le propriétaire ; mais son oisiveté et le haut prix des denrées, le rendant inférieur à sa dépense, en occasionneront une prompte (52) dissipation, et il sera également réduit à la nécessité d'emprunter. ¹⁵

Il en est de même du plus ou du moins de richesses qui peuvent satisfaire à la demande des emprunts, seconde circonstance nécessaire pour maintenir le haut prix de l'intérêt de l'argent dans un État, et que je me propose de considérer. Les mœurs et les façons de vivre du peuple ont à cet égard la même influence ; l'abondance ou la rareté de l'argent me paraissent n'y contribuer en rien. En effet, pour qu'il y ait un grand nombre de *prêteurs* dans un État, il ne suffit pas, et il n'est même pas nécessaire qu'il y ait une grande quantité d'espèces ; il n'est question que de pouvoir les rassembler aisément, et de les faire parvenir, en masse d'une valeur considérable, entre les mains de quelques citoyens ; leur réunion en grosses sommes forme le corps des *prêteurs*, et fait baisser l'intérêt ; ce qui dépend uniquement des mœurs d'une nation. La masse des espèces existantes dans la

¹⁵ J'ai été informé par un avocat très habile, un homme qui sait et qui observe beaucoup, qu'il paraît, par les anciens registres, qu'il y a environ quatre siècles que l'argent en Écosse, et probablement par toute l'Europe, était seulement à cinq pour cent, et qu'il devint après à dix, avant, la découverte des Indes Occidentales. Ce fait est curieux, mais il serait aisé de le concilier avec le raisonnement précédent. Les hommes alors vivaient si fort dans le particulier, et d'une manière si simple et si frugale, qu'ils avaient peu besoin d'argent, et quoique les prêteurs fussent rares, les emprunteurs l'étaient encore davantage. Les historiens attribuent le haut prix de l'intérêt parmi les Romains des premiers temps aux fréquentes pertes qu'ils souffraient des invasions de l'ennemi. (Note de l'Auteur.)

Grande-Bretagne serait plus que doublée, si par un miracle tous les habitants de ce royaume se trouvaient, à leur réveil, possesseurs de cinq livres sterlings. Cette acquisition subite de richesses n'augmenterait pas sur-le-champ le nombre des *prêteurs* ; il s'écoulerait quelque temps avant que les nouvelles espèces se rassemblent en sommes considérables, et l'intérêt de l'argent resterait, pendant cet intervalle, au même taux qu'auparavant. Dans tout État sans commerce et sans industrie, et où le peuple n'est partagé qu'en propriétaires et en cultivateurs, les espèces, quelque abondantes qu'on les suppose, ne peuvent jamais s'y rassembler en sommes considérables, et ne peuvent y donner lieu qu'à une augmentation dans la valeur de toutes les denrées et de toutes les marchandises. Le propriétaire, presque toujours prodigue, parce qu'il est oisif et sans occupation, dissipe son argent aussitôt qu'il le reçoit, et le malheureux paysan n'a ni les moyens, ni l'ambition d'acquérir au delà des simples nécessités de la vie. L'augmentation du commerce et de l'industrie, et le progrès des arts, sont les seuls moyens de réunir une grande quantité d'espèces, de les rassembler en sommes considérables dans quelques mains, d'augmenter le nombre des *prêteurs*, et de faire, par conséquent, baisser l'intérêt de l'argent.

La terre produit tout ce qui est nécessaire à l'homme, mais l'art et l'industrie doivent se joindre à la nature, pour qu'il puisse faire usage (53) de toutes ses productions. Les besoins de la société exigent qu'il y ait, entre les cultivateurs et les propriétaires, une classe d'hommes qui donnent aux productions de la terre une nouvelle forme, nécessaire à la subsistance et aux commodités des uns et des autres, et qui en retiennent une partie pour la récompense d'un travail dont les cultivateurs et les propriétaires profitent également. Dans les premières années de la formation des sociétés, les cultivateurs et les artisans n'ont besoin de la médiation de personne pour convenir ensemble des conditions de leurs engagements réciproques, parce qu'étant voisins, et leurs désirs ne portant que sur des objets de peu de valeur, ils peuvent se les procurer facilement et se prêter des secours mutuels ; mais, aussitôt que l'industrie a pris des accroissements, et que les hommes sont devenus ambitieux et avides des richesses, les parties les plus éloignées d'un État se peuvent assister avec autant de facilité que les plus voisines ; cette réciprocité de bons offices est susceptible de la plus grande variété, et peut s'étendre à tous les objets possibles. Telle a été l'origine des marchands, dont la profession est de la plus grande utilité, et même d'une nécessité indispensable dans toute société

policée et nombreuse, parce qu'ils servent d'agents entre toutes les parties d'un État, et les rapprochent les unes des autres, malgré leur éloignement et l'ignorance où elles peuvent être de leurs besoins réciproques. Une ville renferme cinquante ouvriers en soie et en fil, et mille consommateurs d'étoffes ; ces deux classes d'hommes, si nécessaires l'une à l'autre, ne se rencontreront cependant que très difficilement, jusqu'à ce qu'il se soit établi un marchand dont la boutique soit le rendez-vous de l'ouvrier et du consommateur. Les habitants d'une province dont le fourrage est la principale production, sont riches en fromage, en beurre et en bestiaux ; mais ils manquent des grains dont la province voisine fait une récolte supérieure à sa consommation ; un homme attentif, et ambitieux d'acquérir des richesses, achètera des grains dans la province qui en fait d'abondantes récoltes, il y transportera en échange des bestiaux et des fromages et, en satisfaisant à leurs besoins réciproques, il deviendra leur bienfaiteur commun ; les difficultés de ce commerce mutuel s'accroissent nécessairement, à la vérité, à proportion de l'augmentation du peuple et de l'industrie ; les agents du commerce, c'est-à-dire les marchands, sont plus occupés et les affaires deviennent plus difficiles et plus compliquées, parce qu'elles se divisent, se subdivisent, se confondent et s'entremêlent avec une variété difficile à exprimer. Le désir du gain étant le seul motif qui détermine le marchand à embrasser cette profession, il est juste, et même nécessaire, qu'il garde pour lui une portion considérable des denrées, de la main-d'œuvre, et des marchandises auxquelles ses spéculations ont donné une nouvelle valeur ; et, si son intérêt ne l'engage pas à les conserver en nature, il cherchera à les convertir en espèces d'or et d'argent, qui sont leur représentation commune ; il en exigera une grande quantité, si (54) la masse des métaux s'est accrue dans l'État, en même temps que l'industrie ; mais, si l'industrie seule a pris des accroissements, la valeur de tous les objets de commerce doit être diminuée, et une petite quantité d'espèces sera suffisante pour la représenter.

Le désir de l'exercice du corps et de l'occupation de l'esprit est, de tous ceux dont l'espèce humaine est agitée, le plus constant et le plus insatiable, et on peut avec raison le regarder comme la base de la plupart des passions. Un homme entièrement dégagé d'affaires, et sans occupations sérieuses, court sans cesse d'un amusement à un autre, et le poids de l'oisiveté lui devient tellement insupportable, qu'il oublie les malheurs où doivent l'entraîner ses dépenses excessives. La moindre occupation, soit de corps, soit d'esprit, semble changer son humeur et son ca-

ractère ; il est content, et n'est plus tourmenté par cette soif insatiable pour le plaisir. Mais si cette occupation lui devient profitable, et si le profit est la récompense de quelque industrie particulière, le renouvellement journalier du gain fait alors naître en lui un désir immodéré de gagner encore davantage, et il ne connaît plus de plaisir qui puisse être comparé à celui de voir tous les jours augmenter sa fortune. Le désir du gain qui s'accroît par le gain même, et devient quelquefois excessif, rend l'économie et la frugalité les qualités les plus ordinaires aux marchands, et on peut observer que l'avarice est un vice aussi commun dans la profession du commerce, que la prodigalité parmi les propriétaires des terres.

Le commerce accroît l'industrie, en y faisant participer tous les membres de l'État, et en leur donnant les moyens de subsister et de devenir utiles ; il fait naître l'économie, en fournissant de l'occupation aux hommes, et en les employant à des professions lucratives, dont ils sont uniquement occupés. Toute profession industrielle engendre l'économie, et fait prévaloir l'amour du gain sur celui du plaisir. Les avocats et les médecins gagnent tous, à l'exception d'un très petit nombre, beaucoup plus qu'ils ne dépensent ; ils ne peuvent cependant acquérir des richesses qu'aux dépens des autres, et leur fortune ne s'établit qu'en partageant celle de quelques-uns de leurs compatriotes. Les marchands, au contraire, ne peuvent devenir riches qu'en augmentant l'industrie d'une nation, parce qu'ils sont les canaux qui la répandent dans toutes les parties de l'État. Leur économie leur donne en même temps une grande autorité sur cette même industrie, et les met en état d'avoir en réserve un grand fonds de denrées et de marchandises, dont l'échange continu constitue leur revenu et forme leur propriété. Cette profession est donc la plus utile dans toute société policée, puisqu'elle détruit l'oisiveté, donne naissance à l'industrie, et rend le peuple frugal et économe.

Un État sans commerce et sans industrie n'a pour habitants que des propriétaires de terre, forcés continuellement par leurs dépenses et leur (55) prodigalité à emprunter, et des cultivateurs sans argent pour fournir à ces mêmes emprunts, et subvenir à la demande qui en est faite. Les espèces ne peuvent jamais s'y rassembler en sommes assez considérables pour pouvoir être prêtées à intérêt ; elles sont dispersées dans un nombre infini de mains qui les dissipent aussitôt en dépenses superflues, ou qui les emploient à acheter les nécessités de la vie. Le commerce seul peut les réunir en masses considérables, et cet effet, qui ne résulte que de l'industrie qu'il fait naître, et de l'économie qu'il inspire, est indépendant de la

quantité des métaux précieux circulant dans l'État. Le nombre des *prêteurs*, qui fait diminuer l'intérêt de l'argent, ne peut donc augmenter que par l'accroissement du commerce, et le commerce ne peut augmenter sans diminuer les profits particuliers des marchands : troisième circonstance nécessaire pour produire le bas intérêt.

Le bas intérêt de l'argent et la diminution des profits particuliers des marchands sont deux événements inséparables, dépendants l'un de l'autre, et qui sont la suite nécessaire de ce commerce étendu qui produit des marchands opulents, et qui réunit une grande quantité d'espèces dans les mêmes mains. Lorsque les enfants d'un père enrichi par le commerce ne lui paraissent pas avoir les dispositions nécessaires pour continuer la même profession, soit par défaut de capacité, soit par ambition pour un genre de vie plus distingué, il est ordinaire que, dans ce cas, le père fatigué des affaires les abandonne, retire ses fonds du commerce, et cherche à les placer de façon qu'ils lui procurent un revenu assuré et annuel. On peut observer qu'en général les enfants ont des inclinations contraires à celles de leurs pères, et embrassent des professions différentes ; c'est par cette raison que la plupart des marchands riches quittent le commerce avant la fin de leur carrière, et qu'il est très rare de voir les enfants des gros négociants être eux-mêmes commerçants. Les fonds retirés du commerce dans ces différents cas sont prêtés par les propriétaires aux personnes qui en ont besoin, et qui s'obligent de leur en payer un intérêt ; mais comme l'abondance diminue toutes les espèces de valeurs, le grand nombre de commerçants qui deviennent *prêteurs*, et qui cherchent à placer leurs fonds, contraint chaque particulier à se contenter d'un moindre intérêt, et le taux en diminue nécessairement. On peut observer également que, lorsque le commerce devient plus étendu, et qu'il exige de plus gros fonds, il s'élève une rivalité entre les marchands et les négociants ; et cette concurrence, dont le public profite, donne un nouvel accroissement au commerce, en même temps qu'il en diminue les profits ; les marchands qui dans cette circonstance quittent les affaires pour se livrer à une vie douce et tranquille, sont alors déterminés, par la médiocrité même des profits qu'ils retireraient de leur commerce, à se contenter d'un intérêt médiocre de leur argent. Il est donc inutile de vouloir distinguer la cause et l'effet dans tous les cas où l'intérêt de l'argent est bas, et où les profits du (56) commerce sont médiocres. Ces deux événements arrivent toujours dans une nation dont le commerce est étendu, et ils en dépendent mutuellement. Personne ne se contente d'un profit

médiocre dans les affaires de commerce, lorsque les fonds qu'il y emploie lui rendraient un gros intérêt, s'ils étaient placés à rente ; et personne n'accepte un bas intérêt de son argent, lorsque le commerce offre à ceux qui s'y intéressent des profits très considérables. Un commerce très étendu produit toujours des retours avantageux à un État, et diminue les profits particuliers des négociants, en même temps qu'il fait baisser l'intérêt de l'argent ; l'un ne peut diminuer sans que l'autre ne s'en ressente : je puis même ajouter que, les profits médiocres étant la suite de l'augmentation du commerce et de l'industrie, leur médiocrité même contribue à une nouvelle augmentation de commerce, parce que les marchandises étant à meilleur marché, la consommation en devient plus grande, et l'industrie des ouvriers plus active. Toutes les fois qu'on réfléchira sur l'enchaînement des causes et des effets, on ne pourra s'empêcher de reconnaître que le taux de l'intérêt de l'argent est, si l'on peut s'exprimer ainsi, le vrai *baromètre* d'un État ; que sa médiocrité est un signe presque infaillible de la prospérité d'une nation, et une espèce de démonstration des grands accroissements de l'industrie, dont se ressentent toutes les classes du peuple. Il n'est cependant pas impossible que le taux de l'intérêt de l'argent ne baisse, par un événement malheureux et imprévu ; il peut arriver que la plus grande partie des négociants retirent subitement du commerce les fonds qui leur appartiennent, et qu'ils se trouvent possesseurs d'une grande quantité d'espèces qu'ils veulent mettre à l'abri des dangers du commerce. Mais alors la misère deviendra générale, le peuple sera entièrement privé d'occupations, et la pauvreté sera si grande dans toutes les parties de l'État, qu'il ne sera pas possible de se tromper sur la cause de ce malheur, et de ne la pas distinguer de la précédente.

Il n'est pas douteux que la même industrie qui fait baisser l'intérêt dans un État, y fait entrer en même temps une grande abondance de métaux ; et c'est confondre l'effet nécessaire avec la cause, que d'attribuer le bas intérêt à l'abondance de l'argent. La variété des manufactures et l'activité des marchands attirent l'argent dans un État de quelque lieu où il puisse être ; cet argent amassé entre les mains de quelques personnes, qui ne sont pas propriétaires de terres, fait aussitôt après baisser l'intérêt. Mais, quoique l'abondance de l'argent et le bas intérêt soient la suite naturelle du commerce et de l'industrie, ils sont cependant entièrement indépendants l'un de l'autre. Je suppose, en effet, qu'il existe, dans la mer Pacifique et à une grande distance de l'Angleterre, un peuple sans navigation et sans commerce étranger, possédant toujours la même quantité d'espèces d'or et d'ar-

gent, mais dont la population et l'industrie s'accroissent continuellement : je soutiens que (57) la valeur des denrées et des marchandises doit diminuer progressivement dans cette nation, parce qu'elle ne peut être établie que sur la proportion de leur quantité avec celle des espèces. Un peuple dont la population et l'industrie augmentent perpétuellement, demandera tous les ans à la terre une plus grande quantité de productions, et aura plus d'ouvriers occupés à leur donner la forme qu'exigent les nécessités et les commodités de la vie. Les denrées et les marchandises y deviendront annuellement plus abondantes et plus communes, le peuple y sera plus riche dans les temps d'industrie, avec une moindre quantité d'espèces, que dans ceux d'ignorance et d'oisiveté ; et il sera nécessaire d'en avoir une masse plus considérable pour bâtir une maison, doter une fille, acheter une terre, soutenir une manufacture, entretenir sa famille et ses domestiques, seuls motifs qui déterminent les hommes à emprunter. Le plus ou le moins d'espèces dans un État n'influe donc en rien sur l'intérêt de l'argent ; mais, comme toute somme prêtée est une représentation d'un fonds de denrées, de main-d'œuvre et de marchandises, il est évident que l'intérêt est toujours proportionné à la quantité qui en existe dans un État. Les nations industrielles sont à la vérité les plus riches en métaux précieux, lorsque leur commerce s'étend dans toutes les parties du globe ; l'abondance de l'argent et le bas intérêt y sont effectivement presque inséparables, mais il n'en est pas moins intéressant de connaître le principe, et de distinguer entre la cause et l'effet nécessaire. Les recherches de cette nature sont non seulement curieuses, mais peuvent être encore d'un usage fréquent dans l'administration des affaires publiques. Il est d'ailleurs de la plus grande utilité de perfectionner le raisonnement sur la matière la plus importante, quoique la plupart des hommes ne la considèrent qu'avec la plus grande indifférence.

Ce qui est arrivé dans quelques nations paraît être une autre source de l'erreur commune, sur la cause du bas intérêt de l'argent. On l'a vu en effet diminuer dans tous les États qui ont fait une acquisition subite d'une grande quantité d'espèces ou de métaux précieux, et cette diminution ne s'est pas bornée aux États qui ont fait cette première acquisition, mais elle a eu lieu également dans les royaumes voisins, aussitôt que les nouvelles espèces y ont été répandues et dispersées, et qu'elles y sont devenues plus communes. *Garcilaso de la Vega* nous apprend que l'intérêt diminua de près de moitié, en Espagne, aussitôt après la découverte des Indes occidentales ; et personne n'ignore que, depuis cette époque, il a toujours été

en diminuant dans tous les royaumes de l'Europe. Dion rapporte qu'aussitôt après la conquête de l'Egypte, l'intérêt tomba à Rome de six à quatre pour cent.

La diminution de l'intérêt de l'argent après une acquisition subite (58) d'espèces ou de métaux, me paraît avoir une origine différente dans l'État vainqueur et dans les États voisins ; mais ce serait se tromper que de l'attribuer uniquement dans les uns et dans les autres à la nouvelle quantité d'or et d'argent qui y a été introduite.

Toutes les fois qu'un peuple vainqueur fera une acquisition d'espèces ou de métaux, les nouvelles richesses ne seront qu'en peu de mains, et seront réunies en grosses sommes, dont les propriétaires chercheront à s'assurer un revenu certain par achats de terres ou contrats à rente, et conséquemment on verra pendant quelque temps, dans cet État, tout ce qui arrive après une grande augmentation de commerce et d'industrie ; les *prêteurs* étant plus nombreux que les *emprunteurs*, l'intérêt baissera, et cette diminution sera d'autant plus précipitée, que ceux qui ont acquis la nouvelle quantité d'espèces sont dans un pays sans commerce et sans industrie, et où les prêts à intérêt sont les seuls moyens de faire valoir son argent. Mais, aussitôt que cette nouvelle masse de métaux aura été, pour ainsi dire, *digérée*, et aura circulé dans un grand nombre de mains, les choses reprendront leur ancien état ; les propriétaires des terres et les propriétaires d'argent, vivant dans l'oisiveté, dépenseront au delà de leur revenu ; les premiers contracteront tous les jours de nouvelles dettes, et les derniers prendront journellement sur leurs fonds, jusqu'à ce qu'ils soient entièrement épuisés ; la prodigalité et les dépenses excessives des uns et des autres, ne feront pas sortir les espèces de l'État ; on s'apercevra au contraire qu'elles y sont restées par l'augmentation du prix de toutes les denrées et de toutes les marchandises ; mais l'or et l'argent n'étant pas rassemblés en sommes considérables, la disproportion entre les *prêteurs* et les *emprunteurs* reparaitra telle qu'elle existait précédemment ; et par conséquent les emprunts ne se feront qu'à un gros intérêt. L'histoire apprend, en effet, que dans les premières années du règne de Tibère, l'intérêt de l'argent monta à Rome à six pour cent, quoiqu'aucun événement malheureux n'eût fait sortir l'argent de l'Italie ¹⁶. Sous le règne de Trajan, l'argent prêté sur hypothèque rapportait six pour cent en Italie ¹⁷,

¹⁶ Columella, lib. III cap. 3.

¹⁷ Plinii Epist., lib. VII, Ep. 18.

et douze pour cent en Bithynie sans hypothèque ¹⁸ ; et si l'intérêt de l'argent n'est pas remonté en Espagne au même taux où il était anciennement, on doit en attribuer la raison à la même cause qui l'y a fait diminuer, c'est-à-dire, à la grande quantité d'espèces et de métaux que l'Espagne tire continuellement des Indes, et qui fournissent aux besoins des *emprunteurs*. C'est par cette cause accidentelle et étrangère, qu'il y a plus d'argent réuni en masse en Espagne, et plus de *prêteurs* qu'il ne devrait y en avoir dans un État où il y a si peu de commerce et d'industrie.

(59) Ce n'est pas l'augmentation de la quantité d'espèces, considérée en elle-même, qui a donné lieu à la réduction de l'intérêt en Angleterre, en France, et dans les autres États de l'Europe, où il n'y a pas de mines ; on ne doit l'attribuer qu'à l'augmentation de l'industrie, qui en est la suite naturelle, et qui précède toujours l'augmentation du prix de la main-d'œuvre et de la valeur des marchandises. Rien n'empêche d'appliquer à l'Angleterre ce que j'ai dit sur cette nation imaginaire de la mer Pacifique. Si on supposait pour un moment que l'industrie de la Grande-Bretagne se fût accrue sans que l'État eût de commerce extérieur, la masse des espèces et des métaux serait, dans cette supposition, restée toujours la même ; la population serait cependant aussi nombreuse qu'elle l'est présentement ; il y aurait dans le royaume la même quantité de marchandises et de denrées ; l'industrie, les manufactures et le commerce intérieur seraient au même état où ils sont présentement ; les mêmes marchands existeraient avec les mêmes fonds, c'est-à-dire, avec la même autorité sur la main-d'œuvre et sur les marchandises ; il n'y aurait de différence que dans la quantité de pièces blanches ou jaunes, qui représentent toutes les valeurs de la nation, et dont le nombre serait fort inférieur à celui qui existe présentement ; circonstance indifférente en elle-même, et qui n'intéresse que les *porteurs*, les *voituriers* et les *faiseurs de coffres-forts*. Le luxe, les manufactures, les arts, l'industrie et l'économie étant dans cette supposition les mêmes qu'à présent, il est évident que l'intérêt serait également diminué, puisque cette diminution est la conséquence nécessaire de la réunion de toutes ces circonstances, qui déterminent toujours dans un État les profits du commerce, et la proportion entre le nombre des *prêteurs* et celui des *emprunteurs*. ¹⁹

¹⁸ *Ibid.* lib X, Ep. 62.

¹⁹ Réflexions du Traducteur. — On ne peut douter que l'accroissement du commerce étranger ne soit la cause nécessaire de l'augmentation de la quantité des espèces et des métaux dans un État qui ne possède pas de mines d'or ou d'ar-

gent ; et il est également démontré que l'accroissement du commerce étranger et de la quantité de métaux a précédé dans tous les États la diminution de l'intérêt de l'argent ; il y a donc lieu de s'étonner que l'intérêt de l'argent soit resté, en France, tel qu'il a été fixé, en 1665, par M. Colbert, quoique l'industrie et le commerce de ce royaume aient pris des accroissements prodigieux depuis cette époque et que la quantité de métaux et d'espèces soit considérablement augmentée depuis un siècle. On doit en être d'autant plus surpris, que, depuis 1576 jusqu'en 1665, c'est-à-dire dans l'espace de moins de cent ans, il y a eu des diminutions successives dans la fixation de l'intérêt de l'argent. En effet, l'intérêt légal a été fixé au denier douze par Henri III, en 1576, et, aux termes de son édit, on retirait légitimement un revenu de 1666 livres 13 sous 4 deniers d'un capital de 20,000 livres. Il a été fixé par Henri IV, en 1601, c'est-à-dire après un espace de vingt-cinq ans, au denier seize, et 20,000 livres ne pouvaient plus produire légitimement que 1,290 livres. Louis XIV, par son édit de 1634, postérieur de trente-trois ans à celui de Henri IV, l'a réduit au denier dix-huit, et le principal de 20,000 livres ne pouvait plus produire que 1,111 liv. 1 sous 2 deniers. Enfin Louis XIV, aidé des conseils de son ministre Colbert, l'a fixé au denier vingt, en 1665, et a réduit à 1,000 livres l'intérêt d'un principal de 20,000 livres, en sorte que, depuis 1576 jusqu'en 1665, c'est-à-dire dans l'espace de quatre-vingt-neuf ans, le revenu des rentiers et des propriétaires d'argent a été diminué de deux (60) cinquièmes. Ces diminutions successives pouvaient faire présumer, en 1665, qu'il ne s'écoulerait pas un siècle entier sans un changement dans la fixation de l'intérêt. Il est cependant resté au même taux auquel il a été fixé, il y a cent ans, et les *prêteurs* sont traités présentement aussi avantageusement qu'ils l'étaient au commencement du règne de Louis XIV, quoique le commerce soit bien plus florissant qu'il ne l'était alors, et que l'industrie soit fort augmentée ; il est même très vraisemblable que la masse des métaux, en ne faisant aucune distinction de la vaisselle, des bijoux, et des espèces d'or et d'argent, est augmentée de plus d'un tiers dans le royaume depuis 1665. Ce phénomène singulier, contraire aux principes si clairement expliqués par M. Hume, et à ce qui est arrivé chez nos voisins, doit dépendre nécessairement de quelques causes, et ne peut être l'effet du hasard : on peut en effet l'attribuer à trois principales, qui n'ont pas échappé à ceux qui ont écrit sur les matières d'administration : la première de ces causes est la grande quantité d'affaires de finance qui ont eu lieu en France depuis l'édit de 1665 ; la seconde consiste, dans les prêts multipliés, faits par les gens de finance à l'Etat, et les gains considérables qu'ils ont faits dans les fermes générales et particulières ; la troisième enfin est la grande quantité de matières d'or et d'argent retirées de la circulation, et employées en vaisselles et en bijoux.

L'intérêt de l'argent dépend nécessairement de la proportion entre le nombre des *prêteurs* et celui des *emprunteurs*. Toutes les fois que les sommes demandées à titre d'emprunt excéderont celles qu'on peut prêter, l'intérêt de l'argent sera haut ; le contraire arrivera toujours, lorsque les sommes à placer seront supérieures en masse à celles qu'on demandera à emprunter : c'est ce que signifie l'expression usitée par les notaires de Paris, lorsqu'ils disent que *l'argent est rare* ou *commun*. Jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, le royaume a

été perpétuellement agité de guerres étrangères, dont les dépenses ont occasionné des créations multipliées de charges et d'offices, et ont donné lieu à un grand nombre d'affaires extraordinaires qui ont obligé les traitants à avancer des sommes considérables, qu'ils ne pouvaient trouver que par la voie des emprunts. Les révolutions de la banque royale et les opérations forcées du système de 1720, qui ont suivi immédiatement la mort de Louis XIV, ont détruit presque toutes les fortunes particulières, et les propriétaires d'argent l'ont gardé longtemps entre leurs mains, et ont craint de s'en dessaisir ; enfin, depuis 1734 jusqu'en 1765, dix-sept années de guerre ont coûté un argent immense, qui a été remis au trésor royal, tant à titre de suppléments de finance exigés des pourvus des charges et offices, qu'à titre d'augmentations de fonds demandées aux gens d'affaires et aux financiers, et enfin par la conversion des cautionnements de leurs commis et employés en sommes réelles. Indépendamment de ces secours forcés, le roi a créé un grand nombre de rentes viagères et tontines, de billets de loterie, d'action des fermes et autres effets qui ont fourni aux propriétaires d'argent, et principalement aux financiers, un emploi avantageux des sommes qu'ils avaient entre les mains, et ont soutenu l'intérêt de l'argent à un taux où il n'aurait pas dû rester, attendu la grande augmentation du commerce et des richesses du royaume. Les gains immenses des financiers, depuis 1724 jusqu'en 1756, n'ont pas peu contribué à soutenir l'intérêt de l'argent : les profits des affaires de finance étaient si considérables, que les financiers ne faisaient aucune difficulté de payer un gros intérêt des sommes qu'ils étaient obligés d'emprunter pour faire leurs fonds, et les profits de toutes les affaires de finance les en dédommageaient avantageusement ; ils les partageaient même sans peine avec le public, par le paiement des intérêts qu'ils étaient obligés de lui payer, et on peut dire avec vérité que les fortunes faites dans les affaires de finance, ont contribué plus que toute autre circonstance à soutenir l'intérêt de l'argent.

Enfin, la quantité de vaisselle et de bijoux s'est prodigieusement accrue dans le royaume depuis 1665 ; il y a tout lieu de penser qu'une grande partie des métaux dont le commerce a enrichi la nation, a été employée à cet usage, ce qui a diminué l'accroissement de la quantité des espèces. La fonte de vaisselle portée aux hôtels des Monnaies, en 1759, a remis dans la circulation, et a converti en espèces une partie considérable de matières dont le commerce était privé ; cette opération a rassemblé des sommes assez considérables dans quelques mains et a fait augmenter un peu le nombre des *prêteurs*, d'autant plus que la crainte qui s'est emparée de tous les esprits, à l'occasion des lettres patentes de 1759, et de l'invitation de porter la vaisselle à la Monnaie, eu a fait fondre chez les orfèvres une quantité au moins égale à celle qu'on a portée aux hôtels des Monnaies. Il y a tout lieu de croire que le public a acquis par cette opération un fonds d'environ cinquante millions d'espèces monnayées circulantes depuis cette époque. L'effet (61) s'en fait ressentir, par la facilité avec laquelle le clergé emprunte dans le moment présent les douze millions qui lui sont demandés par le roi, ce qu'on ne devait pas espérer, attendu le peu d'intervalle qui s'est écoulé depuis les préliminaires de la paix, signés au mois d'octobre 1762.

Les affaires extraordinaires de finance qui ont eu lieu en France depuis 1665, les prêts faits au roi par les financiers, leurs gains considérables, et enfin la grande quantité de vaisselle et de bijoux fabriqués depuis cette époque, me paraissent être les causes nécessaires qui ont soutenu l'intérêt de l'argent dans ce royaume, malgré la grande augmentation de son commerce, et la quantité de métaux que ce même commerce y a attirée depuis un siècle. Il est très vraisemblable que le commerce de la France se soutenant, et prenant des accroissements proportionnés à celui de ses voisins, l'intérêt de l'argent y baissera de lui-même, et que, les *prêteurs* se trouvant en tout temps plus nombreux que les emprunteurs, il y aura nécessairement une diminution dans le prix de l'intérêt. Tous les auteurs politiques s'accordent à dire que ce moment fortuné ne peut être trop accéléré ; qu'il sera l'époque de la puissance du royaume, et le vœu de la nation paraît demander une loi qui fixe l'intérêt de l'argent à un taux au-dessous de celui où il est présentement.

Cette opération a été tentée, à deux fois différentes, depuis la mort de Louis XIV. L'intérêt de l'argent a été fixé au denier 50 en 1720, porté au denier 30 en 1724, et enfin rétabli au denier 20 en 1725. La fixation au denier 50 ne pouvait pas subsister longtemps ; elle était la suite des opérations forcées du système et trop onéreuse aux propriétaires de rentes, dont le revenu se trouvait diminué de plus de moitié. Cette fixation a pu être nécessaire jusqu'en 1724, pour soutenir les effets royaux, dont ceux qui avaient été traités le plus favorablement avaient été réduits au denier 40 ; et il était juste, après un temps de troubles et de révolutions dans les finances, et lorsque la fortune de tous les citoyens se trouvait assurée, de remettre plus d'égalité entre les propriétaires des terres et les possesseurs d'argent, et c'est sur ces principes que l'intérêt fut fixé en 1724 au denier 30, et qu'une somme principale de 20,000 livres ne pouvait rapporter légitimement que 666 livres 13 sols 4 deniers. Cette fixation d'intérêt au denier 30, ordonnée par la Déclaration de 1724, a pu paraître, avec raison, susceptible de quelques inconvénients. Le propriétaire des terres était traité trop favorablement par comparaison au rentier ; et, quoique la partie rentière de l'Etat doive être la moins ménagée, il est nécessaire cependant, comme le remarque M. de Montesquieu, de la protéger, et de ne pas donner à la partie débitrice trop d'avantages sur elle. Mais les ministres qui étaient pour lors à la tête du gouvernement paraissent avoir fait une faute irréparable en reprenant l'ancienne fixation de M. Colbert ; ils n'ont pas fait attention que ce grand ministre n'avait laissé qu'un intervalle de 31 ans entre la fixation du denier 18, et celle du denier 20 qu'il avait établie, et que s'étant écoulé 60 ans, depuis la fixation de M. Colbert, et le commerce ayant fait des progrès immenses en conséquence des établissements de ce grand ministre, il était nécessaire de profiter de son exemple, et de procurer à la nation tout l'avantage d'une diminution d'intérêt, dont le commerce, la classe industrielle du peuple, et les propriétaires des terres auraient profité, au grand avantage du royaume. La partie rentière, trop en souffrance par les réductions de 1720 et de 1724, a été trop favorisée par le rétablissement du denier 20, ordonné par la Déclaration de 1725 ; le denier 20 était celui que les circonstances où l'on se trouvait alors semblaient demander. La proportion était gardée avec les réductions précédentes, qui s'étaient faites successivement et par gradation ; le commerce du

royaume en aurait tiré les plus grands avantages, les propriétaires des terres auraient vu accroître leurs revenus, et l'Etat aurait épargné le quart des intérêts qu'il est obligé de payer présentement pour les arrérages des sommes que trois guerres consécutives ont forcé le roi d'emprunter.

David Hume, “Essai sur les impôts”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

Les personnes qu'on désigne en Angleterre sous le nom de *Gens d'affaires et de moyens*, et qu'on appelle *Financiers* en France, établissent pour maxime : *Que les nouveaux impôts, bien loin de ruiner les peuples, sont une source de richesses pour eux ; et que chaque augmentation du fardeau public augmente, dans la même proportion, l'industrie de la nation.*

Cette maxime, susceptible par elle-même des plus grands abus, est d'autant plus dangereuse, qu'on ne peut s'empêcher d'en reconnaître en grande partie la vérité, et de convenir qu'en la restreignant dans des bornes raisonnables, elle est fondée sur la raison et sur l'expérience.

Il semble, à la première vue, que les impôts établis sur les denrées dont le peuple fait usage, nécessitent les pauvres à diminuer leur dépense, ou à augmenter le prix de leurs journées et de leur travail ; mais l'expérience apprend que les ouvriers, forcés, par l'augmentation des impôts, à devenir plus laborieux et plus industrieux, sont en état de les payer, sans exiger une plus forte rétribution pour le prix de leur travail. Il est même certain que, lorsque les impôts sont modérés, qu'on les établit successivement et sans affecter les nécessités de la vie, ils contribuent souvent à exciter l'industrie d'une nation, et à lui procurer des richesses que sa situation, le climat et la nature du sol semblaient lui refuser. On peut observer, en effet, que les peuples les plus commerçants ont été dans tous les temps renfer-

més dans un territoire de peu d'étendue, et qu'ils n'ont pu devenir riches et puissants, qu'en surmontant les différents obstacles que la nature leur opposait. Tyr, Athènes, Carthage, Rhodes, Gênes, Venise, la Hollande sont des exemples frappants de la vérité de cette observation. L'histoire ancienne ne fait aucune mention de peuples commerçants et industriels, établis dans des pays aussi fertiles et d'une aussi grande étendue que la Flandre, l'Angleterre et la Hollande. La situation des Flamands et (63) des Anglais sur les bords de la mer, ainsi que la nécessité où ils se sont trouvés d'aller chercher dans des régions éloignées ce que le climat leur refusait, ont sans doute forcé ces nations modernes à se livrer au commerce. Le Français, peuple également spirituel et entreprenant, ne s'y est appliqué que longtemps après, et par une espèce de réflexion sur les grandes richesses que la navigation et l'industrie avaient attirées chez ses voisins.

Les pays dont Cicéron ²⁰ fait mention, comme étant les plus commerçants de son temps, sont Alexandrie, Colchos, Tyr, Sidon, Andros, Chypre, la Pamphylie, la Lycie, Rhodes, Chios, Bizance, Lesbos, Smyrne, Milet, Coos. Tous ces pays, à l'exception d'Alexandrie, n'étaient que de petites îles, ou des cantons renfermés dans des limites très étroites, et cette ville était redevable de tout son commerce à l'avantage de sa situation.

Puisque l'industrie et le commerce sont florissants dans les pays où les peuples sont obligés de se procurer des ressources contre les intempéries du climat et la stérilité de la terre, il y a tout lieu de croire que, dans les cantons plus favorisés par la nature, les impôts et les charges publiques peuvent produire le même effet. Le chevalier Guillaume Temple ²¹ n'attribue l'industrie des Hollandais, qu'à la nécessité résultante des désavantages de leur pays, et il en fait une comparaison frappante avec l'Irlande. *Dans ce pays, dit-il, l'étendue et la fertilité du sol, et le petit nombre d'habitants rendent toutes les nécessités de la vie à si bon marché, que deux jours de travail suffisent à un homme, pour lui faire gagner de quoi se nourrir tout le reste de la semaine ; et c'est la véritable cause de la nonchalance et de la paresse dont sont accusés, avec raison, les habitants de ce royaume. Les hommes, ajoute cet écrivain, sont naturellement portés à préférer le repos au travail, et ne se livrent à ce dernier, que lorsqu'ils y sont contraints. Le travail est cependant nécessaire à leur santé et à leur bonheur, ils ne peuvent même le quit-*

²⁰ Epist. ad Attic, lib. ix, Ep. 11.

²¹ Account of Netherlands, ch. 6.

ter lorsque la nécessité leur en a fait contracter l'habitude. Le passage du travail journalier au repos leur est peut-être même plus difficile à supporter, que celui du repos habituel au travail. L'auteur confirme cette maxime par rénumération des lieux où le commerce a été plus florissant, dans les temps anciens et modernes ; et il observe que les peuples commerçants ont été resserrés, dans tous les temps, dans un espace de terrain dont le sol et le climat forçaient les habitants à se livrer à l'industrie.

On peut également remarquer que dans les années de disette, c'est-à-dire dans le temps où les grains ont une valeur au-dessus de l'année commune (car je ne parle pas des temps malheureux de famine), les pauvres (64) sont plus laborieux, plus occupés, et se procurent avec plus de facilité les nécessités de la vie, que dans les années de grande abondance, où ils s'abandonnent à l'oisiveté et à la débauche. Beaucoup de fabricants m'ont assuré que, dans l'année 1740, lorsque le pain et toutes les nécessités de la vie étaient d'une valeur considérable, non seulement leurs ouvriers subsistèrent aisément, mais qu'ils gagnèrent assez pour payer les dettes qu'ils avaient contractées dans les années précédentes, où toutes les denrées étaient beaucoup moins chères. ²²

Je ne prétends pas être l'apologiste de toutes les taxes et de tous les impôts ; je conviens, au contraire, que, semblables à l'extrême nécessité, ils détruisent l'industrie et réduisent le peuple au désespoir, lorsqu'ils sont exorbitants ; j'avoue même qu'avant que de produire ces funestes effets, ils augmentent la valeur de toutes les denrées et de toutes les marchandises, ainsi que le prix de la main-d'œuvre. Le législateur prudent, et animé du désir de faire le bien de son peuple, ne doit jamais perdre de vue le degré où l'accroissement des impôts cesse d'être avantageux à l'industrie de la nation, et lui devient préjudiciable ; mais comme il n'est que trop ordinaire de s'en écarter, il est fort à craindre que les impôts ne se multiplient à un tel point dans tous les États de l'Europe, qu'ils n'y anéantissent à la fin toute espèce d'industrie ; l'excès sera la seule cause de ce malheur, s'il arrive jamais, et il n'en sera pas moins vrai que les impôts modérés, et répartis avec égalité, peuvent contribuer au progrès de l'industrie.

Le choix des impôts ne peut jamais être indifférent ; il est au contraire de la plus grande conséquence pour le bonheur et la puissance d'une nation ; ceux qui

²² Voyez à cet égard la fin du *Discours premier*.

se lèvent sur les marchandises de luxe sont préférables à tous les autres, et lorsqu'ils sont insuffisants, on doit y assujettir les marchandises et les denrées de nécessité. Le peuple, quoique forcé de se soumettre à ces impositions, ne les paie que volontairement, parce qu'il est le maître d'en acheter une moindre quantité ; il a d'ailleurs, dans cette forme d'imposition, l'avantage de les acquitter insensiblement et par parties ; il s'en aperçoit même à peine au bout de quelque temps, parce qu'il confond l'impôt avec le prix de la marchandise et de la denrée, dont la valeur est composée en partie du droit payé sur la consommation. Ces sortes d'impôts ne seraient accompagnés d'aucun inconvénient, si la levée en pouvait être faite sans frais, ou du moins avec aussi peu de dépense que pour ceux établis sur les propriétés. Ces derniers, quoique levés avec très peu de frais, sont plus onéreux au peuple, et moins avantageux au prince que les premiers, et les États ne sont obligés d'y avoir recours que pour suppléer au défaut des autres, dont il est très intéressant d'éviter l'excès.

(65) Les impôts arbitraires sont, de tous, les plus préjudiciables à une nation ; leur répartition ne peut jamais être égale et proportionnée aux facultés des contribuables, et devient une espèce de punition de l'industrie ; le peuple cherche à les éviter, en cachant ses richesses, et en vivant dans la pauvreté ; ils sont plus à charge par leur inévitable inégalité que par leur poids, et il est surprenant de les voir établis chez des peuples policés.

Les impôts personnels sont par leur nature dangereux, dans la supposition même que la répartition en pût être égale et proportionnée, par la facilité qu'ont les souverains d'ajouter peu à peu à la première somme, et de la rendre avec le temps excessive et insupportable. Les droits imposés sur la consommation des denrées et des marchandises, ne peuvent jamais être exposés au même danger, parce que la consommation diminue, à mesure que l'impôt s'accroît au-dessus de la proportion raisonnable, et que le revenu du prince diminue, par la raison qu'il a trop augmenté les droits sur la consommation, dont le principal avantage consiste en ce qu'ils ne peuvent jamais devenir excessifs et ruineux pour une nation.

Le changement introduit par Constantin dans les finances, fut une des principales causes de la chute de l'empire romain. Ce prince établit une capitation générale pour tenir lieu des dîmes, des douanes, et des excises, qui formaient précédemment le revenu de l'empire. Les peuples de toutes les provinces furent si excessivement opprimés par les exactions des receveurs publics, qu'ils allèrent au-

devant des armées victorieuses des nations barbares, et se mirent sous la protection de conquérants qui, ayant peu de nécessités et encore moins d'industrie, offraient aux vaincus un gouvernement préférable à la tyrannie raffinée des Romains.

On croit communément que les impôts, de quelque nature qu'ils puissent être et sous quelque forme qu'ils soient levés, retombent toujours sur le propriétaire de la terre, qui en est le seul et véritable débiteur, et que tous les autres contribuables ne font qu'avancer les sommes dont ils sont remboursés par ces propriétaires. Il est heureux que cette opinion prévale en Angleterre, où les propriétaires sont en même temps législateurs ; elle peut contribuer à les empêcher de perdre de vue les intérêts du commerce et de l'industrie ; mais j'avoue que ce principe, avancé par un célèbre écrivain, me paraît si contraire à la raison, qu'une autorité d'aussi grand poids était nécessaire pour le faire adopter. En effet, les hommes sont continuellement occupés du soin de se délivrer des charges communes à tous, pour les rejeter sur les autres ; mais comme ce désir et cette volonté sont dans tous les cœurs, et que chacun se tient, pour ainsi dire, sur la défensive, il n'est pas vraisemblable que dans cette espèce de combat les uns l'emportent entièrement sur les autres, et que le propriétaire soit la victime de la partie industrieuse (66) de la nation. On remarque, en effet, si on y fait attention, que dans la société les commerçants et les propriétaires des terres font des efforts mutuels les uns contre les autres. Les premiers ne travaillent que pour jouir de la récompense de leurs peines, en acquérant un bien solide, c'est-à-dire pour placer en fonds de terre les profits de leur commerce, ce qu'ils ne peuvent obtenir qu'en dépossédant les anciens propriétaires. Ceux-ci cherchent à s'en garantir, et ils y parviennent en ne dépensant que leurs revenus, et en évitant de contracter des engagements et des dettes, qu'ils ne pourraient acquitter que par la vente de leurs terres. Ils ont la même habileté par rapport aux impôts : ils cherchent également à s'en garantir, ou du moins à ne les pas supporter seuls, et à en partager le fardeau avec les commerçants ²³.

²³ Les négociants, dont l'objet est de faire fortune, ne sont pas occupés du désir d'être propriétaires de tels ou tels fonds de terre ; mais ils n'amassent des richesses que dans le projet de réaliser leur argent, et de se procurer des propriétés. Ils ne peuvent les acheter qu'en dépouillant l'ancien propriétaire. (Note de l'Auteur.)

Je ne puis finir cet essai sans faire remarquer au lecteur que les lois politiques, toujours rédigées dans la vue de remédier à un abus particulier, ou de rendre plus inviolable une règle de police, sont ordinairement suivies d'effets entièrement opposés aux principes qui les ont fait établir. Il en est de même en matière d'impositions. Personne n'ignore que le grand seigneur jouit, dans toute l'étendue de ses vastes États, d'un pouvoir absolu et sans bornes sur la vie et les biens de ses sujets ; et ces mêmes sujets, servilement soumis à l'autorité despotique de leur souverain, regardent comme une loi fondamentale de leur gouvernement, qu'ils ne peuvent être assujettis à de nouveaux impôts, et que le prince doit se contenter de ceux qui ont été en usage de tout temps dans son empire. Les Turcs ont résisté à leurs souverains toutes les fois qu'ils ont tenté d'enfreindre cette loi, dictée par un peuple qui cesse d'être esclave dans cette seule circonstance ; et plusieurs sultans ont éprouvé en différentes occasions les tristes effets de leur avarice. On s'imaginerait qu'un peuple, nourri et élevé dans cette opinion et dans ce préjugé, devrait être celui de l'univers le plus à l'abri de l'oppression ; il est cependant certain qu'il en est tout autrement ; le sultan, qui n'a aucun moyen régulier d'accroître ses revenus, permet aux bâchas et aux gouverneurs qu'il envoie dans les provinces, d'y opprimer et d'y vexer les peuples. Il ne les rappelle que lorsqu'ils se sont enrichis des dépouilles de ses sujets. Alors, sous l'apparence de les punir de leurs injustices et de leurs déprédations, il les condamne à mort, pour s'enrichir lui-même par la confiscation de leurs richesses. Si le sultan pouvait, à l'exemple des princes de l'Europe, lever de nouveaux impôts, dans les cas où les besoins de l'État l'exigent, l'intérêt du souverain serait inséparable de celui des sujets, et il ne leur demanderait que des impôts (67) modérés ; il sentirait alors que les impositions excessives sont également préjudiciables au prince et à l'État. Les peuples de cet empire reconnaîtraient bientôt aussi qu'il leur serait plus avantageux de fournir à leur souverain un secours de dix millions levés par imposition générale, que de lui laisser prendre un million d'une manière aussi inégale et aussi arbitraire ²⁴.

²⁴ *Réflexions du Traducteur.* — On ne peut s'empêcher de reconnaître la justesse des observations de M. Hume. Les impôts, quelque multipliés qu'ils aient été en Europe depuis un siècle, n'ont mis aucune entrave à l'industrie, qui s'est accrue, au contraire, au grand avantage du commerce général. L'or et l'argent du Nouveau-Monde y ont contribué sans doute, en répandant plus d'espèces dans la circulation, et en mettant les contribuables plus en état de satisfaire aux impositions demandées par les souverains. Dans tous les temps les peuples se sont élevés contre les impôts, et ne se sont soumis qu'avec peine, soit dans les

monarchies, soit dans les républiques, aux taxes nouvelles qui leur étaient imposées. On ne peut douter cependant que les souverains et les administrateurs des Etats ne se portent qu'à la dernière extrémité à la levée de nouveaux impôts. L'or et l'argent levés sur les contribuables ne restent pas en dépôt entre les mains des trésoriers, et dans le système présent de l'Europe, les nouveaux impôts, bien loin d'augmenter les richesses des souverains et des Etats, ne sont pas même suffisants pour acquitter les dettes contractées dans les temps de nécessité. En effet, toutes les taxes imposées en France depuis cent ans ont pour origine les dettes dont nos rois se sont rendus successivement débiteurs, pour soutenir les guerres dont l'Europe a été agitée ; et toutes les fois qu'on a augmenté les impôts ou établi de nouvelles taxes, le gouvernement y a joint des retranchements dans les dépenses et des réformes dans l'administration. Louis XV, beaucoup plus riche que son prédécesseur, serait hors d'état de dépenser en bâtiments, en fêtes et en somptuosités, les mêmes sommes que Louis XIV y a employées dans les années brillantes de sa vie. Tout l'argent que les nouveaux impôts font entrer dans ses coffres, en ressort aussitôt pour payer les capitaux et les intérêts des sommes prêtées à l'Etat depuis 1688 ; et on peut dire avec vérité que c'est moins le roi qui lève les nouveaux impôts sur ses peuples, que la partie créancière de ses sujets, dont les avances ne peuvent être remboursées que par la classe industrielle et les propriétaires des terres.

Lorsqu'il s'agit d'établir un nouvel impôt, ou de lever une nouvelle taxe, le roi est dans la triste nécessité ou de manquer aux engagements les plus légitimes, ou d'augmenter les charges de tous ses sujets ; dans cette affligeante alternative, la partie créancière obtient la préférence avec d'autant plus de raison, qu'elle a fait les avances à la décharge de la classe industrielle, et à celle des propriétaires des terres, auxquelles on aurait demandé dans les temps de nécessité, par la voie des impôts, les mêmes sommes que les rentiers ont prêtées au souverain ; d'ailleurs, il ne peut y avoir aucune comparaison entre la perte résultante d'une cessation de paiement qui ruine des familles entières, et une augmentation d'impôts déjà établis, et qui se répartissent en grande partie sur les créanciers de l'Etat, dont les propriétés et les objets de consommation ne sont pas exempts. Non seulement la justice réclame en faveur des créanciers de l'Etat, dans la triste nécessité de ne les pas payer, ou de mettre de nouveaux impôts ; mais on doit observer que le produit de ces mêmes impôts ne reste pas entre les mains du prince pour y être resserré. Il est au contraire répandu sur-le-champ et employé à rembourser des capitaux, ou à payer des arrrages de rentes. La dépense journalière de ceux qui reçoivent du prince les sommes qui leur sont dues, les fait aussitôt reverser entre les mains des propriétaires des terres et des ouvriers, et je crois qu'on peut soutenir avec raison que les dettes de l'Etat contribuent très sensiblement à l'activité de la circulation de l'argent, dont l'effet est de vivifier tous les canaux où il passe. S'il était possible de supposer que les dettes du royaume pussent être remboursées toutes à la fois, et que les créanciers de l'Etat fussent payés dans le même moment de 2 milliards 500 millions qui leur sont dus, et qu'ils ont prêtés au roi en différents temps, il est certain que le royaume ne serait ni plus riche, ni plus pauvre qu'il l'était dans l'instant précédent ; mais la circulation serait totalement arrêtée, les provinces n'auraient plus de débouchés de leurs denrées et de

leurs marchandises, (68) les vins de Champagne et de Bourgogne resteraient dans les celliers des vigneron, les fabricants d'étoffes cesseraient de travailler, l'argent disparaîtrait des provinces, et la capitale elle-même en serait privée pour longtemps ; le roi et son peuple seraient pauvres durant plusieurs années, les provinces et la capitale hors d'état de payer la moitié des impositions qui y sont levées dans l'état présent, et une pauvreté générale se répandrait dans tous les ordres des citoyens. Une chaîne invisible, et formée par le Créateur, lie ensemble toutes les parties d'un État, et les fait correspondre mutuellement ; une seule ne peut souffrir, sans que les autres ne s'en ressentent ; elles se tiennent réciproquement et ont des dépendances mutuelles invisibles, mais démontrées par l'expérience.

Ce serait donc une calamité générale dans la France, si d'un moment à l'autre elle se trouvait libérée de ce fardeau immense de dettes sous lequel elle paraît gémir, et qui est la source fatale des impôts. Cette calamité cependant ne serait que passagère et momentanée. Semblable à la grêle, elle ravagerait la campagne et les villes ; mais après un espace de quelques années, la circulation reviendrait, et ranimerait les différentes classes des citoyens ; le mal ne se ferait sentir que dans l'intervalle, qui paraîtrait également long et affligeant ; les peuples regretteraient plus d'une fois le spectacle envié des créanciers de l'État, dont les dépenses soutiennent la circulation et contribuent à l'aisance générale.

On peut remarquer, en effet, que les impôts, quelque multipliés qu'ils soient, n'ont pas empêché l'accroissement du luxe et de la dépense dans tous les ordres de l'État ; l'un et l'autre sont portés, au contraire, à un point dont nos pères n'avaient pas même l'idée. Les propriétaires des terres sont moins riches, mais leurs fermiers sont mieux habillés qu'autrefois, et les artisans des villes et de la campagne ont plus d'aisance que n'en avaient leurs pères ; les négociants et les fabricants font des fortunes moins rapides et moins considérables, que ceux du règne de Louis XIII et de Louis XIV ; mais leur nombre est quadruple de ce qu'il était il y a cent ans. Les offices de judicature sont diminués de valeur, et les magistrats d'aujourd'hui seraient hors d'état d'acquérir des charges sans revenu, au même prix que les acquéraient leurs ancêtres, qui y employaient la moitié de leur patrimoine ; mais au lieu des mules dont se servaient leurs pères pour aller au Palais, ils y sont conduits dans des voitures commodes et brillantes ; les diamants sont la parure ordinaire de leurs femmes, et les meubles les plus somptueux ornent leurs habitations, tant à la ville qu'à la campagne ; tout se ressent de l'aisance et des richesses de la nation ; les impôts, bien loin de les avoir altérées, semblent les avoir accrues, par la raison que les sommes qu'ils fournissent au prince ne restent pas dans ses coffres, mais lui servent à payer ses créanciers, qui les reversent à leur tour dans tous les ordres du peuple, au grand avantage de la circulation.

Ces réflexions paraissent prouver qu'il est de toute vérité que les impôts en eux-mêmes, tant qu'ils ne sont pas arbitraires, et que l'augmentation en est successive, ne peuvent être la ruine d'un État : les peuples ne sont écrasés que par la forme de leur perception, et non par leur masse. C'est le sentiment de M. Hume, et la France en est une preuve bien convaincante. En effet, malgré la grande augmentation des impositions levées depuis quatre-vingts ans, la na-

tion a fait dans le même espace de temps des progrès surprenants dans le commerce, et les peuples se procurent plus facilement aujourd'hui les nécessités et les commodités de la vie. Ce qu'on doit attribuer, 1° au changement de valeur de la monnaie ; 2° à la forme des impôts nouvellement établis.

Les changements survenus dans la valeur des monnaies ont diminué les anciens impôts, dans une proportion relative à l'augmentation des espèces. La richesse ne consiste pas dans la quantité plus ou moins grande des livres numéraires, dont les paiements sont composés, mais dans le poids et la quantité d'or et d'argent, qui constituent les paiements. Depuis 1680 jusqu'en 1690, le marc d'argent fin monnayé n'a valu que 28 livres 13 sols 8 deniers ; il est en 1765 de la valeur de 54 liv. 6 sols 6 den. 6/11 ; par conséquent un paiement de 300,000 liv. ne pouvait se faire en 1680 qu'avec 523 marcs d'argent, et il n'en faut plus que 276 pour payer la même somme en 1765. Si le recouvrement total des impositions payées en 1765 était le même qu'en 1680, et si le gouvernement n'avait pas établi depuis cette époque de nouveaux droits, le roi serait certainement bien moins riche présentement qu'il ne l'était pour lors ; mais quelques impositions ont été augmentées en livres numéraires, et on en a établi plusieurs qui n'existaient pas il y a 80 ans. Le détail succinct que je me propose de mettre sous les yeux du lecteur, en lui présentant le tableau des impositions les plus importantes, lui prouvera que le haussement des monnaies a été avantageux au peuple et que la classe des sujets qui méritent le plus de (69) faveur, c'est-à-dire, les habitants de la campagne, les cultivateurs et les ouvriers, sont traités à tous égards bien plus favorablement qu'ils ne l'étaient il y a près d'un siècle.

1° On voit , dans les *Recherches et Considérations sur les finances*, tome III, page 280, que la taille imposée dans les pays d'élection en 1683, montait à 35 millions, le marc d'argent fin valant alors, comme on vient de l'observer, 28 livres 13 sols 8 deniers. Le montant de la taille imposée dans les mêmes pays d'élection, en 1765, est de 46 millions ; et elle aurait dû être portée à 66,177,000 liv. si la proportion de la valeur des monnaies avait été conservée, ce qui forme en faveur des habitants taillables du royaume une diminution réelle de plus de 20 millions.

Il est vrai qu'en 1683, la capitation n'était pas encore établie, et que les taillables paient la plus grande partie de cette imposition ; mais il faut observer que le recouvrement entier de la capitation, imposée en 1765 sur tous les pays d'élection, est de 26 millions, dont il y en a au moins 8 payés par les villes exemptes de tailles, les nobles, les privilégiés, les secrétaires du roi, les officiers de sa maison, les trésoriers de France, les magistrats, etc., toutes personnes que leur naissance ou leurs emplois exemptent de taille. Il résulte évidemment de ce calcul que, malgré l'établissement de la capitation, les taillables, c'est-à-dire, les habitants de la campagne, paient réellement en 1765 moins de tailles que leurs prédécesseurs n'en payaient en 1683.

2° Les droits levés sur le sel ont été de tout temps regardés comme une imposition extrêmement onéreuse, principalement aux habitants de la campagne. Mais ce changement dans la valeur des monnaies a procuré à cet égard un soulagement encore plus sensible que par rapport à la taille. En effet, l'Ordonnance de 1680 fixe la valeur du minot de sel vendu dans le grenier de Paris, à 41

liv. Le marc d'argent fin valant alors 28 liv. 13 sols, la même mesure de sel ne se vend en 1765, malgré toutes les augmentations de droits, de sols pour livre, etc., que 57 liv. 16 sols, au lieu de 77 liv. 14 sols que le peuple serait obligé de la payer, si sa valeur avait été augmentée dans la proportion de celle des monnaies ; et cette différence opère en faveur du contribuable une diminution réelle d'un quart sur l'imposition. Le prix du sel est également fixé par l'Ordonnance de 1680, dans tous les greniers, soit de vente volontaire, soit d'imposition forcée, compris dans l'étendue des grandes gabelles ; la différence du prix entre les greniers est très peu considérable, et les augmentations successives qui ont eu lieu depuis 1680, ont été les mêmes dans tous les greniers des grandes gabelles, d'où il résulte que toute cette partie du royaume paie effectivement en 1765, par rapport à cette nature d'imposition, un quart moins qu'en 1680, ce qui est d'autant plus heureux, que cette imposition est forcée dans un grand nombre de greniers, et que la répartition ne s'en fait pas toujours avec l'exactitude et la proportion qui seraient à désirer. Le peuple, dont l'imposition est à cet égard diminuée d'un quart, a été en état d'augmenter sa consommation de sel. En effet, les personnes instruites de la distribution qui s'en fait dans les greniers, n'ignorent pas qu'elle est accrue de plus d'un tiers depuis 1680, ce qui a réparé avec avantage le tort que le roi s'était fait à lui-même en haussant la valeur des monnaies. Le prince reçoit présentement, au moyen de l'accroissement de la consommation, plus de marcs d'or et d'argent qu'en 1680, et chaque contribuable lui en fournit une plus petite quantité, pour avoir la même mesure qui lui était vendue, en 1680, un quart plus cher qu'il ne l'achète aujourd'hui.

3° Les droits de détail sur le vin et sur les autres besoins qui forment la principale partie de la ferme des aides, tombent entièrement sur le petit peuple, que la médiocrité de ses facultés met hors d'état de faire des provisions, et qui est forcé par sa pauvreté même, de payer plus que les riches, parce qu'il est obligé d'aller chercher sa boisson chez les détaillants. Les droits de détail, dans les villages et autres lieux non sujets aux droits d'entrée, ont été fixés par l'Ordonnance de 1680, dans la généralité de Paris ; à 6 l. 15 s. par muid de vin *vendu à Pot*, ce qui revenait pour lors dans la proportion actuelle de la monnaie à 12 l. 15 s. ; cependant, malgré les différentes augmentations de droits, les sols pour livre, etc., ce même muid de vin ne paie en 1765 que 9 l. 1 s. 6 d., ce qui fait une diminution réelle d'un peu plus du tiers ; il est arrivé par rapport à cette imposition ce qu'on vient d'observer sur les gabelles ; la consommation du peuple a été plus grande à proportion de la diminution du droit, et toutes les nouvelles plantations de vignes le prouvent incontestablement. La perte que le roi peut avoir éprouvée sur les droits de détail par le haussement des monnaies, n'a pas été seulement réparée par l'accroissement de la consommation, mais son revenu a été considérablement augmenté par les (70) nouveaux droits tapotés sur le fin et sur le *pied-fourché* à leur entrée dans Paris et dans les principales villes du royaume. En effet, par la même Ordonnance de 1680, un muid de vin entrant par eau dans la ville de Paris a été assujéti à payer 18 liv. pour tous les droits d'entrée, ce qui retenait à 34 liv. 2 sous de la monnaie actuelle ; on est obligé en 1765 de payer 51 liv. 19 s. pour rentrée de ce même muid de vin, et par conséquent plus de moitié en sus de ce

qu'il en coûtait en 1680. Il en est de même par rapport au *pied-fourché* ; tous les droits d'entrée sur un bœuf entrant dans la ville de Paris, ont été fixés par l'Ordonnance de 1680 à 3 liv. 4 s., ce qui revenait pour lors à 6 liv. 1 s. de la monnaie actuelle ; ce même boeuf paie en 1765 15 liv. 8s., ce qui fait une augmentation du double et d'une moitié en sus ; mais cette augmentation considérable, qu'ont produite les entrées de Paris dans les revenus du roi, ne fait aucun préjudice aux habitants de la campagne ; ils ont au contraire été soulagés par une diminution réelle sur les sommes qu'ils payaient en tailles et en droits d'aides et de gabelles ; et il me paraît démontré que l'augmentation de la valeur des monnaies a été avantageuse au petit peuple du royaume, dont les charges ont été réellement diminuées depuis 1680.

Le revenu du roi est cependant considérablement augmenté depuis cette époque ; il y a été forcé pour subvenir à la défense de son royaume, et pour s'acquitter des arrérages de rentes que les circonstances l'ont forcé de créer. La vente exclusive du tabac, les nouveaux droits d'entrée sur les objets de consommation des villes et principalement de Paris, l'imposition des deux vingtièmes, forment principalement l'augmentation des revenus du roi ; Mais, 1° les vingtièmes ne tombent en aucune façon sur le peuple ; ils ne sont payés que par les propriétaires ; la perception n'en est pas arbitraire, on ne paie qu'à proportion de son revenu, et la partie industrieuse du peuple, les cultivateurs, les ouvriers n'en ressentent pas le fardeau. 2° Le tabac n'est pas une denrée de nécessité, et la consommation en est absolument volontaire ; le petit peuple et les habitants de la campagne consomment en général peu de tabac ; ce sont les personnes riches et aisées, et principalement les habitants des villes qui en font usage, et s'il était possible de distinguer, dans les bureaux où s'en fait la distribution, la quantité qui s'en consomme dans les villes, de celle qui est enlevée par les seuls habitants de la campagne, on aurait la preuve que ceux des villes achètent plus des trois quarts de la totalité du tabac que vendent les fermiers généraux.

Les droits d'entrée dans les villes, et principalement à Paris, ont été indispensablement nécessaires pour en rendre le séjour plus dispendieux, et pour retenir les cultivateurs à la campagne ; ce sont d'ailleurs les habitants aisés de toutes conditions qui remplissent les villes ; il est juste que ce soit principalement sur eux que retombent les charges de l'État ; le gouvernement ne pouvait donc adopter de forme plus équitable que celle qu'il a choisie pour établir les nouvelles impositions que les circonstances ont exigées depuis 1680. Le petit peuple, les habitants de la campagne n'y sont pas assujettis ; ils ont au contraire profité du haussement de la valeur des monnaies, et malgré l'augmentation de la masse des impôts et l'accroissement des revenus du roi, ils sont réellement moins chargés d'impositions qu'ils ne l'étaient en 1680 ; les propriétaires, les personnes riches, sont les seuls qui supportent le poids des nouveaux impôts, et il en résulte une nouvelle source de circulation, qui donne, à la partie industrieuse et laborieuse de la nation, de nouvelles facilités pour subsister et se procurer les nécessités et les commodités de la vie.

David Hume, “Essai sur le crédit public”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

(71) Les peuples de l'antiquité, plus sages et plus prudents que les modernes, profitaient des temps de paix et de tranquillité pour former le trésor public, et le remplir des sommes dont ils prévoyaient avoir besoin un jour, soit pour attaquer leurs ennemis, soit pour se défendre contre leurs invasions ; ils ne connaissaient pas la ressource des impôts extraordinaires, et n'avaient pas même l'idée des emprunts publics, dont les nations de l'Europe font un usage si fréquent. L'histoire ancienne fait mention des sommes immenses amassées par les Athéniens, les Ptolémées et les autres successeurs d'Alexandre ; et les Lacédémoniens eux-mêmes, ce peuple si renommé par sa pauvreté et sa frugalité, possédait, au rapport de Platon ²⁵, un trésor public où l'Etat pouvait prendre des sommes considérables dans les temps de nécessité et de calamité. Arrien ²⁶ et Plutarque ²⁷ font le détail des richesses immenses dont Alexandre devint possesseur par la conquête de Suze et d'Ecbatane, et dont une partie avait été mise en réserve dès le temps de Cyrus. Il faut ignorer entièrement l'histoire grecque, pour n'avoir pas entendu parler des trésors de Philippe et de Persée, rois de Macédoine ; et l'Histoire Sainte nous ins-

²⁵ Alcib. I.

²⁶ Lib. III.

²⁷ In vita Alex. Il fait monter ces trésors à 80,000 talents, ou environ 15 millions sterJing. Quinte-Curce, liv. V, Ch. 2, dit qu'Alexandre trouva à Suze plus de 50,000 talents.

truit également de ceux d'Ezéchias et de quelques autres rois des Juifs. Les anciennes républiques des Gaules possédaient aussi un trésor public ²⁸, et le peuple romain avait des officiers préposés à sa conservation. Enfin, les empereurs les plus sages, tels qu'Auguste, Tibère, Vespasien, Sévère, etc., mirent en réserve des sommes considérables pour s'en servir dans le besoin, et dans le cas de quelque circonstance imprévue. Les peuples modernes, au contraire, s'accordent tous à engager les revenus publics ; ils ne doutent pas que leur postérité ne jouisse d'une paix (72) inaltérable, qu'elle ne soit assez heureuse et assez riche pour acquitter les dettes contractées par la génération précédente ; et, comme ils ont devant les yeux l'exemple que leurs pères leur ont transmis, ils ont une confiance égale dans leurs descendants, qui, plutôt par nécessité que par choix, sont forcés à leur tour de se reposer également sur la foi d'une nouvelle génération. Quoique quelques nations aient été assez heureuses et assez économes pour acquitter durant la paix les dettes contractées pendant la guerre, il n'en serait pas moins déraisonnable de préférer l'usage des peuples modernes à celui de l'antiquité. Les anciens étaient sans contredit plus prudents.

Les écrivains qui ont voulu justifier les peuples modernes, prétendent qu'on ne doit pas appliquer à l'administration politique des maximes d'économie, dont la vérité n'est incontestable que par rapport à la conduite que doivent tenir les particuliers dans la régie de leurs affaires ; et que les richesses d'un citoyen, quelque grandes qu'on les suppose, ne peuvent jamais être mises en comparaison avec celles des États. Je soutiens, au contraire, que cette différence n'est pas assez grande pour qu'on puisse adopter des maximes si opposées dans leur administration. Si les richesses des États sont incomparablement plus grandes, leurs dépenses nécessaires y sont proportionnées, leurs ressources, quelque nombreuses qu'elles puissent être, ont des bornes ; et comme la durée de leur existence ne peut être comparée à celle d'un particulier, et même d'une famille, ceux qui sont à la tête du gouvernement ne doivent adopter que des principes grands, durables, nobles et propres à maintenir la puissance publique durant une longue suite de siècles. Les hommes sont forcés quelquefois par l'enchaînement d'événements singuliers, et par une espèce de fatalité, à s'abandonner à la fortune et au hasard ; mais tout homme qui, dès les premières années de sa vie, s'est conduit sans prudence et sans réflexion, et qui n'a eu que le hasard pour guide de ses actions, ne peut s'en pren-

²⁸ Strabon, Liv. IV.

dre qu'à lui-même de ses malheurs, et n'en peut accuser que sa propre imprudence. Je conviens que les trésors publics peuvent être quelquefois nuisibles aux États, parce qu'ils donnent aux souverains et à leurs ministres des facilités pour entreprendre des expéditions imprudentes et qu'ils peuvent leur faire négliger la discipline militaire, par trop de confiance dans leurs richesses ; mais les dangers résultant de l'aliénation des revenus publics, sont encore plus certains et plus inévitables. La pauvreté, l'impuissance et l'assujettissement à des puissances étrangères en seront la conséquence nécessaire et infaillible.

La guerre est accompagnée chez les modernes de tous les genres de destruction, perte d'hommes, augmentation d'impôts, diminution de commerce, dissipation d'argent, pillage sur terre et sur mer. Dans l'antiquité, au contraire, comme les dépenses militaires étaient prises sur le trésor public, la guerre rendait les espèces d'or et d'argent plus (73) communes. L'industrie en était encouragée, et l'augmentation des richesses circulantes était une espèce de dédommagement des malheurs qui en sont la suite inévitable. Des gens d'esprit ont cependant soutenu de nos jours que les dettes publiques, en ne les considérant qu'en elles-mêmes, et indépendamment de la nécessité qui les avait fait contracter, étaient avantageuses aux États, et que, même en temps de paix, la création des rentes et des impôts pour les acquitter, était le moyen le plus sûr d'augmenter le commerce et les richesses des nations. Des principes aussi déraisonnables et aussi absurdes ne devaient être mis que dans la classe des éloges de la folie et de la fièvre, ainsi que des panégyriques de Busiris et de Néron, ou autres jeux d'esprit composés par des auteurs qui ont voulu amuser leurs contemporains ; mais, contre toute vraisemblance, ils ont été adoptés et soutenus par un de nos plus grands ministres, et par un parti tout entier. Les écrits publiés pour soutenir un paradoxe, qui n'était pas même spécieux, ne pouvaient sans doute régler la conduite d'un homme aussi sensé que my lord Orford ; mais ils ont servi du moins à lui conserver des partisans et à jeter de l'incertitude dans l'esprit de la nation.

Je vais mettre sous les yeux du lecteur les différents effets des dettes publiques, tant par rapport à l'administration intérieure d'un État, que par rapport aux affaires étrangères, et leur influence sur le commerce, l'industrie, la guerre et les négociations.

Les écrivains politiques parlent fréquemment de la circulation, et cette expression a été adoptée par les auteurs français ²⁹ : ce mot est selon eux *la pierre de touche* de toute administration politique, et ils le regardent comme une explication claire et le point décisif de tous leurs raisonnements. J'avoue que je n'ai pu jusqu'à présent découvrir la signification de cette expression en matière d'impôts et d'emprunts publics, quoique je n'aie cessé de la chercher depuis que j'ai commencé à réfléchir. Je ne puis concevoir, en effet, l'avantage que peut procurer à une nation le passage continuel de l'argent d'une main dans une autre ; et il m'est impossible de comparer la circulation des denrées et des marchandises avec celle des billets de l'échiquier et des actions de la compagnie des Indes. L'industrie est sans doute animée lorsque le négociant enlève les marchandises du manufacturier aussitôt qu'elles sont fabriquées ; lorsque le détaillant s'en fournit sur-le-champ chez le négociant, et lorsque le consommateur les achète promptement du détaillant ; ces différents achats réciproques, prompts et multipliés, encouragent le manufacturier, le négociant et le détaillant, à acheter et à fabriquer une plus grande quantité de marchandises, et à en perfectionner la qualité. Je sens qu'une circulation de cette espèce ne peut être arrêtée sans danger ; (74) que dès qu'elle cesse, toutes les mains industrieuses de l'État sont engourdies et ne produisent plus ce qui est utile aux citoyens ; mais la *galerie du Change* ne fournit aucune espèce de productions et ne donne lieu qu'à la consommation du café, des plumes, de l'encre et du papier. Le Change, et tous ceux qui le fréquentent, pourraient être ensevelis sous les eaux de la mer, sans qu'on s'aperçût d'aucune perte et d'aucune diminution dans le commerce, ni dans la production de quelque espèce de marchandises ou de denrées que ce puisse être.

Quoique le mot *circulation* n'ait jamais été expliqué par ceux qui insistent le plus sur les avantages qui en résultent, il faut convenir cependant que les dettes nationales présentent une apparence d'utilité. Le mal est dans ce monde toujours accompagné de quelque bien ; et c'est ce que je me propose d'expliquer, pour qu'on puisse en juger d'une manière sûre et certaine.

Les effets publics sont devenus parmi nous une espèce de monnaie et sont reçus dans les paiements à un prix courant, comme l'or et l'argent. Les dépenses nécessaires pour toute entreprise utile et avantageuse, n'empêchent pas qu'il ne se

²⁹ Voy. les différents écrits publiés en France par MM. Law, Melon et Dutot.

trouve assez de bras pour y travailler, et tout négociant riche peut se livrer au commerce le plus étendu, parce qu'il a des fonds suffisants pour faire face aux engagements qu'il est obligé de contracter. Les billets de banque, les actions des Indes, et tous les autres papiers publics, dispensent les négociants de conserver en nature et dans leurs coffres de grosses sommes d'argent ; ces effets leur en tiennent lieu, parce qu'un quart d'heure leur suffit pour les vendre et en recevoir la valeur en argent comptant, ou pour les engager à un banquier. D'ailleurs ces effets, qui donnent au propriétaire un revenu annuel, ne sont pas infructueux au négociant, tant qu'ils restent dans son portefeuille ; en un mot, nos dettes nationales fournissent aux commerçants une espèce de monnaie qui se multiplie continuellement entre leurs mains, et leur donne un gain certain, indépendant de celui de leur commerce.

Il se trouve en Angleterre, ainsi que dans tous les États commerçants, et débiteurs de rentes et d'effets portant intérêt, une classe d'hommes dont la fortune est partagée en fonds de commerce et en rentes. Ces citoyens, moitié commerçants et moitié rentiers, ne font qu'un commerce peu étendu, et se contentent de profits médiocres, parce que le commerce n'est pas leur seule et principale ressource, et qu'ils en ont une plus assurée, pour eux et leur famille, dans les revenus publics. Si l'État n'était pas débiteur d'effets portant intérêt, les riches négociants ne pourraient réaliser et mettre leur fortune à l'abri de tout danger, qu'en achetant des terres, et les terres ne peuvent jamais leur être aussi avantageuses que les fonds publics. En effet, toute propriété de terres exige des soins et des voyages, et partage le temps et l'attention d'un négociant. Il lui est impossible, dans le cas d'une spéculation avantageuse, ou d'un malheur (75) imprévu, de convertir des fonds de terre en argent, avec la même facilité que les papiers portant intérêt, dont l'État est débiteur. D'ailleurs, la possession des terres change bientôt le citoyen en campagnard, tant par les plaisirs simples et tranquilles qu'elle lui procure, que par l'autorité qu'elle lui donne sur les cultivateurs. Il y a donc tout lieu de penser que les États débiteurs de fonds publics renfermeront toujours plus de riches négociants que les autres, et que les pères de famille, enrichis par le commerce, y seront moins exposés au désir de quitter cette profession. Il faut avouer, en effet, que le

commerce peut dans ce cas devenir plus florissant, par la diminution des profits, la promptitude de la circulation, et l'encouragement de l'industrie ³⁰.

Je viens d'exposer tous les avantages que les dettes publiques peuvent procurer au commerce et à une nation ; mais si on les compare aux inconvénients qui en sont inséparables dans l'administration intérieure de l'État, il n'y aura plus de comparaison entre le bien et le mal qui en résultent.

1° Il est certain que les sommes immenses, levées dans les provinces pour payer les arrérages des rentes nationales, attirent dans la capitale une grande affluence d'habitants et de richesses ; et je ne doute pas que les grands avantages des négociants de Londres, sur ceux des autres parties du royaume, n'y contribuent beaucoup. Il est peut-être de l'intérêt public que la ville de Londres perde quelques-uns des avantages qui ont contribué à un agrandissement, qui paraît s'accroître tous les jours, et dont on peut craindre les conséquences. La ville de Londres est à la vérité si heureusement située, que son excessive grandeur a moins d'inconvénient qu'il n'en pourrait résulter d'une plus petite capitale dans un plus grand royaume ; je conviens aussi qu'il y a plus de différence entre la valeur des denrées et des nécessités de la vie, achetées à Paris on en Languedoc, qu'il n'y en a entre leur prix à Londres et dans le Yorkshire, et que la proportion est mieux observée. Je ne puis cependant m'empêcher de soutenir que la *tête* n'a pas de proportion avec le *corps*.

2° Les fonds publics sont une sorte de papier de crédit, et ont par conséquent tous les inconvénients de cette espèce de monnaie ; ils écartent l'or et l'argent des principales branches du commerce, bornent les espèces à la circulation commune, et augmentent la valeur de la main-d'œuvre et des denrées.

3° Les impôts établis pour payer les arrérages des dettes nationales (76) découragent l'industrie, augmentent le prix de la main-d'œuvre, et réduisent les pauvres à la mendicité.

³⁰ J'observerai à ce sujet, sans interrompre le fil du discours, que la multiplicité de nos dettes publiques contribue à baisser l'intérêt de l'argent, dont le Gouvernement doit diminuer le taux à mesure que le nombre des prêteurs devient plus grand. Ce raisonnement est contraire à la première apparence et à l'opinion commune, mais il est fondé sur l'influence des profits du commerce sur le prit de l'intérêt. (Note de l'Auteur.)

4° Comme les étrangers font partie des créanciers de l'État, ils nous rendent en quelque façon leurs tributaires ; et il pourrait arriver des circonstances où ils nous enlèveraient notre peuple et notre industrie.

5° La plus grande partie des fonds publics sont entre les mains de citoyens oisifs, qui ne vivent que de leur revenu ; ils deviennent par conséquent la récompense de la paresse et de l'oisiveté.

Tout lecteur dépourvu de préjugés conviendra sans doute, à la vue du tableau que je viens de lui présenter, que les dettes nationales font un préjudice réel au commerce et à l'industrie ; mais ce préjudice est encore bien inférieur à celui qu'en ressent l'État, considéré comme corps politique, et existant dans la société des nations, avec lesquelles il doit traiter, tant en guerre qu'en paix. Le mal est, sous ce point de vue, pur et sans mélange de bien ; aucun avantage ne peut dédommager des inconvénients, et ce mal est de sa nature le plus important de tous.

Il n'est pas douteux que, dans tout État débiteur de sommes considérables et empruntées à intérêt, ce sont les sujets eux-mêmes qui en sont les principaux créanciers, et que le surplus de la nation renferme les débiteurs. Il est également vrai que la partie débitrice s'acquitte envers la partie créancière, en se privant annuellement d'une portion de son revenu, qui passe entre les mains des rentiers. De ces deux propositions, évidentes par elles-mêmes, on en conclut communément que les dettes d'un État ne peuvent jamais contribuer à sa faiblesse dans l'ordre politique ; que tout leur effet est de transporter l'argent de la main droite dans la main gauche ; ce qui n'augmente et ne diminue la richesse de personne. Ces raisonnements et ces spécieuses comparaisons ne peuvent être adoptées que par ceux qui jugent sans réflexions et sans principes. Je pourrais leur soutenir, en employant le même raisonnement et la même comparaison, qu'un souverain peut exiger de ses sujets les impôts les plus excessifs, sans crainte de les ruiner, et que l'État sera toujours également riche et puissant. Cette proposition serait absurde et extravagante, parce qu'il est nécessaire, dans toute société, de garder des proportions entre la partie industrielle et la partie oisive ; mais cette proportion si essentielle à la conservation du corps politique ne subsistera plus, lorsque tous les impôts existant actuellement, se trouvant aliénés et hypothéqués aux créanciers de l'État, le Gouvernement sera obligé alors pour la défense commune d'en établir de nouveaux, ou d'augmenter les anciens ; et la masse en sera si considérable et si excessive, qu'elle entraînera la ruine et la destruction de la nation.

Tous les peuples ont des impôts, dont la perception est facile et est analogue aux mœurs et aux usages des habitants, et ils sont levés communément sur les denrées dont la consommation est la plus ordinaire ; les droits d'excise établis sur le malt et sur la bière produisent au (77) Gouvernement d'Angleterre un revenu considérable, parce que l'opération de brassage est difficile, et ne peut être secrète, et que la consommation de la bière n'est pas d'une nécessité assez absolue pour que le petit peuple soit vexé par l'augmentation de sa valeur. Si les créanciers de l'État absorbaient le produit entier de ces droits, et s'ils étaient uniquement affectés au paiement des dettes nationales, il serait indispensable d'établir une nouvelle imposition ; mais il est aisé de prévoir les difficultés que le peuple y opposerait ; les rigueurs qu'on serait obligé de mettre en usage pour le contraindre au paiement, et le désespoir auquel il serait réduit.

Tout le monde convient que les droits établis sur les propriétés sont d'un recouvrement difficile, et qu'ils sont levés avec moins d'égalité et de proportion, que ceux qui sont imposés sur les consommations. Ce serait donc un grand malheur pour la nation, si, après avoir porté ces derniers au plus haut degré où ils puissent monter, on était obligé d'avoir recours aux impôts dont l'établissement et la perception aggravent encore la charge des contribuables. Dans cette supposition, les propriétaires des terres ne seraient plus que les intendants et les fermiers du public. Et il serait fort à craindre que dans ce cas ils ne missent en usage tous les tours d'adresse que ces sortes de gens savent employer pour tromper leurs maîtres, et que la société ne fût remplie de trouble et de confusion. Est-il possible d'assurer encore à la vue de tous ces maux qu'une nation peut, sans inconvénients, ne mettre aucunes bornes à ses dettes, et que l'Angleterre conserverait toute sa force et toute sa puissance politique, dans le cas même où elle ajouterait, aux différentes espèces d'impositions déjà établies, une nouvelle taxe de 12 à 15 schellings par livre sur tous les revenus des terres ? Ce ne serait plus le simple transport de l'argent d'une main dans une autre ; tous les états seraient confondus, la ruine et la désolation seraient générales, et la nation entière serait bouleversée.

Les théologiens reprochent aux hommes leur indifférence sur l'observation de préceptes dont ils connaissent cependant toute l'importance et toute la nécessité. Les politiques sont dans le même cas que les théologiens par rapport aux dettes publiques. Les propriétaires des rentes n'ignorent pas que les ministres actuels ou leurs successeurs n'auront jamais un système d'économie assez sévère et assez

suivi pour amortir la plus grande partie de nos dettes ; et que les affaires de l'Europe ne leur donneront jamais le temps de pouvoir exécuter leur projet ³¹. Cette (78) indifférence sur un événement qui intéresse notre fortune, serait moins extraordinaire, si nous étions tous bons chrétiens, entièrement résignés aux ordres de la Providence, et détachés des biens de ce monde : les rentiers le prévoient, et y paraissent résignés ; mais ce sentiment, qui a l'apparence du plus grand désintéressement, n'est fondé que sur une longue habitude de jouir du moment présent , et sur l'espérance qu'il n'y aura que la postérité de malheureuse. Ils ont prévu, dès le premier emprunt, que les dettes publiques seraient portées au point où elles sont présentement, et ils ne peuvent se dissimuler quelle en sera la conséquence. Il faut, en effet, ou que la nation détruise le crédit public, ou que le crédit public détruise la nation. Il est impossible que l'un de ces deux événements n'arrive, et on en sera convaincu toutes les fois qu'on réfléchira attentivement aux dettes énormes que l'Angleterre a contractées, et au peu de précautions qui ont été prises pour les éteindre.

Le plan proposé il y a trente ans par M. Hutcheson, citoyen très estimable, pour amortir toutes nos dettes, fut approuvé par quelques personnes de bon sens ; mais fut trouvé par le plus grand nombre impraticable dans l'exécution. M. Hutcheson ³² prétendait que le public n'était pas débiteur de la dette nationale, que chaque particulier en devait une part proportionnelle, et qu'il la payait réellement au moyen des impôts auxquels il était assujéti ; en sorte que la somme payée par chaque citoyen dans la contribution des charges publiques, ne pouvait être regardée que comme sa part proportionnelle dans les intérêts dus aux créanciers, et dans les frais de recouvrement. Il concluait de ce raisonnement qu'il était possible

³¹ Dans les temps de paix et de tranquillité, les seuls où il soit possible d'amortir les dettes par des remboursements, les rentiers ne consentent pas à recevoir des fractions de capitaux dont ils sont embarrassés de faire emploi, et les propriétaires des terres s'opposent à la continuation des impôts nécessaires pour les remboursements. Le Ministre voudra-t-il suivre un plan désagréable à tout le monde, qui n'aura l'approbation que d'une postérité qu'il ne verra jamais, et d'un très petit nombre de contemporains raisonnables, hors d'état de lui procurer le suffrage du plus petit bourg du royaume ? Il n'est pas (78) vraisemblable que nous ayons jamais un ministre si mauvais politique ; Il ne s'en est pas encore trouvé jusqu'à présent, et leur habileté a été jusque là. (Note de l'Auteur.)

³² Hutcheson (Archibald) a publié, en 1721 : A Collection of treatises relating to the national Debts and Funds ; to wick is added a collection of treatises relating to the South Sea stock and scheme, etc., London, 1 v. in-f°. (E. D.)

de rembourser toutes les dettes de l'État par une contribution équitable, et proportionnée à la valeur de toutes les propriétés, et de libérer en même temps, par un remboursement général, les fonds de terre et les revenus publics. L'auteur de ce projet ne faisait pas attention que les ouvriers et les pauvres, hors d'état d'acquitter en un seul paiement la part dont ils sont débiteurs dans les dettes publiques, en paient cependant la plus grande partie par leur consommation ; d'ailleurs, les commerçants et les propriétaires d'argent ont toutes sortes de facilités pour déguiser ou cacher le véritable état de leur fortune, et les propriétaires des biens-fonds, soit en terres, soit en maisons, étant obligés de payer pour tout le reste de la nation, s'élèveraient avec la plus grande force contre une injustice et une oppression dont il n'y a jamais eu d'exemple. On n'a pas tenté de mettre ce projet à exécution, mais il est très vraisemblable que, lorsque les dettes nationales seront parvenues à leur dernier période, (79) que leur masse sera devenue destructive de toute espèce d'industrie, les faiseurs de projets se feront alors écouter, que le Gouvernement effrayé adoptera alors leurs visions chimériques, et que, comme le crédit public commencera pour lors à chanceler, le moindre mouvement sera suffisant pour le détruire, ainsi qu'il est arrivé en France en 1720. Je crois en ce cas pouvoir comparer sa chute à la mort du malade qui périt par l'effet même du remède que lui donne le médecin ³³.

Il est plus vraisemblable que les guerres, les défaites, les malheurs, les calamités publiques et peut-être même les conquêtes et les victoires, seront la cause nécessaire de la chute du crédit public, et forceront les souverains et les administrateurs des États à manquer à la foi nationale. J'avoue que, lorsque je vois les rois et

³³ Quelques États voisins mettent en usage un expédient singulier pour diminuer le fardeau des dettes publiques ; les Français ont coutume, à limitation de ce qui se pratiquait autrefois à Rome, d'augmenter la valeur de la monnaie, et le gouvernement s'en est rendu l'usage si familier, que cette opération ne fait aucun tort au crédit public. Tout édit, portant augmentation de la monnaie, est cependant une diminution forcée des dettes publiques et, sous un autre nom, une véritable banqueroute. Les Hollandais diminuent l'intérêt des rentes, sans avoir le consentement de leurs créanciers, ou, ce qui est la même chose, ils taxent arbitrairement les fonds de terre et toutes les espèces de propriété. Si nous pouvions adopter l'une de ces deux méthodes, nous ne courrions pas le risque d'être écrasés par nos dettes nationales. Et il n'est pas impossible qu'on en fasse quelque essai lorsque les dettes seront encore augmentées et les temps devenus plus difficiles ; mais le peuple anglais raisonne trop bien sur ce qui le touche, pour n'en pas sentir la conséquence, Et un essai si dangereux ferait tomber tout à coup le crédit public. (Note de l'auteur.)

les États se combattre et se disputer au milieu de leurs dettes et de leurs engagements, j'imagine voir une partie de *quilles* dans la boutique d'un marchand de porcelaine ; est-il possible d'espérer que les souverains épargneront une espèce de propriété, si onéreuse à eux-mêmes et au public, lorsqu'ils ont si peu d'égards pour la vie et les fonds de terre de leurs sujets, dont l'utilité est si grande pour eux et pour le public ? Il viendra un moment où la guerre forçant à de nouveaux emprunts, personne ne voudra prêter à l'État un argent dont le remboursement lui paraîtra trop incertain, mais dont l'avance peut être indispensable pour faire la campagne. Si dans le même temps la nation est menacée d'une invasion, ou si le nombre des mécontents est assez grand pour lui faire appréhender une révolte dans l'intérieur du royaume, le Gouvernement se trouvera alors dans l'impuissance totale de payer les troupes, de faire les provisions de vivres et de fourrages, de réparer les vaisseaux et même de contracter des alliances avec les étrangers. Le souverain et ses ministres ne peuvent balancer en pareil cas. La conservation de soi-même est un droit que les particuliers ne peuvent perdre ; à plus forte raison les sociétés, et nos ministres seraient plus imprudents que ceux qui les premiers ont prêté à l'État ; ils le seraient même encore plus que ceux qui ont continué de placer leur argent dans les fonds publics, si, ayant le pouvoir de préserver la nation (80) du plus grand danger, ils négligeaient d'en faire usage. Les impôts engagés aux créanciers publics cesseront alors d'être employés à leur destination ; ils seront mis au rang des revenus ordinaires de l'État, et suffiront à la défense commune. L'argent destiné au paiement de la demi-année des rentes sera porté dans la caisse de l'échiquier : la nécessité commande, la crainte presse, la raison exhorte, la pitié seule parie en ce cas en faveur des rentiers ; mais leurs plaintes et leurs représentations ne seront pas écoutées. Il serait contre le bien général de leur remettre l'argent qui leur était réservé. On l'emploiera sur-le-champ au service courant, en protestant cependant, de la manière la plus solennelle, que, le besoin passé, il sera aussitôt rendu à sa première destination. Ces promesses et ces protestations seront inutiles et superflues, la machine du crédit public, déjà chancelante, ne pourra se soutenir contre une secousse aussi violente ; elle tombera tout entière et écrasera sous ses ruines un millier de citoyens. Je nomme cet événement la mort naturelle du crédit public : il me paraît y tendre aussi certainement que tout corps animal tend à sa destruction et à sa dissolution ³⁴.

³⁴ Il est si facile de séduire le commun des hommes, que, malgré la grande se-

Quelque tristes que soient ces deux événements, on peut en prévoir un troisième encore plus malheureux. Dans les deux premiers, mille citoyens sont sacrifiés pour en sauver un million ; mais nous pouvons (81) craindre de voir le contraire, et qu'un million ne soit sacrifié au bonheur momentané de mille citoyens ³⁵.

cousse que recevrait le crédit public en Angleterre par une banqueroute volontaire, il y a cependant toute apparence qu'il réparaitrait quelques années après aussi florissant qu'auparavant. Les emprunts publics faits en France durant la dernière guerre, ont été à un intérêt plus bas que ceux du règne de Louis XIV, et à aussi bon marché que ceux qu'on a faits en Angleterre, proportion gardée du taux de l'intérêt établi dans les deux royaumes. Quoique l'expérience du passé ait communément plus de pouvoir sur la conduite des hommes, que ce qu'ils prévoient même avec une espèce de certitude, cependant les promesses, les protestations, les apparences séduisantes, et la jouissance du moment présent, ont une influence si puissante, que peu de gens ont la force d'y résister ; les hommes de tous les siècles ont été trompés et le seront par les mêmes amorces ; les mêmes tours d'adresse se répètent sans cesse et les séduisent toujours également. L'affectation de la plus grande popularité et du plus pur patriotisme est la route qui conduit à la puissance et à la tyrannie ; la flatterie précède la trahison, et le clergé même n'est peut-être occupé que de son intérêt particulier, lorsqu'il ne paraît agir que pour la gloire de Dieu. La crainte de ne pas voir revivre le crédit est une chimère inutile à combattre ; un homme prudent en effet prêterait plutôt au public immédiatement après la banqueroute, que dans le moment présent. De même qu'on préfère de prêter son argent à un fripon opulent, qu'on ne peut même contraindre à payer, plutôt qu'à un honnête homme ruiné ; par la raison que le premier, voulant mettre ordre à ses affaires, trouve son intérêt à se libérer, lorsqu'il est en état de le faire, ce qui n'est pas au pouvoir du dernier. Le raisonnement de Tacite, vrai dans tous les temps, s'applique très bien à la matière présente : *Sed vulgus ad magnitudinem beneficiorum aderat, stultissimus quisque pecuniis mercabatur. Apud sapientes cassa habebantur quæ neque dari neque accipi salva republica poterant.*

Le public est un débiteur que personne ne peut obliger de payer. Il n'est retenu, vis-à-vis de ses créanciers, que par l'intérêt de conserver son crédit. Cet intérêt peut être aisément contre-balancé par des dettes énormes et des conjonctures extraordinaires et difficiles ; en supposant même que le crédit fût perdu pour toujours. D'ailleurs, il est des cas où la nécessité présente force les États à prendre des partis entièrement contraires à leurs intérêts. (Note de l'Auteur.)

³⁵ Quelques personnes instruites assurent que le nombre des créanciers publics, tant naturels qu'étrangers, ne monte qu'à 17,000 : leurs revenus les mettent en état de tenir un rang considérable dans le monde ; mais dans le cas d'une banqueroute publique, ils détiendraient dans l'instant les citoyens les plus pauvres et les plus malheureux. La fortune et l'autorité de la noblesse et des propriétaires des terres ont des fondements plus solides ; et le combat serait bien inégal

Il sera toujours difficile et dangereux à un ministre, dans un gouvernement tel que le nôtre, d'ouvrir l'avis désespéré d'une banqueroute volontaire. La chambre des Pairs n'est à la vérité composée que de propriétaires de terres, et le plus grand nombre des membres de la chambre des Communes est dans le même cas. Les uns et les autres sont par conséquent peu intéressés dans les fonds publics, mais leurs liaisons avec les possesseurs de cette sorte de biens seront toujours assez grandes pour les rendre plus attachés à la foi nationale, que la prudence, la politique et même l'exacte justice ne l'exigeraient. Nos ennemis étrangers, ou plutôt notre ennemi, car un seul est redoutable pour nous, sachant qu'un parti désespéré serait le seul remède à nos maux, aura la politique de nous cacher le danger, et de ne le découvrir que lorsqu'il sera entièrement inévitable. Nos aïeux, nos pères et nous-mêmes avons toujours pensé, avec raison, que nous seuls pouvions conserver l'équilibre de la balance du pouvoir en Europe ; mais nos enfants, fatigués par la résistance, et retenus par les obstacles, resteront spectateurs de l'oppression et de la conquête de leurs voisins, jusqu'à ce qu'enfin vaincus par leurs créanciers, bien plutôt que par les armes de leurs ennemis, et dans la crainte de devenir esclaves de leurs concitoyens, ils appelleront un peuple étranger à leur secours, et s'abandonneront à la discrétion d'un vainqueur moins redoutable pour eux que leurs créanciers. Ce malheur, s'il arrive jamais, sera la *mort violente* de notre crédit public.

Il est impossible de décider dans quel temps notre crédit public sera détruit, ni des trois causes que je viens de décrire celle qui en occasionnera la ruine. Elles sont également vraisemblables, et le moment n'en est peut-être pas fort éloigné ; mais la raison les prévoit aussi clairement que le permet l'obscurité de l'avenir. Les anciens prétendaient que l'enthousiasme et une espèce de folie divine, s'il est permis de s'exprimer ainsi, étaient nécessaires pour être prophète ; il est certain

si nous en venions jamais à cette fâcheuse extrémité. On serait porté à prévoir cet événement pour un temps assez prochain, tel qu'un demi-siècle, si nos pères n'avaient pas déjà été de mauvais prophètes en cette matière, et si le crédit public ne s'était pas soutenu bien au-delà de ce qu'on pouvait raisonnablement espérer. Quand les astrologues de France prédisaient chaque année la mort d'Henri IV, ce prince avait coutume de dire que ces coquins auraient à la fin raison. Nous devons donc être assez prudents pour ne pas assigner de date précise à cet événement, et nous contenter d'être assurés qu'il arrivera. (Note de l'Auteur.)

cependant que, pour prédire les événements futurs que je viens d'exposer, (82) il suffit d'être dans son bon sens, et libre de la folie et de l'illusion populaire. ³⁶

³⁶ *Réflexions du Traducteur.* — Les Réflexions de M. Hume sur la différence de la conduite des peuples anciens, d'avec celle des modernes, ne me paraissent pas prouver que les uns aient été plus sages et plus prudents que les autres. Tout est relatif aux temps et aux circonstances ; ce qui est prudence dans un siècle, peut être témérité dans un autre. Les peuples de l'antiquité, dépourvus la plupart de commerce et d'industrie, ne possédaient que des richesses réelles, et n'avaient de revenus que les produits de la terre. Tous les citoyens des villes, ainsi que les habitants de la campagne, devenaient soldats et prenaient les armes pour la défense commune. Sans remonter même aux Grecs et aux Romains, nous savons que Charles VII est le premier de nos rois qui ait eu une milice réglée, soudoyée et toujours subsistante ; que, jusqu'à son règne, les communes étaient obligées de faire le service militaire ; que tous les seigneurs des fiefs y étaient pareillement assujettis, et que le ban et l'arrière-ban, convoqués dans la guerre de 1688, ont été les derniers vestiges de l'ancien usage du royaume. Les peuples et les princes faisant la guerre avec des troupes rassemblées dans les temps de besoins, et assujetties au service militaire sans recevoir de paie, n'étaient pas exposés aux dépenses énormes que les guerres modernes entraînent maintenant après elles. Les soldats conduits par les seigneurs des fiefs, ou fournis par les communes, se dédommageaient du défaut de solde par le pillage des terres devenues le théâtre de la guerre ; par le butin fait sur les ennemis, et par la rançon des prisonniers. Les princes rassemblaient donc sans grands frais sous leurs drapeaux un grand nombre de leurs sujets, attirés par l'espoir du pillage. L'artillerie et les munitions de toute espèce, nécessaires pour les guerres présentes, tant de terre que de mer, coûtent des sommes immenses dont les anciens souverains n'avaient pas même l'idée. Les fonds indispensables aujourd'hui pour faire une seule campagne, excèdent chez toutes les grandes puissances de l'Europe le revenu annuel des Etats et des souverains ; et il y aurait impossibilité de prolonger la guerre plus d'une année, si les peuples étaient forcés de payer des impôts proportionnés à la dépense.

Nous ignorons quels étaient les trésors amassés par quelques souverains de l'antiquité, et mis en réserve pour le cas de la guerre ; pourrait-on appeler aujourd'hui un trésor, ce qui ne suffirait pas pour payer les frais d'une seule campagne ? Or, il est certain que les rois ruineraient leurs sujets, et leur causeraient des maux irréparables, s'ils amassaient, et mettaient à part les sommes nécessaires pour la première année de la guerre.

La France a dépensé dans chacune des campagnes de la dernière guerre plus de 200 millions au delà des revenus ordinaires de son souverain ; cependant la totalité des impôts levés depuis 1756, jusqu'en 1763, n'a pas excédé chaque année de plus de 40 millions ceux qui ont été levés en 1765. Sans le secours des emprunts, le roi aurait été forcé d'imposer chaque année, pendant tout le cours de la guerre, plus de 160 millions au delà de ce que les peuples ont payé. L'impuissance totale d'y satisfaire les aurait fait succomber sous le fardeau, et ils auraient été réduits à ne pouvoir se donner les nécessités de la

vie ; toute espèce de commerce et d'industrie serait tombée tout à coup, et les ennemis profitant de l'épuisement du royaume, et n'étant pas chargés d'impositions accablantes, parce qu'ils se seraient servis de la ressource des emprunts, n'auraient éprouvé aucune résistance à l'exécution de leurs projets.

Il est donc démontré que les grands Etats de l'Europe ne se peuvent faire la guerre qu'en continuant l'usage pratiqué universellement d'ouvrir des emprunts publics pour subvenir à sa dépense ; les forces des Etats sont à cet égard dans une balance et un équilibre réciproques. Leurs ressources paraissent également épuisées par les dettes immenses contractées depuis un siècle, et la ruine du crédit public prévue et annoncée par M. Hume pour l'Angleterre, deviendra, si elle arrive jamais, contagieuse pour les autres Etats, et un mal général dans l'Europe. Il paraît cependant impossible que l'Angleterre fasse jamais une banqueroute totale, et qu'il arrive un moment où toutes les dettes publiques soient annulées. Un pareil événement ne pourrait arriver que par l'invasion subite d'un ennemi étranger, qui se rendrait maître de l'île, et y établirait un nouvel empire ; l'usurpateur serait ou un prince étranger qui voudrait ajouter de nouveaux Etats à ceux qu'il posséderait déjà, et dans ce cas les autres princes de l'Europe y apporteraient des obstacles insurmontables ; ou bien l'usurpateur serait un sujet rebelle qui ne (83) pourrait se maintenir dans son usurpation qu'en se soumettant aux lois du pays, en augmentant la richesse de l'Etat, et en prenant des mesures propres à soutenir le commerce et l'industrie de ses sujets. Comme la banqueroute totale en serait la destruction, durant un assez long espace de temps, il serait bien éloigné d'embrasser un pareil parti. C'est donc une crainte chimérique que celle d'une banqueroute totale. Aucun prince ni aucune république n'en ont donné jusqu'à présent l'exemple, et il me paraît impossible qu'elle arrive jamais dans aucun Etat de l'Europe.

Si la crainte d'une banqueroute totale me paraît mal fondée, et si les peuples sont en effet à l'abri de ce malheur, j'avoue que les Etats débiteurs seront toujours exposés à éprouver dans certaines circonstances un grand discrédit, et que la méfiance générale des peuples et des créanciers mettra les souverains et les administrateurs des républiques dans l'impuissance de contracter de nouvelles dettes : Ils seront même forcés à manquer à une partie de leurs engagements, à suspendre une partie des paiements, ou à prendre d'autres mesures également contraires à la foi publique ; mais les approches du discrédit, annoncé toujours par l'impuissance de nouveaux emprunts, obligeront les Etats à faire la paix, et à se procurer la tranquillité extérieure par des traités avec les puissances étrangères. La guerre une fois terminée, les ministres mettront en usage les moyens propres à rétablir le crédit ébranlé, et à ramener la confiance ; or, on ne peut y parvenir que par le retranchement d'une partie des arrérages, l'établissement d'une caisse de remboursement et la continuation d'une partie des impôts établis durant la guerre. Le retranchement d'une partie des arrérages, et la diminution des impôts doivent être combinés de façon que les revenus de l'Etat soient assez forts pour payer exactement les arrérages conservés et pour former tous les ans les fonds de la caisse des remboursements. L'exactitude dans le paiement des arrérages suffit seule en temps de paix pour soutenir le crédit public, lorsqu'il n'a pas été ébranlé ; mais les remboursements, joints au paiement exact des arrérages conservés, le rétabliraient

même entièrement, dans l'espace de très peu d'années, au cas même qu'il eût été anéanti ; la masse des remboursements s'accroissent tous les ans de la partie des arrérages des rentes éteintes, fera monter le crédit public au plus haut point où il ait jamais été, et attirera au gouvernement une confiance générale. Les rentiers affligés de la diminution d'une partie de leurs revenus se plaindront sans doute de la mauvaise foi du gouvernement ; les peuples assujettis à des impôts dont ils étaient persuadés que la paix les délivrerait, ne s'y soumettront de leur côté qu'avec peine. Mais les profits du commerce, les progrès de l'industrie, fruits de la paix, feront entrer sans cesse de nouvelles richesses dans l'Etat ; les impôts ne seront pas assez forts pour priver les peuples de la campagne de l'aisance nécessaire pour la bonne culture, et l'industrie faisant tous les jours de nouveaux progrès, les propriétaires des terres augmenteront leurs revenus. Les rentiers et les possesseurs d'argent, tous citoyens des villes, seront même bientôt embarrassés de leur argent ; ils auront annuellement des sommes considérables à placer, tant à cause des remboursements de leurs capitaux qu'ils seront obligés de recevoir, que par les nouvelles richesses que leur procurera le commerce ; ils aimeront mieux acheter des effets publics que de conserver dans leurs coffres un argent oisif, et ils feront revivre un crédit auquel la secousse précédente paraîtra n'avoir donné que plus de solidité.

La prolongation d'une partie des impôts établis durant la guerre, est sans doute dure et fâcheuse pour les peuples, et principalement pour les propriétaires des terres ; mais le mal ne peut être comparé à celui qui résulterait d'une banqueroute, capable d'engourdir pendant une longue suite d'années l'industrie de la nation, qui arrêterait tout le commerce, et qui s'opposerait à la vente répétée de toutes les marchandises et de toutes les denrées, qui est la seule et véritable circulation. De deux maux inévitables, le moindre doit être préféré, et la prolongation des impôts est sans contredit le moins destructeur et le plus supportable.

Les possesseurs d'argent et d'effets publics seront aussi affligés de la réduction des arrérages, que les propriétaires des terres le peuvent être de la prolongation des impôts ; mais lorsqu'ils réfléchiront qu'ils étaient menacés de la perte totale de leur fortune, et que le précipice commençait déjà à s'ouvrir sous leurs pieds, ils s'estimeront heureux d'être échappés à un danger si pressant, et d'avoir conservé la plus grande partie de leurs revenus.

Les plaintes et les murmures des différents ordres de citoyens ne seront donc que momentanés ; les propriétaires des terres cesseront de se plaindre de la continuation des impôts, lorsqu'ils verront accroître le prix de leurs baux. Le nombre des *prêteurs* (84) devenant tous les jours supérieur à celui des *emprunteurs*, les rentiers seront forcés de verser leurs fonds dans le commerce, ou de les employer à des défrichements et à des améliorations de terres. On travaillera de part et d'autre insensiblement à l'accroissement des richesses de l'Etat, et à l'augmentation du crédit public. Les plaintes des rentiers seraient alors d'autant moins fondées, qu'ils auraient joui durant longtemps d'un revenu plus considérable, et d'une perception bien plus facile que celle des propriétaires des terres. Ils ne doivent donc jamais oublier que leur revenu a toujours été exempt des impositions ; que les malheurs et les besoins de l'Etat ont au contraire contribué à l'accroissement de leur fortune, et que le crédit public

a été le fondement de leurs richesses ; ils ne peuvent par conséquent, sans injustice, se plaindre d'une opération qui empêche de tarir la source d'où elles sont dérivées.

M. Hume convient que les emprunts publics ont toujours été accompagnés de quelques avantages, dans tous les États qui en ont fait usage ; et il ne les attribue qu'à la condition de toutes les choses humaines, où le mal ne se trouve jamais sans être accompagné de quelque bien ; mais, par la même raison, on pourrait dire que, le bien absolu n'existant pas sur la terre, on ne doit pas s'étonner si les emprunts publics sont accompagnés de quelques inconvénients ; il est certain que les États qui jouissent d'un grand crédit, et où les emprunts ont été multipliés, sont ceux où le commerce est le plus florissant, l'industrie plus active, et les espèces d'or et d'argent plus communes. La France, l'Angleterre, la Hollande en sont des preuves sans réplique. Peut-on faire quelque comparaison, à cet égard, entre ces trois États et les républiques des Suisses, où le crédit public est inconnu, et qui sont les peuples de l'Europe où le commerce et l'industrie ont fait le moins de progrès ? La plupart de ces républiques où les mœurs n'ont pas changé depuis cent ans, n'exigent aucune contribution de leurs sujets ; le gouvernement n'est ni débiteur, ni créancier, mais les préposés à l'administration engagent leurs compatriotes à prendre parti dans le service des États voisins, et à soulager leur pays du soin de leur subsistance.

Les dettes publiques n'ont donc pas été jusqu'à présent la cause de la ruine des États, elles n'ont pas même été un obstacle à l'accroissement du commerce et de l'industrie ; elles ont à la vérité donné naissance à l'établissement de quelques impôts, mais leur masse a été mesurée avec la force des peuples, et ils ne se sont accrus que dans la proportion de leurs richesses. La charge ne s'en est même fait sentir qu'aux habitants des villes, et aux propriétaires des terres, et la classe industrieuse du peuple en a été exempte. Le retranchement d'une partie des arrérages est le seul mal véritable que puisse causer la multiplicité des emprunts ; mais ce retranchement ne se faisant que successivement, et, pour ainsi dire, insensiblement, dans un temps de paix et de tranquillité, ne peut apporter aucun trouble dans l'État, y causer de grands dérangements dans les fortunes particulières, ni même détruire pour toujours ce même crédit public.

Ce qui s'est passé en France dans les premières années du règne du roi, prouve évidemment que le crédit public est plus solide que ne le pense M. Hume. A la mort de Louis XIV, le royaume était dans la situation la plus triste, les provinces épuisées, les revenus publics consommés par anticipation, les impôts ordinaires insuffisants pour les charges. Plusieurs projets furent présentés à M. le Régent pour la libération de l'État ; celui de la réduction et du retranchement d'une grande partie des arrérages était du nombre. Le prince, dans l'espérance qu'un changement dans la forme de l'administration des finances soutiendrait le crédit, et fournirait des ressources pour satisfaire aux engagements, ne voulut faire aucune réduction, et approuva le fameux projet de M. Law, dont le résultat a été le renversement total de la fortune d'un grand nombre de familles, et une réduction de plus de moitié dans les arrérages de toutes les dettes de l'État. Cette opération forcée anéantit le crédit public du-

rant plusieurs années, mais lorsque le *Visa* eut assuré toutes les fortunes particulières, il parut sortir de sa cendre, et devint successivement, et en peu d'années, plus grand et plus étendu qu'il ne l'avait jamais été pendant tout le règne de Louis XIV. Le retranchement de la moitié de tous les arrérages des rentes paraissait à la mort du roi une opération violente et impraticable ; elle l'était en effet, et le royaume n'a pu la supporter, que parce que les événements du système l'ont, pour ainsi dire, amenée insensiblement ; mais un retranchement peu considérable dans les arrérages des rentes, joint à la prolongation de quelques impôts , est plus conforme aux besoins des différentes classes de citoyens, et n'entraîne pas les fâcheuses conséquences dont nos pères ont été témoins.

Le retranchement d'une partie des arrérages, et la prolongation de quelques impôts, (85) ne sont pas encore des moyens suffisants pour rétablir en peu de temps le crédit public, et lui donner toute l'étendue dont il est susceptible. Il faut de plus un fonds destiné à l'amortissement d'une partie des dettes ; que ce fonds soit toujours subsistant, et que l'emploi n'en puisse jamais être détourné à aucune autre destination. Ce fonds, augmenté tous les ans des intérêts des sommes remboursées, aura l'avantage non seulement de diminuer la masse des dettes, mais encore de répandre dans le public des sommes considérables, d'accroître le nombre des *prêteurs*, et par conséquent de faire baisser l'intérêt de l'argent, opération la plus utile au progrès du commerce, et la plus propre à soutenir le crédit public. S'il était possible d'employer ce fonds d'amortissement au remboursement des sommes principales dues aux étrangers, par préférence au remboursement de celles qui sont dues aux nationaux, l'opération en serait encore plus avantageuse, attendu que les sommes payées annuellement aux étrangers, pour les intérêts dont ils sont créanciers, sont bien plus onéreuses à l'État que celles qu'on paie aux nationaux. En effet, les créanciers régnicoles ne donnent lieu à aucune exportation d'espèces, la quantité en reste toujours la même dans l'intérieur du royaume, et se trouve toujours également employée dans la circulation ; mais les étrangers, créanciers de l'État, doivent toucher leurs arrérages dans le lieu de leur domicile ; et quoique le paiement leur en soit fait en lettres de change, et qu'il n'occasionne peut-être aucune exportation réelle d'espèces, dans les temps où le commerce de la France est avantageux, il empêche nécessairement les étrangers de solder les dettes de leur commerce en espèces, et il prive le royaume de la quantité de métaux dont son commerce lui aurait fait faire l'acquisition. Les nationaux verraient sans peine le fonds d'amortissement employé au remboursement des étrangers, chaque créancier public désirant la libération générale, et non pas son remboursement particulier. Les étrangers de leur côté s'empresseraient de prêter, dans le cas de nouveaux besoins, à un débiteur dont la fidélité à remplir ses engagements serait aussi sacrée ; et ne pouvant trouver dans leur pays qu'un intérêt très bas de leur argent, ils l'offriraient au roi à un taux supérieur à celui de leur nation, mais inférieur au taux légal de la France, et procureraient au roi les moyens de faire une conversion volontaire, dont l'effet serait le même que celui d'une réduction forcée, mais ne serait pas accompagné de ces mouvements violents, et de ces coups d'autorité qu'exige souvent la nécessité des circonstances.

La circulation résultante de la quantité des effets publics n'est pas un mot vide de sens, comme le prétend M. Hume. La circulation des marchandises et des denrées est sans contredit la seule qui soit utile à un État, et il n'est pas moins certain que cette circulation consiste dans leur prompt débit, et dans leur vente répétée entre les différentes classes de l'État. Les contrats, les billets, les actions, et les autres effets provenant des emprunts publics, peuvent, ainsi que l'observe M. Hume, être facilement convertis par ceux qui les possèdent, en espèces d'or et d'argent ; et cette facilité qu'ont les négociants de se procurer d'un moment à l'autre des sommes d'argent considérables, anime le commerce et l'industrie ; l'un et l'autre ne peuvent faire des progrès que lorsque les marchandises et les denrées ont un débit prompt et multiplié, et lorsque les cultivateurs, les fabricants, les négociants et les détaillants ne les gardent pas longtemps entre leurs mains. Puisque les effets publics donnent lieu à un plus grand commerce, et qu'ils animent l'industrie, il en résulte nécessairement qu'ils augmentent la circulation, et un mot, en l'appliquant à ces sortes d'effets, s'entend aussi facilement, que la circulation des espèces d'or et d'argent, dont le mouvement est la vie des États commerçants.

David Hume, “Essai sur la balance du commerce”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

Les nations qui ignorent la nature du commerce et ses effets, sont en usage d'interdire l'exportation des denrées et de toutes les matières dont la possession est précieuse par leur valeur, leur utilité et leur rareté. Elles ne considèrent pas que ces prohibitions sont absolument contraires à l'objet qu'elles se proposent ; que l'exportation d'une denrée en rend la production plus abondante chez le peuple cultivateur, et lui donne par conséquent la facilité d'en être le premier fourni, et à meilleur marché que ses voisins. L'exportation des figues était punie comme crime d'État par les lois de la république d'Athènes ; les Athéniens se réservaient pour eux seuls un fruit qui recevait une saveur particulière du climat de l'Attique et qu'ils estimaient trop délicieux pour en faire part aux étrangers. Cette ridicule prohibition était exécutée avec tant d'exactitude, que pour désigner à Athènes les dénonciateurs on se servait de l'expression de *sycophantes*, composée de deux mots grecs qui signifient *figue* et *délateur* ³⁷. On reconnaît par plusieurs actes anciens du parlement d'Angleterre la même ignorance de la nature du commerce ; et même encore aujourd'hui, malgré les progrès de la France dans la science du commerce, la crainte de la disette y fait presque toujours défendre l'exportation du

³⁷ Plutarchus, *de Curiositate*.

blé, quoiqu'il soit évident que cette prohibition contribue, plus que l'intempérie des saisons, aux famines fréquentes dont ce fertile pays est affligé ³⁸

La plupart des nations ont eu les mêmes frayeurs sur la sortie des espèces d'or et d'argent ; elles ont craint d'être dépouillées de leurs trésors, et il était nécessaire que l'expérience vînt au secours de la raison, (87) pour convaincre quelques peuples que les prohibitions de sortir les espèces ne servent qu'à hausser le prix du change, et en nécessitent une plus grande exportation.

Quelque grossières et quelque évidentes que soient ces erreurs, les nations les plus commerçantes en retiennent toujours une jalousie mutuelle sur la balance de leur commerce, et sont réciproquement agitées de la crainte d'être privées un jour, par l'acquisition des marchandises étrangères, de tout leur or et de tout leur argent. Cette frayeur me paraît, dans tous les cas, chimérique et sans aucune espèce de fondement ; il est aussi impossible qu'un royaume peuplé et industriel se trouve sans espèces, qu'il l'est de voir tarir nos sources, nos ruisseaux et nos rivières. Tant que le Gouvernement continuera ses soins pour conserver notre population et notre industrie, nous pouvons être assurés de ne perdre aucune de nos richesses.

Des suppositions et des faits très incertains servent de base à tous les calculs employés pour connaître la balance du commerce, qu'on détermine ordinairement par les registres des douanes et le prix du change. Tout le monde convient que les registres des douanes sont insuffisants. Il en est de même du prix du change, à moins qu'on n'en fasse une étude particulière pendant le même espace de temps chez toutes les nations, sans distinction de celles qui sont plus ou moins commerçantes, et qu'on n'ait une connaissance certaine de toutes les sommes qui sont soldées en espèces chez tous les peuples, ce qu'on peut assurer être impossible. C'est par cette raison que tous ceux qui ont écrit sur la balance du commerce d'Angleterre, n'ont appuyé leur système que sur la quantité et la valeur des marchandises et des denrées importées et exportées chez les nations étrangères.

Il y eut une alarme générale en Angleterre, lorsqu'on vit dans les écrits de M. Gee ³⁹ une espèce de démonstration, appuyée sur les détails les plus circonstan-

³⁸ Depuis que M. Hume a composé cet Essai, le commerce du blé a été rendu libre avec les étrangers. (*Note du Traducteur.*)

Cette liberté n'était pas sans restrictions. Elle avait été accordée par l'édit de 1764 qui ne tarda pas à être révoqué. E. D.

³⁹ The trade and navigation of Great-Britain, ch. 34.

ciés, pour prouver que la balance du commerce était tellement désavantageuse, que la nation devait être entièrement épuisée d'or et d'argent dans l'espace de cinq ou six ans ; mais vingt ans se sont écoulés depuis la publication de cet ouvrage, l'Angleterre a été engagée dans une guerre étrangère extrêmement coûteuse, et les personnes (88) instruites sont persuadées que le royaume est aujourd'hui plus riche en espèces qu'il ne l'a jamais été.

Le docteur Swift, cet auteur ingénieux dont le talent propre était de saisir le ridicule, et de faire sentir l'absurdité de quelques préjugés, parle de la balance du commerce de l'Irlande d'une manière assez plaisante. Il dit, dans son essai sur l'état de l'Irlande, que toutes les espèces monnayées de ce royaume montaient à cinq millions sterling, dont la cinquième partie passait tous les ans en Angleterre ; que cette exportation d'argent, et celle qu'occasionnaient quelques autres objets de commerce étranger de peu de valeur, ne pouvait être compensée que par le médiocre profit que procure à quelques négociants irlandais l'importation du vin de France en Angleterre, et que par conséquent, dans l'espace de moins de six ans, il n'y aurait plus en Irlande que deux millions sterling d'espèces monnayées. Si ce raisonnement du docteur n'avait été une plaisanterie, il y a plus de trente ans que l'Irlande serait sans or et sans argent ; mais, quoique cette fausse prophétie fût propre à faire sentir le peu de cas qu'on devait faire des prétendus politiques qui raisonnaient de son temps sur la balance du commerce de l'Irlande, je ne puis douter cependant que leurs fausses opinions n'aient encore des partisans, et que même elles n'en acquièrent tous les jours.

Toutes les personnes dont les vues sont peu étendues, ou qui sont prévenues contre le Gouvernement, paraissent toujours appréhender les suites funestes de la

Gee (Joshua), marchand de Glasgow, fut l'un des principaux collaborateurs du journal *The british merchant*, fondé en 1713 pour défendre les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne contre ceux de la France. Les numéros de cette revue, arsenal des prohibitionistes de l'époque, furent réunis plus tard par Ch. King sous le titre de *The british merchant, or commerce preserved*, London, 1721. 3 vol. in-8 traduits plus ou moins complètement par Forbonnais.

Fidèle à ses principes, Gee fit paraître en 1730 : *The trade and navigation of Great-Britain considered ; Showing that the surest way for a nation to increase in riches is to prevent the importation of such foreign commodities as may be raised at home, etc.*, Lond. 1 vol. in-8. ; 6ème édit. 1 vol. In-12. Glasgow, 1735. E. D.

balance du commerce, qu'elles soutiennent être extrêmement désavantageuse à l'Angleterre. Comme il est impossible de réfuter leurs raisonnements par le détail exact de la quantité et de la valeur des marchandises exportées, qui servent de paiement à celles qui sont importées dans le royaume, je vais mettre sous les yeux du lecteur quelques observations qui me paraissent prouver que, tant que l'Angleterre conservera sa population et son industrie, la balance du commerce ne pourra jamais lui être désavantageuse, ni entraîner la ruine de l'État. Supposons en effet que les quatre cinquièmes de toutes les espèces monnayées, existantes présentement en Angleterre, disparaissent tout à coup, et que le royaume n'en possède que la même quantité qui y était sous les règnes des Henri et des Edouard, et examinons quelle serait la conséquence de cet événement. Les denrées, la main-d'œuvre, les journées des ouvriers diminueraient sur-le-champ de valeur dans la même proportion, et tous les objets de commerce se vendraient et s'achèteraient dans l'intérieur du royaume, sur le même pied qu'ils se vendaient et s'achetaient il y a trois siècles. Dans ce cas, aucune nation de l'Europe ne pourrait être en concurrence avec nous pour la vente de ses denrées et de ses marchandises dans les marchés étrangers ; notre navigation serait bien moins coûteuse que celle des autres peuples, et nous gagnerions beaucoup en vendant nos marchandises à un prix fort inférieur à celui auquel ils pourraient vendre les leurs. Cette préférence pour la (89) vente nous mettrait en état d'acquérir en très peu de temps la quantité d'espèces que nous aurions perdue, et nous serions bientôt de *niveau* avec toutes les nations voisines ; mais nous ne pourrions parvenir à ce *niveau* sans perdre en même temps l'avantage du bon marché, et nous trouvant alors au même point où nous étions précédemment par rapport à la quantité des espèces, nous cesserions d'en acquérir de nouvelles.

Faisons une supposition contraire, et admettons que la quantité des espèces existantes en Angleterre se trouve tout à coup quintuplée de ce qu'elle est présentement. Les denrées, les marchandises, les journées des ouvriers augmenteront sur-le-champ de valeur dans la même proportion, et les nations voisines seront hors d'état d'acheter notre superflu ; mais elles s'en dédommageront avec grand avantage, en nous vendant leurs denrées et leurs marchandises, dont aucune loi ne pourra empêcher l'importation ; ce qui fera sortir notre argent jusqu'à ce que nous soyons de *niveau* avec elles, et que nous ayons perdu cette grande supériorité de richesse qui n'aura été désavantageuse qu'à nous-mêmes. Il est évident que les

mêmes causes qui réformeraient ces inégalités exorbitantes que nous venons de supposer, doivent les prévenir et les empêcher d'arriver, et conservent, chez toutes les nations voisines, la quantité de leurs métaux dans la proportion de leur population et de leur industrie. L'eau est toujours de niveau, ou tend à s'y mettre ; les naturalistes en donnent pour raison, qu'une masse d'eau s'élevant d'un côté, et sa pesanteur n'étant plus soutenue, cette même masse doit tomber jusqu'à ce qu'elle trouve un contre-poids, et que la même cause qui rend à l'eau son niveau lorsqu'elle l'a perdu, doit toujours l'y maintenir ⁴⁰.

Les trésors immenses que les Espagnols ont apportés des Indes se sont répandus dans toute l'Europe, et aucune force humaine n'aurait pu les retenir en Espagne. Quel moyen, en effet, aurait-on pu employer pour empêcher les habitants de l'autre côté des Pyrénées de franchir ces montagnes et d'introduire en Espagne leurs denrées et leurs marchandises, dont la valeur aurait augmenté dans la proportion de la difficulté du transport ; les propriétaires de ces marchandises et de ces denrées, encouragés par un gain immense, n'auraient-ils pas surmonté toutes les difficultés que l'avarice des Espagnols leur aurait opposées ? Ce niveau, dans lequel il est impossible que les espèces ne soient pas maintenues, et qui les force à se répandre hors de l'État qui les a acquises, explique pourquoi toutes les nations de l'Europe gagnent à présent dans leur (90) commerce avec l'Espagne et le Portugal. Les souverains de ces deux royaumes ont désiré, dans tous les temps, que leurs sujets ne partageassent pas avec les étrangers les richesses qu'ils avaient acquises ; mais les lois qu'ils ont publiées pour en empêcher la sortie ont été insuffisantes, et en quelque manière impraticables.

Il peut arriver cependant qu'une certaine quantité d'eau se maintienne au-dessus de son niveau, lorsqu'on lui ôte toute communication avec l'élément qui l'environne. Il peut y avoir également, par rapport aux espèces d'or et d'argent, des obstacles physiques qui, coupant toute communication d'un État avec un autre, laisseraient subsister une très grande inégalité dans leurs richesses réciproques. L'éloignement immense où nous sommes de la Chine, et les privilèges exclusifs

⁴⁰ Le prix du change contribue à maintenir la balance du commerce et à l'empêcher de devenir trop préjudiciable à une nation ; lorsque la valeur de nos importations excède de beaucoup celle de nos exportations, le prix du change est contre nous, et cette perte, lorsqu'elle excède ce qu'il en coûterait pour le port des espèces chez la nation créancier nous oblige à les y transporter, car le change ne peut jamais être au-dessus du prix de la voiture. (Note de l'Auteur.)

de nos compagnies, empêchent que ce *niveau* ne s'étende jusque dans cet empire, où l'or et l'argent sont en moins grande abondance qu'en Europe. Cependant, malgré les difficultés physiques et morales qui s'opposent à ce que les espèces d'or et d'argent soient transportées de l'Europe dans l'empire de la Chine, on ne peut s'empêcher d'observer qu'elles y sont, pour ainsi dire, entraînées ; en effet, quoique les ouvriers européens surpassent beaucoup en adresse et en habileté ceux de la Chine, l'Europe perd dans le commerce qu'elle entretient avec cette partie du monde ; et, sans les retours continuels d'or et d'argent que les négociants espagnols tirent annuellement de l'Amérique, la masse des métaux précieux diminuerait insensiblement en Europe, et augmenterait en Chine, jusqu'à ce que le *niveau* se fût établi entre ces deux parties du monde. Il est certain que, si cette industrieuse nation était aussi près de nous que la Pologne et la Barbarie, la plus grande partie des trésors des Indes lui serait réservée. On peut expliquer ce phénomène sans avoir recours à l'attraction physique ; en effet, l'attraction morale qui tire son origine des intérêts et des passions des hommes, est au moins aussi puissante et aussi certaine.

Les provinces dont les différents royaumes sont composés, ne conservent entre elles leur balance, que par la force de ce même principe ; c'est-à-dire, par l'impossibilité où est l'argent de perdre son *niveau*, et la nécessité qui le maintient toujours dans la proportion du travail et des denrées de chaque province. Si une longue expérience ne rassurait pas sur les sommes considérables que fournissent annuellement les provinces aux villes capitales, que de tristes réflexions n'aurait-on pas été dans le cas de faire, à la vue des calculs d'un habitant du Yorkshire ! Cet hypocondriaque, dans un accès de mélancolie, calculait toutes les sommes que cette province fournissait à la ville de Londres, tant pour le paiement des impôts, que pour l'achat des marchandises, et le transport des revenus que les propriétaires y consumaient au préjudice de la province, où l'argent ne paraît rentrer qu'en bien moins grande quantité qu'il n'en sort. Il n'est pas douteux que, si l'héptarchie (91) subsistait encore, le gouvernement de chaque État serait continuellement alarmé de la crainte de perdre par la balance du commerce ; et comme il est très vraisemblable que le voisinage des peuples aurait nourri et excité la haine qu'ils se seraient portée les uns et les autres, leur jalousie mutuelle les aurait engagés à gêner réciproquement leur commerce et à le charger de taxes et d'impôts. Depuis que la réunion de l'Ecosse et de l'Angleterre n'a fait qu'un peuple de ces

deux nations, on ignore à laquelle des deux la liberté du commerce a été avantageuse. Si depuis cet événement les Écossais ont acquis de nouvelles richesses, on ne le peut attribuer qu'à l'augmentation de l'industrie, qui a fait de grands progrès parmi eux. Avant cette réunion, les deux nations, craignaient réciproquement que la liberté du commerce ne leur fut nuisible, et que leurs voisins ne parvinssent à les dépouiller de leurs anciennes richesses. Le temps seul a pu prouver que ces craintes étaient également mal fondées chez l'un et l'autre peuple.

Ce qui arrive dans de petits États, doit également arriver dans de plus grands. De quelque nature que fussent les lois romaines par rapport au commerce, les provinces qui composaient l'empire romain conservaient leur balance entre elles et avec l'Italie ; comme nous voyons présentement cette même balance exister entre les différents comtés de la Grande-Bretagne, et les différentes paroisses de chaque comté. Quiconque voyage en Europe peut reconnaître par lui-même et par le prix des denrées, que, malgré la fausse jalousie des princes et des États, l'argent s'est maintenu partout à son *niveau*, et qu'il n'y a pas plus de différence à cet égard entre les royaumes, qu'il ne s'en trouve entre les provinces d'un même État. Les hommes vont habiter d'eux-mêmes les lieux situés sur les rivières navigables, les ports de mer, et les villes capitales. C'est dans ces endroits où les hommes sont rassemblés en plus grand nombre, qu'on trouve plus d'industrie et plus de denrées, et par conséquent plus d'argent : mais cette quantité d'argent est toujours en proportion de la population et de l'industrie, et c'est ce qui en maintient le *niveau* ⁴¹.

La France est pour nous un objet perpétuel de jalousie et de haine. Le premier de ces sentiments n'est fondé que sur de trop bonnes (92) raisons, mais l'un et l'autre ont donné lieu aux barrières sans nombre que les deux nations ont opposées

⁴¹ Il faut observer avec soin que dans tout ce Discours, partout où je parle du *niveau* de l'argent, j'entends toujours son niveau proportionné aux commodités, au travail, à l'industrie et à l'abileté qui se rencontrent dans chaque Etat : j'ose assurer que, dans les pays où ces avantages sont le double, le triple, le quadruple de ce qu'ils sont dans les autres Etats, l'argent sera aussi infailliblement double, triple ou quadruple. La seule circonstance qui peut détruire l'exactitude de ces proportions, consiste dans les frais de transport des marchandises d'un lieu à un autre, et ces frais sont quelquefois inégaux. Ainsi le blé, le bétail le fromage et le beurre de la province de Derby, ne peuvent tirer d'argent de Londres, autant que les manufactures de Londres en tirent de Derby. Mais cette objection n'est qu'apparente, car autant le transport des marchandises est coûteux, autant la communication entre les places de commerce est défectueuse. (Note de l'auteur.)

mutuellement à leur commerce réciproque, et dont on nous accuse d'avoir donné l'exemple. Quels avantages en avons-nous retirés ? Nous ne vendons plus aux Français nos étoffes de laine, et nous allons chercher en Espagne et en Portugal, un vin plus cher et moins agréable que celui dont nous pouvions nous fournir en France. La plupart des Anglais croiraient l'Etat sur le penchant de sa ruine, si les vins français pouvaient être transportés en Angleterre en assez grande abondance, et y être vendus assez bon marché pour que le peuple en fît sa boisson ordinaire, par préférence à la bière et aux autres liqueurs du pays ; mais, si on voulait écarter tout préjugé et raisonner sans passion, il ne serait pas difficile de prouver que l'État n'en recevrait aucun préjudice, et qu'il en retirerait peut-être quelque avantage. En effet, les Français assurés d'un plus grand débit de leurs vins, changeraient leur culture, et planteraient de nouvelles vignes pour fournir à la consommation de l'Angleterre ; ils seraient alors forcés de recourir à nous pour avoir du blé, dont la production serait moins abondante chez eux, et nous aurions l'avantage de leur vendre la denrée de première nécessité. Le roi de France a rendu plusieurs arrêts pour défendre les nouvelles plantations de vignes, et il a même ordonné de les arracher, preuve certaine que la culture du blé a dans cet État la préférence sur celle de toute autre espèce de denrées.

Le maréchal de Vauban fait connaître, dans plusieurs endroits de ses écrits, le préjudice que causent au Languedoc, à la Guyenne et aux provinces méridionales de France, les droits auxquels les vins de ces pays sont assujettis, lorsqu'ils sont transportés en Bretagne et en Normandie ; et il propose au gouvernement de France d'accorder une entière liberté de commerce, et de délivrer ces provinces des entraves sous lesquelles elles gémissaient. Il ne pensait pas sans doute que cette liberté pût faire pencher en leur faveur la balance du commerce, au préjudice de la Normandie et de la Bretagne. Il est évident qu'une navigation un peu plus longue ne rendrait pas les vins du Languedoc plus chers en Angleterre qu'ils ne le sont en Bretagne, ou dans ce cas les denrées d'Angleterre, transportées en Languedoc, augmenteraient de valeur dans la même proportion.

Je conviens cependant qu'on peut employer deux moyens pour maintenir l'argent au-dessus ou au-dessous de son niveau ; mais, en les examinant attentivement, il est facile de reconnaître qu'ils sont la conséquence du principe précédemment établi, et qu'ils lui donnent même une nouvelle force.

Les banques, les actions et les papiers de crédit, tous établissements modernes, adoptés par les Anglais avec une espèce de frénésie, sont le seul moyen que je crois propre à tenir l'argent au-dessous de son *niveau*. Le papier devient par ces établissements équivalent aux espèces, (93) il circule dans toutes les parties de l'État, augmente la valeur de la main-d'œuvre et des denrées, supplée à l'or et à l'argent, fait disparaître une partie de ces précieux métaux, et empêche que leur quantité n'en augmente. La plupart de nos raisonnements sur cette matière sont faux et contraires à la raison ; tout particulier qui a l'avantage de doubler ses fonds en devient incontestablement plus riche ; nous nous imaginons qu'il en serait de même de l'État, si tous les sujets pouvaient parvenir à doubler leurs richesses ; nous ne faisons pas réflexion que dans ce cas la valeur de toutes les denrées augmenterait dans la même proportion, et que, par conséquent, cet accroissement général des richesses n'apporterait aucun changement dans l'inégalité des fortunes. Un grand fonds d'argent ne nous est avantageux que dans nos négociations avec les étrangers, et comme notre papier n'a de valeur que dans l'intérieur du royaume, il a pour nous les inconvénients qui sont la suite nécessaire d'une grande abondance d'argent, et ne nous procure aucun des avantages qui peuvent l'accompagner.

Supposons que l'Angleterre possède 18 millions sterling en espèces, et qu'il circule dans le royaume pour 12 millions de papier, on doit conclure de cette supposition que l'État peut posséder une richesse réelle de 30 millions. La Grande-Bretagne posséderait en effet cette somme en espèces d'or et d'argent, si nos papiers de nouvelle création n'avaient pas été un obstacle à l'entrée de ces métaux. On me demandera sans doute quel pays nous aurait fourni cette somme ? Je répondrai à cette question, que nous l'aurions été chercher dans tous les royaumes du monde connu. En effet, en supprimant les 12 millions de papier, l'argent existant en Angleterre sera de beaucoup au-dessous de son *niveau*, par comparaison avec la quantité existante dans les États voisins, et il en refluera nécessairement une partie parmi nous jusqu'à ce que le niveau soit établi entre toutes les nations voisines, et que sa trop grande abondance le fasse, par la même raison, échapper de nos mains. Le soin qu'ont eu les politiques modernes de remplir tous les portefeuilles *d'actions, de billets de banque et de papiers d'échiquier*, semble être une suite de la crainte qu'ils ont eue que la nation ne se trouvât un jour accablée sous le poids de l'or et de l'argent.

Le royaume de France possède une très grande quantité d'espèces, et il en est principalement redevable au petit nombre de papiers de crédit qui ont cours dans ce puissant État. Aucune banque publique n'y est établie ; les lettres de change y sont moins communes qu'en Angleterre ; tout prêt d'argent, dont le principal n'est pas aliéné, y est regardé comme usuraire. Faute de débouchés de leur argent, les Français sont obligés d'en garder une grande partie en caisse, et c'est par cette raison que les simples particuliers de ce royaume possèdent une grande quantité de vaisselle d'argent, et que leurs églises sont remplies d'argenterie. C'est à la réunion de ces différentes circonstances qu'on doit (94) attribuer le bon marché des denrées et de la main-d'œuvre, dont le prix est plus bas en France que chez d'autres peuples qui possèdent la moitié moins d'espèces d'or et d'argent ; position heureuse qui donne à ce royaume un grand avantage pour le commerce étranger, et conserve entre les mains des sujets des sommes assez considérables pour réparer les malheurs publics et imprévus, dont aucune nation ne peut être à l'abri.

On est en usage en Angleterre et en Hollande de préférer la porcelaine de Chine à la vaisselle d'argent ; et la ville de Gênes avait adopté, il y a quelques années, cette espèce de luxe. Mais le sénat, prévoyant les funestes conséquences qui en pouvaient résulter, y mit des bornes par une loi somptuaire, qui laissait en même temps la plus grande liberté sur la vaisselle d'argent. Cette république a reconnu sans doute, lors de la dernière révolution, toute la sagesse de cette ordonnance ; et je ne puis m'empêcher de penser que les taxes imposées en Angleterre sur la vaisselle d'argent ne soient très opposées à la bonne politique.

Nos colonies avaient une quantité d'espèces suffisante pour la circulation, avant qu'on y eût introduit les papiers de crédit ; mais depuis que cette espèce de richesses y est connue, l'or et l'argent ne sont plus d'usage dans les paiements, et c'est le moindre inconvénient qui en soit résulté. Lorsque les malheurs de l'État auront anéanti cette richesse fictive, peut-on douter que l'argent ne retourne aussitôt dans nos colonies, qui possèdent des denrées et des manufactures, seul bien réel dont tous les hommes ont besoin, et qu'ils ne peuvent satisfaire, qu'en donnant aux cultivateurs et aux fabricants l'argent qu'ils possèdent ?

Il est fâcheux que Lycurgue n'ait pas eu l'idée des papiers de crédit, lorsqu'il chercha à bannir l'or et l'argent de Lacédémone. Cet expédient aurait été plus utile à son système, que ces masses de fer qu'il leur substitua, et les papiers de crédit,

qui n'ont aucune valeur réelle ni intrinsèque, auraient apporté un obstacle certain à tout commerce étranger.

Je viens d'exposer les inconvénients qui accompagnent les systèmes de papiers de crédit, qui sont cependant les seuls moyens de tenir l'argent au-dessous de son *niveau*. Ne pourrait-on pas obtenir l'effet contraire, c'est-à-dire l'élever au-dessus de son *niveau*, en conservant avec soin dans le trésor public une somme considérable, et en prenant les précautions convenables pour l'empêcher d'être remise dans la circulation ? Mais la plupart des citoyens regarderaient un pareil expédient comme destructif, et il exciterait la clameur publique. Tout fluide peut être élevé au-dessus de son niveau, et à telle hauteur qu'on juge à propos, lorsqu'on lui ôte toute communication avec l'élément voisin. Il en est de même de l'argent ; et pour le prouver il suffit de reprendre notre (95) première supposition, qui consiste à détruire subitement la moitié de toutes nos espèces. Nous avons trouvé que la conséquence de cet événement serait d'attirer une somme égale de tous les royaumes voisins. Si le gouvernement se déterminait à mettre en réserve dans le trésor public une somme considérable, et à l'y conserver avec soin, il pourrait, après la révolution de plusieurs années, y mettre également en dépôt une nouvelle somme, opération qui par la succession des temps n'aurait pas de bornes.

Une petite ville comme Genève pourrait, durant le cours de quelques siècles, engloutir les neuf dixièmes de toutes les espèces de l'Europe. Il est vrai que la nature humaine forme un obstacle invincible à cet énorme accroissement de richesses. Un État faible, mais possédant des richesses immenses, deviendrait nécessairement la proie de quelques voisins plus pauvres, mais plus puissants. Un grand État maître d'un pareil trésor le dissiperait en projets dangereux et mal concertés, et détruirait vraisemblablement un trésor bien plus estimable, je veux dire l'industrie de son peuple, dont la perte entraînerait une diminution sensible dans le nombre des citoyens. Ces trésors immenses seraient dans le cas du fluide élevé à une trop grande hauteur, qui brise et définit le vaisseau qui le renferme, et se mêlant avec l'élément qui l'environne, tombe tout à coup à son niveau. La possibilité d'amasser un grand trésor, sans causer de préjudice à l'État, est tellement contraire à notre manière ordinaire de penser, que, quoique nos historiens soient d'accord sur les sommes immenses amassées par Henri VII, que tous les fassent

monter à 1,700,000 liv. sterling ⁴², et que cet événement soit, pour ainsi dire, encore récent, nous rejetons leur témoignage, plutôt que de convenir d'un fait capable de détruire nos préjugés. Il est vraisemblable que cette somme composait les trois quarts de toutes les espèces monnayées existantes pour lors en Angleterre ; mais est-il impossible qu'un prince habile, avide de richesses, économe, et dont l'autorité était presque absolue, ait amassé une somme aussi considérable dans l'espace de vingt ans ? Il n'y a pas d'apparence que, malgré le trésor de Henri VII, le peuple se soit aperçu d'une diminution dans la quantité d'espèces en circulation, et qu'il en ait souffert un préjudice réel, parce que la diminution de la valeur de toutes les denrées et de toutes les marchandises a dû faire entrer en peu de temps dans le royaume une quantité d'or et d'argent égale à celle que le souverain avait retirée de la circulation, effet et suite nécessaire du grand avantage que devaient avoir les Anglais dans le commerce sur toutes les nations voisines. Les historiens ⁴³ et les orateurs ⁴⁴ grecs assurent que la petite république d'Athènes, et les peuples ses alliés amassèrent, dans les cinquante années qui s'écoulèrent entre la guerre de Médie et celle de Péloponèse, un trésor plus (96) considérable que celui de Henri VII, puisque plus de 10,000 talents furent renfermés dans la citadelle d'Athènes, somme immense qui fut cause de la ruine de cette république et de ses alliés, par les guerres imprudentes auxquelles ils s'engagèrent témérairement. Cet argent, amassé avec tant de soin, ne fut pas plus tôt sorti du trésor et remis dans la circulation, qu'il disparut de l'État. Nous voyons, en effet, par le fameux dénombrement fait cinquante ans après, et dont Démosthènes et Polybe ⁴⁵ font mention, que toutes les richesses des Athéniens, en terres, en maisons, en esclaves, en denrées et en marchandises, ne furent pas estimées à 60,000 talents, en y comprenant même les espèces monnayées qui circulaient dans ce petit État.

On reconnaît dans la conduite des Athéniens autant de prudence que d'ambition, lorsqu'on les voit user de la liberté de leur gouvernement, pour mettre en réserve et conserver un trésor immense, qu'ils pouvaient partager entre eux, et qui était assez considérable pour tripler la fortune de chaque particulier ; car il est bon d'observer, qu'au rapport des anciens historiens, les Athéniens n'étaient pas plus

⁴² Il y avait environ huit onces d'argent dans la livre sterling du temps de Henri VII.

⁴³ Thucyd. lib. 2 ; Diod. sic. lib. 12.

⁴⁴ Aeschinis et Demosthenis, Epist.

⁴⁵ Lib. II, cap. 62.

riches lorsque Philippe, roi de Macédoine, leur déclara la guerre, qu'ils ne l'étaient au commencement de celle du Péloponèse.

Le petit pays connu sous le nom de Grèce était moins riche en espèces d'or et d'argent dans les siècles de Philippe et de Persée, que ne l'était l'Angleterre sous le règne de Henri VII. Les deux rois macédoniens amassèrent cependant en trente ans ⁴⁶ un trésor plus considérable que celui de Henri, puisqu'au rapport de Pline ⁴⁷, le trésor que fit conduire à Rome Paul-Émile, vainqueur de la Macédoine, montait à 2,400,000 liv. sterling ; ce n'était cependant qu'une partie des sommes amassées par les rois de Macédoine, étant impossible que Persée eût soutenu la guerre sans avoir touché au trésor public. Stanyan assure que de son temps le canton de Berne avait prêté à intérêt plus de 300,000 liv. sterling, et qu'il y en avait en réserve plus de 1,800,000 dans le trésor public. Il est très vraisemblable que tout l'argent en circulation dans ce petit État ne monte pas à 500,000 liv. sterling. Cependant, quoique le trésor public ait dû augmenter depuis 1714, tous les voyageurs qui parcourent le pays de Vaud, ou toute autre partie du canton de Berne, ne s'aperçoivent pas que l'argent y soit plus rare que dans tout autre pays de la même étendue, et dont le climat et les productions sont les mêmes ⁴⁸.

Le détail que donne Appien du trésor des Ptolémées ne permet pas de le révoquer en doute, et il serait d'autant plus mal fondé, que, (97) suivant le témoignage de ce même historien, les autres successeurs d'Alexandre étaient également économes, et que plusieurs d'entre eux avaient des trésors presque aussi considérables que celui des Ptolémées, qu'Appien fait monter à 740,000 talents, revenant, suivant les calculs du docteur Arbuthnot, à 191,166,666 liv. sterling, somme incroyable, si cet historien, natif d'Alexandrie, ne citait pas les registres de l'empire d'Égypte pour garants de ce qu'il avance.

Les différentes observations que je viens de mettre sous les yeux du lecteur, doivent guider notre jugement sur les barrières, les obstacles et les impôts sans nombre que toutes les nations, et principalement l'Angleterre, opposent à la liberté

⁴⁶ Titi-Livii, lib. XLV, cap. 40.

⁴⁷ Lib. XXXIII, cap. 3.

⁴⁸ La pauvreté dont parle Stanyan ne se remarque que dans les cantons les plus montagneux, où il n'est pas facile que l'argent se répande : encore les peuples n'y sont-ils pas plus pauvres que dans le diocèse de Saltzbourg d'un côté, ou dans la Savoie de l'autre. (Note de l'Auteur.)

du commerce. Tous les gouvernements sont occupés du désir d'augmenter la masse de leurs espèces monnayées, qu'il est cependant impossible de tenir au-dessus de leur *niveau*, tant que la circulation de la totalité en est libre ; ils sont également effrayés de la crainte d'en perdre une partie, quoique, par la même raison, il soit également impossible qu'elles baissent au-dessous de ce même *niveau*. Des mesures aussi contraires à la bonne politique seraient capables par elles-mêmes de faire disparaître nos espèces, si ce malheur pouvait arriver ; mais il en résulte un mal général et commun à toutes les nations : c'est-à-dire, que tous les peuples voisins et limitrophes les uns des autres ne peuvent jouir réciproquement et avec liberté de l'échange mutuel de leurs denrées et de leurs marchandises, que le souverain législateur semble avoir prescrit, en donnant à tous les peuples un climat, un sol, et un génie qui les distingue les uns des autres, par des différences particulières à chacun d'eux.

Les politiques modernes, en faisant usage des papiers de crédit, ont adopté le seul moyen de bannir les espèces d'un État, ou du moins d'en diminuer la quantité. On ne pourrait en augmenter la masse, qu'en en mettant une partie en réserve dans le trésor public ; mais ils rejettent ce moyen et donnent la préférence à des droits de douane et à des taxes qui ne servent qu'à restreindre l'industrie, et à priver nos voisins, ainsi que nous, des bienfaits que l'art et la nature offrent à tous les hommes.

Il faut convenir cependant que toutes les taxes sur les denrées et les marchandises étrangères ne sont pas également inutiles et désavantageuses. Nos manufactures de toile sont encouragées par les droits imposés sur celles d'Allemagne. Les droits perçus sur l'eau-de-vie de vin augmentent la consommation du rhum, et soutiennent nos colonies méridionales. Comme il est nécessaire qu'il y ait des impôts pour la défense du gouvernement, il est de la bonne politique de n'en percevoir et de n'en établir que sur les denrées et les marchandises, dont le volume empêche la fraude et la contrebande ; mais le législateur ne doit jamais oublier la maxime du docteur Swift, *qu'en matière d'impôts, deux et deux ne font pas toujours quatre ; et qu'il arrive souvent au contraire qu'ils font moins de deux*. Il est assez vraisemblable que, (98) si les droits sur le vin étaient diminués des deux tiers, le gouvernement en tirerait un revenu plus considérable ; notre peuple serait alors en état de se procurer une boisson meilleure et plus saine, et la balance du commerce, dont nous sommes, si jaloux, n'en deviendrait pas plus désavantageu-

se. La manufacture de la bière, lorsqu'on la considère indépendamment de l'agriculture, est peu considérable en elle-même, et occupe peu de bras ; le transport du vin et l'exportation de nos grains nous en dédommageraient avec grand avantage. On opposera sans doute que, suivant le témoignage de plusieurs historiens, un grand nombre d'États et de royaumes riches et opulents dans l'antiquité, sont maintenant dans l'indigence et la pauvreté ; et qu'on n'y retrouve plus cette abondance d'argent qui les rendait autrefois si puissants. Je réponds que les nations ne peuvent espérer de conserver leurs espèces, lorsqu'elles perdent leur commerce, leur industrie et leur population, dont les métaux précieux suivent toujours la proportion. Lorsque Lisbonne et Amsterdam enlevèrent à Gênes et à Venise le commerce des Indes orientales, dont ces deux villes étaient en possession, elles acquirent les profits et les espèces dont ce riche commerce les enrichissait. La masse d'argent diminue dans un État toutes les fois que le souverain établit sa résidence dans un autre empire ; lorsque les guerres étrangères obligent d'envoyer des armées dans des pays très éloignés des frontières, et où elles ne peuvent être entretenues qu'à très grands frais, et lorsqu'enfin les étrangers sont créanciers de l'État pour des sommes considérables. On doit observer que la perte de l'argent, dans tous les cas dont je viens de faire l'énumération, est la suite de circonstances violentes qui forcent le peuple à se réfugier dans d'autres climats et à y transporter son industrie ; mais, lorsque la population d'une nation et son industrie n'ont souffert aucune diminution, il est impossible, après que les troubles sont cessés, que l'argent ne revienne par un grand nombre de canaux, différents les uns des autres et souvent inconnus. Les principales nations de l'Europe ont répandu en Flandre des sommes immenses depuis la révolution des Pays-Bas, cette partie de l'Europe ayant presque toujours été le théâtre de la guerre. Si toutes ces sommes étaient rassemblées, elles monteraient peut-être à plus de la moitié de ce que l'Europe entière possède d'espèces : toutes ces richesses immenses sont retournées à leur source, et sont rentrées dans les mains des peuples industriels qui en avaient été les premiers possesseurs. Un *courant* sensible emportait à Borne, il y a plus de mille ans, tout l'argent de l'Europe ; mais il en est sorti par des canaux secrets et inconnus, et le défaut de commerce et d'industrie rend aujourd'hui les domaines du pape le territoire le plus pauvre de l'Italie. Le gouvernement a grande raison sans doute d'employer tous ses soins pour conserver la population et les manufactures de l'État, mais il peut se dispenser d'en prendre pour la conservation de ses

espèces. Leur quantité sera toujours proportionnée au nombre du peuple et à l'accroissement de son industrie.

David Hume, “Essai sur la jalousie commerciale”.

Traduction de Melle de la Chaux

Voir la version html sur [Philotra](#).

[Retour à la table des matières](#)

(99) Après avoir montré le ridicule d'une première espèce de jalousie à laquelle sont en proie les nations commerçantes ⁴⁹, il ne saurait être hors de propos de parler d'une seconde, dont les motifs ne sont pas moins déraisonnables. Rien n'est plus commun, de la part des peuples qui ont fait quelques progrès dans le commerce, que de s'alarmer des progrès analogues qui s'opèrent chez leurs voisins ; de considérer comme ennemis, en quelque façon, tous les États où la production se développe, et de poser en principe que la fortune de ces États ne s'améliore qu'à leurs dépens. Mais, contrairement à cette doctrine étroite et malveillante, je ne craindrai pas de soutenir que l'accroissement de la richesse et du commerce, chez une nation quelconque, bien loin de pouvoir blesser l'intérêt des autres, contribue, la plupart du temps, à l'extension de leur propre opulence ; et qu'aucun État ne réussirait à faire faire de grands pas à son industrie et à son commerce, si l'ignorance, la paresse et la barbarie régnaient chez les peuples qui l'environnent.

Il est manifeste que l'industrie par laquelle un peuple pourvoit à la satisfaction de ses besoins domestiques ne saurait éprouver aucun dommage de la plus grande prospérité des pays voisins ; et comme cette branche du travail national est la plus importante de toutes dans un royaume d'une certaine étendue, cette considération

⁴⁹ Celle qui les portait à vouloir accaparer les métaux précieux. Voy. le commencement de l'*Essai sur la Balance du commerce*.

suffirait seule pour calmer toutes nos inquiétudes à ce sujet. Mais je vais plus loin, et je ferai observer qu'il est impossible, quand la liberté préside aux rapports commerciaux, que l'industrie intérieure de chaque nation ne se développe pas par suite de leurs progrès réciproques. Comparez la situation actuelle de la Grande-Bretagne à ce qu'elle était il y a deux siècles. L'imperfection de tous les procédés relatifs à l'agriculture ou à la fabrication était extrême. Tous les progrès que nous avons faits depuis (100) cette époque ne tiennent qu'à l'imitation des étrangers ; et nous devons, par conséquent, beaucoup plus nous féliciter, que nous plaindre, des succès qu'ils ont pu obtenir avant nous dans les arts et les inventions utiles. Mais nos rapports avec eux se maintiennent encore à notre grand avantage ; car nous adoptons journellement, dans toutes nos manufactures, les découvertes et les perfectionnements de nos voisins. Une marchandise est-elle importée, d'abord à notre grand regret, parce que nous nous imaginons qu'elle nous enlève notre numéraire : plus tard, l'art de fabriquer ce produit se naturalise avec un profit évident pour nous-mêmes. Cependant, nous continuons de voir avec peine que nos voisins demeurent en possession d'un art, d'une branche d'industrie ou d'une invention quelconque. Nous ne nous rappelons pas que, s'ils ne nous avaient donné les premières leçons, nous serions encore des barbares en ce moment ; et que, s'ils ne continuaient notre éducation par leurs exemples, les arts, frappés de langueur, perdraient bientôt cette émulation active qui contribue si puissamment à leur progrès.

Le développement du travail intérieur forme la base du commerce étranger. Lorsqu'un grand nombre de produits se confectionnent et apparaissent sur le marché national, il s'en rencontre toujours quelques-uns qui peuvent être exportés avec avantage. Mais, si nos voisins n'ont ni industrie ni agriculture, ils ne peuvent les acheter, parce qu'ils n'ont aucun autre produit à donner en échange. A cet égard, les États sont dans la même position que les particuliers. Un individu ne deviendra pas facilement industriel, si tous ses concitoyens restent oisifs. Les richesses des divers membres d'une société contribuent à accroître la mienne, quelle que soit la profession à laquelle je me livre. Ces divers membres consomment les produits de mon travail, et me fournissent, à leur tour, les produits du leur.

Un État ne doit appréhender, en aucune manière, que ses voisins fassent, dans les arts utiles, des progrès assez considérables pour n'avoir plus de produits à lui demander. La nature, en donnant aux diverses nations un génie, un climat, et un

sol qui ne sont pas les mêmes, a garanti la perpétuité de leurs échanges et de leur commerce réciproques, aussi longtemps qu'elles demeureront industrieuses et civilisées. Et plus l'industrie fait de progrès dans un État, plus cet État fera de demandes au travail de ses voisins. Il est naturel que les habitants d'un pays, à mesure que la richesse et les lumières s'y propagent, recherchent les ouvrages les mieux confectionnés ; et , comme ils ont eux-mêmes une grande quantité de marchandises à donner en retour, ils reçoivent d'immenses importations de tous les pays étrangers. Ainsi donc, pendant que l'industrie étrangère est fortement encouragée par ces demandes, l'industrie nationale ne retire pas moins d'avantages du débouché offert à la vente de ses propres produits.

Mais qu'arriverait-il dans le cas où un État sert de marché principal (101) à certains objets de manufacture, comme l'Angleterre, par exemple, pour les articles de laine ? La concurrence de nos voisins ne serait-elle pas pour nous l'occasion d'un préjudice sous ce rapport ? A cela il faut répondre que, lorsqu'un pays jouit d'un pareil avantage, il résulte toujours de circonstances particulières tenant à la nature des choses, et que si, malgré ces circonstances, il se laisse déposséder de la branche de fabrication dans laquelle il excellait, ses manufacturiers ne doivent s'en prendre qu'à leur apathie ou à la mauvaise conduite de leurs opérations, et non aux progrès de l'industrie étrangère. On doit considérer encore que, par le développement même de l'industrie des nations voisines, la consommation de toutes les espèces de marchandises doit suivre une marche ascendante, et que, malgré la concurrence de la fabrication étrangère sur notre propre marché, la demande de nos produits doit se soutenir, ou même s'accroître. Et, si cette demande venait à se restreindre, les conséquences qui en résulteraient devraient-elles donc être regardées comme funestes ! Pour que le génie de l'industrie se maintienne, on peut facilement s'engager dans d'autres voies ; et rien n'empêche que les fabricants d'étoffes de laine, par exemple, ne s'occupent à fabriquer des tissus de lin ou de soie, à travailler le fer ou à créer tout autre produit qui leur paraîtra susceptible d'écoulement. On ne doit pas craindre de voir s'épuiser la série des objets sur lesquels peut s'exercer l'industrie humaine, ou que nos fabricants, s'ils savent se maintenir au niveau de nos voisins, courent le risque de manquer d'emploi. L'émulation est, au contraire, ce qu'il y a de plus propre à entretenir la vie industrielle au sein de toutes les nations rivales. D'ailleurs, un peuple est toujours plus heureux quand il possède une grande variété d'industries, que si une branche im-

portante de travail, mais unique, occupait tous les citoyens. La situation de ce peuple est moins précaire, et beaucoup moins susceptible d'être affectée des révolutions ou des fluctuations diverses que chaque branche particulière de commerce sera toujours exposée à subir.

Le seul État commerçant qui doive redouter les progrès et l'industrie de ses voisins est la Hollande, qui, ne possédant point un territoire considérable ni une grande abondance de denrées naturelles, ne peut être florissante qu'en servant de courtier, de facteur ou de commissionnaire aux autres États. Un tel peuple doit naturellement redouter que les États voisins, dès qu'ils arriveront à connaître leurs intérêts et à s'en occuper, ne prennent en main eux-mêmes la direction de leurs affaires, et ne privent leurs courtiers des profits que ceux-ci tiraient de leurs services.

Mais, quoique cette conséquence soit naturellement à craindre, il se passera un très long temps avant qu'elle ait lieu ; par de l'habileté et de la prudence, on peut l'éloigner pendant plusieurs générations, si l'on ne peut l'éviter entièrement. L'avantage de capitaux supérieurs et de (102) relations plus multipliées est tel qu'on n'en triomphe pas facilement ; et, comme toutes les transactions s'accroissent en proportion du progrès de l'industrie dans les États voisins, un peuple même dont le commerce repose sur cette base fragile peut d'abord tirer des profits considérables de la situation florissante de ses voisins. Les Hollandais ayant engagé tous leurs revenus, ont cessé de jouer sur la scène politique le même rôle qu'autrefois ; mais leur commerce est assurément égal à ce qu'il était au milieu du dernier siècle, à l'époque où ils étaient comptés parmi les grandes puissances de l'Europe.

Si une politique étroite et malveillante devait triompher parmi nous, nous réduirions toutes les nations voisines à l'état de paresse et d'ignorance qui règne au Maroc et sur la côte de Barbarie. Mais quelles seraient les conséquences d'un pareil changement ? Ces nations cesseraient de nous apporter leurs produits ; elles ne nous demanderaient plus les nôtres ; notre industrie domestique languirait faute d'excitation, d'exemples et d'enseignements ; et nous ne tarderions pas à tomber nous-mêmes dans l'état d'abjection auquel nous les aurions réduites. J'oserai donc déclarer que, non seulement comme homme, mais encore comme sujet anglais, je fais des vœux pour voir fleurir le commerce de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie et de la France elle-même. Je suis certain, du moins, que la Grande-Bretagne et

tous les pays que je viens de citer verraient s'accroître leur prospérité réciproque, si les souverains et les ministres qui les gouvernant adoptaient de concert des vues plus bienveillantes et plus libérées.

FIN